

PENDANT LA NUIT
DE DIMANCHE A LUNDI

Une trentaine
d'attentats par explosif
en Corse

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,70 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 200 L. ; Liban, 300 p. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

TELEX: MONDIPAR 658572 F

C.F.P. 4359 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-22

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Une relance de l'O.U.A. ?

Après deux convocations infructueuses en août et en novembre 1982, le dix-neuvième sommet de l'Organisation de l'unité africaine semble avoir de bonnes chances de se réunir à Addis-Abeba du 6 au 11 juin. Le président en exercice de l'organisation panafricaine, M. Arap Moi, en a, en tout cas, donné l'assurance, dimanche 22 mai, en précisant que « les partis d'un report et ceux qui posaient des conditions sont devenus minoritaires ». Le président du Kenya a critiqué la Libye en exprimant sa surprise qu'un Etat membre, qui a déjà échoué deux fois, exige à nouveau que le sommet se tienne sur son sol et pose des conditions préalables à sa tenue.

M. Moi ne paraît pas, cette fois, s'engager à la légère puisque sa déclaration tient compte de garanties, dont on ignore encore la nature exacte, fournies par le colonel Mengistu, lui exprimant sa ferme volonté d'assurer le succès de ce sommet dont l'Éthiopie sera l'hôte.

La réunion de novembre avait échoué sur la question de la représentation tchadienne, le colonel Kadafi ayant contesté — et contestant toujours — la légitimité du gouvernement de M. Hissène Habré. Même si, dans le nord du Tchad, redevenu un théâtre préoccupant d'opérations, les forces de l'ancien président Goukouni Oueddei, appuyées par la Libye, se rapprochent du pouvoir, ce n'est pas la raison qui a empêché le sommet de se tenir à Addis-Abeba.

Reste le dossier saharien, qui est à l'origine de la paralysie de l'O.U.A. depuis onze mois. Sur le fond du problème sahraoui, M. Moi a simplement précisé que le « comité des Douze », qui en a la charge depuis novembre au sein de l'O.U.A., se réunira dans la capitale éthiopienne à la veille de l'ouverture du sommet. A première vue, le différend demeure apparemment entier entre adversaires et partisans de la R.A.S.D. (République arabe sahraoui démocratique), il s'agit presque pour l'O.U.A. d'un « retour à la case départ ».

Mais, dans un camp comme dans l'autre, surtout depuis la rencontre, le 26 février, entre le roi Hassan II et le président Chadi, certains États estiment maintenant que la survie de l'organisation panafricaine est la priorité des priorités. Un blocage de dernière heure semble toujours possible, mais le « comité des Douze » pourrait être justement chargé, le 5 juin, d'avancer une formule assez ambiguë pour que le quorum des deux tiers nécessaire à l'ouverture du sommet soit atteint. En d'autres termes, l'O.U.A., sous prétexte de ne pas gêner les contacts amorcés entre Rabat et Alger, pourrait décider de « suspendre » le débat sur le Sahara occidental.

Si tant de sagesse pouvait prévaloir, l'organisation panafricaine aurait une chance de fêter sans trop de tristesse le vingtième anniversaire de sa fondation. Elle retrouverait ainsi un peu d'un prestige gravement entamé par les dissensions de ces dernières années. Mais l'expérience invite à la plus grande prudence, l'Afrique demeure profondément divisée sur bon nombre de sujets. Avant tout une tribune, l'O.U.A. a encore du chemin à faire avant de redevenir un utile instrument de compromis, ce qui devrait être sa principale vocation.

La riposte à l'attentat de Pretoria

L'aviation sud-africaine lance un raid au Mozambique

A la suite de l'attentat sans précédent qui a fait vendredi, à Pretoria, dix-sept morts (neuf blancs et huit noirs) ainsi que deux cent dix-sept blessés, dont quatre sont dans un état critique, l'aviation sud-africaine a lancé, lundi 23 mai, un raid contre les installations de l'A.N.C. (Congrès national africain) à 10 kilomètres de Maputo, la capitale du Mozambique.

L'Afrique du Sud a précisé que ses forces aériennes avaient « neutralisé » une série de lance-

ment de missiles de l'armée mozambicaine tout en attaquant le quartier général de l'A.N.C., ainsi que l'un de ses centres d'entraînement.

Samuel, à Nairobi, M. Tambo, président de l'A.N.C., avait déclaré que l'attentat de Pretoria était « justifié » car il s'agissait « d'une attaque contre le régime militaire au cœur même du pays ». Pour sa part, le ministre sud-africain de la défense avait dit que cet attentat annonçait une nouvelle phase dans le « terrorisme urbain ».

De notre correspondant

sur la capitale à 5 h 20 lundi. Aucun autre détail n'a été fourni. Cependant, selon un diplomate occidental en poste au Mozambique, cité par Associated Press, trois jets sud-africains au moins ont participé à l'opération. Le haut commandement sud-africain a d'ailleurs confirmé que « tous les avions qui ont participé à l'opération sont rentrés à leur base ». Le diplomate a pu apercevoir, après leur passage dans le ciel, une épaisse fumée noire montant d'un quartier de Maputo connu sous le nom de Liberté. Le diplomate a rappelé que, depuis le raid sud-africain de janvier 1981 sur des villes occupées par l'A.N.C. dans la banlieue de Maputo (1) et les rencontres de haut niveau qui ont suivi

entre Pretoria et le gouvernement du président Machel, celui-ci avait apparemment donné des ordres pour que les militants anti-apartheid se replient dans l'extrême nord du pays.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 4.)

(1) Le raid de janvier 1981, à Maputo, le premier du genre, avait fait une quinzaine de morts. A la différence de celui-ci, mené par la seule aviation avec les risques de bavures que cela suppose, il avait été exécuté par un commando terrestre d'une centaine de soldats d'élite. En décembre dernier, l'armée sud-africaine avait lancé un second raid à Maseru, capitale du Lesotho. Quarante-deux personnes, dont une trentaine de militants de l'A.N.C., selon Pretoria avaient été tués.

DANS « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

Les investissements français aux États-Unis

(Lire pages 9 et 10 les articles

de BRUNO DETHOMAS et VÉRONIQUE MAURUS.)

Du plan socialiste à la réforme Savary

I. — L'éternel retour

par BERTRAND GIROD DE L'AIN (*)

« Il suffit de vouloir pour que cela change. » Telle était au départ, telle reste l'inspiration centrale du projet de loi sur l'enseignement supérieur.

Vouloir quoi ? Moins d'inégalités sociales dans l'acquisition des « bons » diplômes, moins de grades et de hiérarchies au sein des enseignants du supérieur, plus de diplômés répondant aux besoins d'un pays en mutation technologique, plus de dynamisme de l'Université pour la formation des jeunes et pour la recherche ?

De tels objectifs devraient faire l'objet d'un véritable consensus national. Surtout quand on ne fait pas semblant d'oublier que la réduction des inégalités culturelles et financières en la matière. Et que la rénovation de l'Université française « décidée » en 1968 n'a pas eu lieu.

Tout au contraire, les ghettos des disciplines se sont renforcés, les luttes internes pour la défense ou le partage des privilèges se sont aggravées.

Alors, « Vive le projet Savary ! » ? Non. Pourquoi ?

Le premier projet — le « plan socialiste pour l'éducation » de 1977 — mélangeait générosité, solutions à la hausse et revendications corporatistes. Alors que d'autres projets et programmes de l'époque rose sont sortis épurés et transformés du choc avec les réalités et les forces sociales, celui-ci a mal vieilli. Sa dernière version n'est plus qu'un échafaudage branlant de compromis « habillé » d'utopie réformatrice.

Le ministre et ses conseillers affirment de bonne foi : « Nous avons engagé la plus longue consultation jamais réalisée pour une réforme de l'enseignement supérieur, et tout d'un coup cette levée de bouillottes ! » Consultation ou comédie à l'italienne ? Tout se disait dans des apartés, et presque rien dans le débat public. Les grandes écoles devaient perdre une bonne part de leur indépendance ; une brève et sèche rafale d'articles et d'interventions au sommet de l'État les fit sortir du dispositif. Cela fut plus laborieux et plus discret pour les instituts universitaires de technologie. On peut mesurer alors et ainsi le « poids » et l'utilité sociale des

écoles et des I.U.T. : ils ne furent pas même défendus par le patronat et par leurs anciens diplômés. Après ces deux « sonnettes », la scène devint brusquement silencieuse. La réforme de l'Université avec ses centaines de milliers d'étudiants ne suscitait ni intérêt ni prise de position ; la société était muette, signe annonçant de l'évanescence de cette institution (1).

Ce ne fut plus que négociations avec les syndicats d'enseignants et les différents groupes d'intérêts internes sur le corps unique des enseignants, les obligations de services des enseignants et des administratifs, le maintien ou non des concours d'agrégation, etc.

De temps en temps, fusaient à l'extérieur des protestations indignées, des « grèves forcées », indéchiffrables pour l'opinion.

(Lire la suite page 8.)

(1) Jean-Michel Croissandeau consacrait son éditorial du Monde de l'éducation d'avril 1983 à cet « inquiétant silence » avec le titre « L'université s'interroge plus personne ».

(*) Directeur du Centre de recherche sur les systèmes universitaires. Université de Paris-Dauphine.

La grogne des colonels palestiniens

(Lire page 4
l'article d'ERIC ROULEAU.)

le must de Cartier

Dans sa tradition de luxe et de qualité, l'authentique collection de maroquinerie Cartier.

AU JOUR LE JOUR

Résultat

Assez de critiques contre la maréchaussée, assez de malveillances contre les « super-gendarmes » du G.I.G.N. !

Car ils avaient parfaitement raison, nos pandores d'élite, quand, l'été dernier, ils clatonnaient que les trois Irlandais débusqués à Vincennes étaient des individus dangereux. On le vérifie aujourd'hui : l'Élysée troublé, la gendarmerie déstabilisée, M. Henu contenant mal sa fureur, la France choquée. Beaucoup de « vrais » terroristes se satisfaisaient d'un tel résultat.

BRUNO FRAPPAT.

Les déclarations de M. Mitterrand

- Pas de diminution des remboursements de certains actes chirurgicaux
- Intervention télévisée après le sommet de Williamsburg

Au cours d'une conversation informelle avec les journalistes qui l'accompagnaient, dimanche 22 mai, dans son pèlerinage annuel à Solutré, M. Mitterrand a annoncé qu'il interviendrait à la télévision en juin, après le sommet de Williamsburg.

Le chef de l'État a précisé que le projet de diminution du remboursement de certains actes chirurgicaux, envisagé par M. Bérégovoy, n'était pas « près de sortir » et que les intéressés pourraient être rassurés sur ce sujet.

De notre envoyé spécial

Solutré. — M. François Mitterrand a accompli, dimanche 22 mai, son traditionnel pèlerinage annuel à Solutré (Saône-et-Loire). Depuis 1946, M. Mitterrand, accompagné de quelques proches, fait l'ascension de la Roche de Solutré (495 mètres d'altitude), site préhistorique qui domine le vignoble de Pouilly et la vallée de la Saône. Le cérémonial de cette journée, quasi invariable, donne lieu, depuis 1981, à une conversation informelle avec les journalistes. Le président de la République n'a pas dérogé à cette habitude.

M. Mitterrand a d'abord évoqué les questions internationales. Le chef de l'État estime que les positions qu'il a prises devant l'O.C.D.E. au sujet de l'organisation d'une conférence monétaire internationale, dont le but serait de définir des parités fixes entre les monnaies, ont été un peu caricaturées. Convenu qu'il est nécessaire de résoudre le

problème des variations erratiques des changes par la mise en place d'un système plus cohérent — de la même façon que la conférence de Bretton-Woods, en juillet 1944, répondait à un besoin, — M. Mitterrand a éprouvé une certaine amertume à la lecture de commentaires selon lesquels il aurait lui-même été déçu à la suite du constat de désaccord enregistré lors du sommet franco-allemand, mardi 17 mai.

Le président de la République ne fonde pas beaucoup d'espoir quant aux résultats concrets du sommet de Williamsburg, auquel, a-t-il indiqué, il aurait fort bien pu ne pas se rendre. La France n'est pas en situation de demander une « obole » aux États-Unis, qui, estime le chef de l'État, feront ce qu'ils voudront. Ce sommet peut cependant constituer le prolongement de celui qui s'est tenu à Versailles, en juin 1982, et qui a permis de commencer à élaborer un système international en ce qui concerne, d'une part, les taux de change, d'autre part, les problèmes technologiques. M. Mitterrand a annoncé qu'il interviendrait « sûrement » à la télévision en juin, après la réunion de Williamsburg.

A propos des relations franco-américaines, le président de la République a souligné qu'il croyait avoir fait la preuve qu'il était libre de ses mouvements, aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure. Il a précisé que la lettre qu'il a adressée à M. Giscard d'Estaing pour inviter celui-ci à l'Élysée n'était pas liée parce que antérieure à la publication dans le Monde de deux articles de l'ancien chef de l'État concernant le sommet de Williamsburg. M. Mitterrand estime normal de rencontrer M. Giscard d'Estaing, comme les dirigeants des partis politiques, avant une échéance de cet ordre. Cette initiative constitue notamment une marque de considération à l'égard des intéressés.

A propos des relations de la France avec le Chili, M. Mitterrand ne pense pas que la rupture des relations diplomatiques soit la meilleure solution pour tenter de faire évoluer le régime de ce pays. Une telle décision ne se fera pas, de toute façon, à l'initiative de la France.

LAURENT ZECCHINI.

(Lire la suite page 6.)

LE VIII^e FESTIVAL D'ANGOULÊME

Les puissants mélanges

Après la semaine des musiques improvisées, les trois derniers jours de la huitième édition de « Jazz en France » à Angoulême ont été consacrés aux Antilles et à l'Afrique.

C'est à leurs musiques, paraît-il, que l'on juge l'état des peuples. Ne tardons pas trop à écouter ce qui nous vient aujourd'hui d'Afrique et de la Caraïbe. Il s'y dessine un mouvement sans précédent dont le seul risque est d'être récupéré et canalisé par quelque pouvoir malicieux.

Mais la poésie peut aussi bien s'inventer sur un rythme de reggae, et au VIII^e Festival d'Angoulême personne ne s'étonne que Linton Kwesi Johnson, poète jamaïcain, dise des textes ardents et politiques au son des battements de mains. Qui actuellement pourrait s'y risquer avec cette joie grave ?

Dans l'exubérance, dans le goût du rythme, de la communion, sans autre projet que d'agiter les âmes et les corps, la plupart des groupes présents, qu'ils viennent du Cameroun, du Mali,

des Antilles, du Gabon ou d'Afrique du Sud, en sont au temps des puissants mélanges et des éclatements. Aucun souci d'« expérience », d'« avant-garde », de « musique contemporaine » et autres fanboles : ils ont immédiatement le talent des gestes et des costumes liés à celui des instruments. Ils mêlent spontanément les danses rituelles à l'instrumentation rock. Et personne ne réussit comme eux à associer avec insouciance les percussions les plus archaïques, les plus fondamentales, aux effets électroniques des guitares et des synthétiseurs. La poésie et la musique de demain, ou d'aujourd'hui, s'inventent là dans une gaité débridée.

FRANCIS MARMADE.

(Lire la suite page 12.)

Entre l'institution et le prophétisme

par ALAIN COPIN (*)

A l'heure des grandes mutations des diversités composantes de la société française, il est bon de s'interroger sur l'avenir de l'Eglise-institution agitée par des aspirations désinstitutionnalisantes mais traversée également par quelques signes réels de renouveau institutionnel.

Assurément, l'audience de l'Eglise, présente dans le monde depuis deux mille ans, a baissé régulièrement en raison de la volonté de retourner à des tâches essentiellement pastorales. Toutefois, son autorité morale, son pouvoir spirituel, son importance diplomatique, font de l'Eglise une institution qui joue encore un rôle non négligeable dans la société moderne.

Elle rassemble à la fois et très vivement les effets d'un athéisme réel, d'une inadéquation de ses structures, en même temps qu'elle perçoit, dans les communautés de croyants, un grand renouveau et des signes d'espérance allant dans le sens d'une plus grande fidélité au message évangélique. Aussi l'Eglise est-elle partagée entre un grand doute au niveau de ses structures (crise du clergé, de plus en plus âgé et de moins en moins nombreux) et une grande lueur provenant de sa base (laïcs militants, monastères prospères, renouveau de la prière).

Ve-t-elle dès lors rester recroquevillée sur elle-même, frileuse, préservant bien ses caractères spécifiques, loin du monde au risque de suffoquer, ou bien, au contraire, s'ouvrir progressivement à travers sa profonde mutation aux exigences de sa base par une opération de « désinstitutionnalisation » et ainsi perdre de sa rigueur hiérarchique ?

Loin de tout marichisme simplificateur ou réduction, il convient de relever les aspirations désinstitutionnalisantes qui travaillent le corps ecclésial depuis le Concile.

Elles se manifestent dans tous les domaines et à chaque niveau des acteurs religieux.

Tout d'abord, les chrétiens appellent à dépasser la lettre des règlements canoniques : ils inventent de nouvelles formes d'expression de la foi, vivent des initiatives créatrices, aspirent à des formes d'apostolat plus adaptées et finalement provoquent l'Eglise à des choix nets et à des positions plus dérangées. Diverses réflexions sur l'autorité et la fonction du pape d'un Jean-Denis Meau ou d'un Bernard Barret interpellent ; de même, la vitalité des groupes comme les communautés de base, les charismatiques, les « focolares », les jeunes et les femmes à la recherche de leur place, témoignent d'un réel besoin de corrélation évangélique hors de toute structure sclérosante. De même, la multiplication du nombre des évêques permettrait-elle à ceux-ci de « décoller » de leur image traditionnelle pour devenir des chefs d'équipe vivant au milieu de leurs prêtres et de leurs fidèles.

En outre, la classification de la carte d'identité du prêtre et l'accès des femmes au sacerdoce répondent à des besoins de notre époque. Ce souci de démocratie, de participation, d'implication plus grande de la périphérie par rapport à son centre,

s'inscrit d'ailleurs parfaitement dans un mouvement plus global d'exigences similaires ressenties dans chaque foyer institutionnel. Il en ressort pour les chrétiens une volonté de sécularisation, de redistribution des différentes formes de pouvoir, un besoin d'agir selon de nouveaux modèles de décentralisation institutionnelle.

Dans ce contexte de désinstitutionnalisation, on observe plus généralement un déclin relatif de la pratique religieuse traditionnelle, déclin accompagné d'une perte d'influence quant à la morale privée. Longtemps majoritaire et incontestée en Europe occidentale, la catholicisme est devenu peu à peu un phénomène minoritaire. Cette marginalité du catholicisme a développé une réflexion sur la foi non comme élément émanant d'une structure hiérarchisée, mais comme une expression communautaire présumant les valeurs évangéliques débarrassées pour une bonne part de leurs accointances formalistes et gratuitement contraignantes. Cette attente impénitente des laïcs de recevoir une mission presbytérale, ce désir ardent d'une participation effective à la vie ecclésiale, ces signes divers mais toujours de la part des prêtres, semblent indiquer que l'Eglise, « forteresse inexpugnable », « école-cantatrice », connaît une rébellion non pas tant de la part de l'« adversaire athée » mais plutôt de la part de ses marges bouillonnantes et effervescentes.

« Non que le christianisme doive se diluer ou s'affaiblir en poésie » (dixit J.-M. Domenach), en provoquant le harcèlement institutionnel salvateur, mais il semble tout de même, que la revendication autocéphale d'Eglise-diaspora, de communautés plus autonomes, peut contribuer à régénérer le tissu ecclésial français.

Une contre-offensive de consolidation

Avec l'avènement de Jean-Paul II, on peut se demander si les inflexions désinstitutionnalisantes ont été prises en compte ou si, au contraire, une reprise en main vers un renforcement des structures s'est amorcée. Il est vrai que certaines mesures novatrices et secondaires ont été intégrées aux insuffisances pour le fonctionnement : intra-ecclésial ; néanmoins, nombre d'initiatives, romaines notamment, sur la défense des valeurs relatives à la famille laissent supposer une forte charge de restauration institutionnelle. Quels sont ces signes de renforcement de l'institution ?

Dans le domaine international, face au syndrome de l'Eglise chinoise, où fonctionne une communauté catholique autocéphale, le Saint-Siège a vivement réagi. L'élection de l'évêque par la base, au sein d'un nouveau modèle de relation interecclésiale, contribue, en effet, à remettre gravement en cause la légitimité et le pouvoir de l'Eglise de (*) Professeur.

Rome. De même, les nombreux voyages du pape à travers le monde, dont les thèmes respirent une certaine fermeté doctrinale, permettent de consolider théologiquement les repères institutionnels de l'Eglise, relayée en cela par un réseau diplomatique dense et diversifié de relais d'information et de points d'ancrage stratégiques.

Par ailleurs, à l'égard des gros verrous dogmatiques et doctrinaux (statut du prêtre bien redéfini... recherche théologique, famille), le pape semble procéder à des ajustements et à des révisions consolidatrices. En effet, une contre-offensive de consolidation institutionnelle s'est manifestée à l'égard de théologiens trop audacieux ou frondeurs : Duquoc, Pohler, Schillebeeckx, Küng, Curran (Etats-Unis) — doublés, d'une part, d'un rappel à l'ordre envers la Compagnie de Jésus et, d'autre part, d'une reconnaissance plus explicite de l'Opus Dei.

Ces inflexions confirment une tendance régressive et marquent une attitude de repli par rapport aux exigences de responsabilité entre les divers partenaires de l'Eglise. Enfin, la répartition de la doctrine sociale de l'Eglise comme « troisième voie » laisse percevoir une tentative pour dépasser, « désinstitutionniser », les conflits sociaux et politiques au profit d'une « médiation » compréhensive de ces problèmes. A la limite, il s'agit d'aboutir à une conciliation, par la morale et la religion de la conscience propre de la lutte sociale.

Par le maintien de son fonctionnement hiérarchique, l'Eglise s'emploie à renforcer sa force d'affirmation et d'intégration. Par le maintien de son fonctionnement hiérarchique au niveau de la distinction des rôles et des fonctions qu'elle assure, par un discours rassembleur et unificateur, par ses initiatives restauratrices, elle évite à ses fidèles les « fautes de parcours » et les maintient loin des dérives et des déviations au sein d'un système très fortement intégrateur et phagocytant.

Au regard de ces deux axes, l'un de désinstitutionnalisation par atomisation progressive, l'autre de renforcement institutionnel par maintien d'un certain discours, la nouvelle étape que l'Eglise entame ne laisse pas augurer de l'avenir d'une multiplicité de petites communautés missionnaires et particularistes, une Eglise-diaspora : étape qui serait peut-être le signe d'une victoire de son identité prophétique.

En effet, toute institution qui ne que le biographe ou l'écrivain peut saisir toujours la réflexion de desserrer sensiblement sa discipline interne et de révéler de la réflexion au sein d'une « seconde », sinon un mouvement trop signifiant de repli ou d'isolement conduirait vite au « suicide » et à la déliquescence institutionnelle. L'Eglise, forte de son expérience multiséculaire, est bien trop éviscée pour négliger ce processus, pour le plus grand bien de l'humanité. Elle ne peut que tenter de se réinventer, après les crises, les femmes et les jeunes, sa principale justification, sa raison d'être : l'individu auquel elle doit apporter message d'espérance et d'amour.

La réflexion théologique en péril

par ROGER MEHL

UNE réunion qui a eu lieu à Genève au début de l'année (le Monde du 8 février) a rassemblé à Genève des théologiens venus d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des pays occidentaux qu'on qualifie aujourd'hui de premier monde. Pareille rencontre qui n'est pas la première, puisqu'elle s'est déjà produite dans de nombreuses assemblées et conférences du Conseil oecuménique des Eglises, est d'une utilité incontestable, surtout à une époque où le chrétienté, en Afrique et en Asie surtout, s'aperçoit que le message chrétien est devenu dans les termes de la tradition gréco-latine et qu'il n'est pas du tout évident que ces formulations soient les seules possibles.

Mais la Lettre des théologiens du premier et du tiers-monde publiée à l'issue de cette rencontre n'en appelle pas moins de sérieuses réserves.

Certes, les théologiens réunis ont une fois de plus légitimement dénoncé le racisme, le sexisme, l'impérialisme (qui n'est pas, comme ils le croient, uniquement capitaliste), l'oppression qui règne dans le monde, et ils ont bien fait. Ils ont eu aussi le courage de lire dans l'histoire actuelle des signes d'espérance et de libération. Ils nous appellent tous à une vie chrétienne renouvelée, à une pratique chrétienne authentique qui se caractérise précisément par le fait d'être toujours du côté des pauvres et des opprimés.

Qui pourrait ne pas applaudir ces sages exhortations, qui sont d'autant plus pathétiques qu'elles sont dites d'une même voix par des hommes et des femmes venant du Nord et du Sud ? Qui pourrait se refuser d'entendre la voix de ceux qui ont été sans voix pendant des siècles d'oppression et de colonisation et qui ont été dépossédés non seulement de leurs terres, de leurs richesses naturelles, mais de leurs cultures jugées, souvent à tort, barbares et insignifiantes ? Il est précieux aussi que le texte ne se borne pas à une dénonciation du mal, mais sache faire entendre en sourdine l'espérance chrétienne.

Le danger du syncrétisme

Mais si tout cela constitue une prédication salutaire et qu'il faut entendre, si tout cela nous appelle à une révision de nos modes de vie et de nos politiques, il faut bien reconnaître que la réflexion théologique reste absente de ce document. On nous propose une éthique — et une éthique politique — mais le lien de cette éthique avec la théologie reste caché. La seule chose qu'on dise de l'effort séculaire de la théologie occidentale et orientale pour penser le contenu ou l'objet de la foi, c'est que cette théologie a été une théologie « dominante » : entendons par là qu'elle a été la théologie de peuples dominants et une expression culturelle de cette domination, comme si la théologie n'avait jamais été autre chose qu'une superstructure d'une

infrastructure économique-politique. Cela rappelle, étonnamment l'époque stalinienne où des savants russes déclaraient froidement que la théorie de la relativité einsteinienne était nécessairement fautive, parce que leur auteur était un intellectuel bourgeois.

La déclaration qui, théologiquement, nous apparaît comme la plus suspecte est celle-ci : « Nous avons découvert des chrétiens qui sont bouddhistes avec les bouddhistes, hindous avec les hindous, religieux avec d'autres religieux sans cesser d'être chrétiens, vivant la richesse de la religion de leur pays pour l'associer au Christ d'une autre manière. » Malgré l'allusion discrète à une parole de l'apôtre Paul, on sent poindre ici toute la menace d'un christianisme syncrétique. Déjà en 1961, lors de l'Assemblée oecuménique de New-Delhi, nous avons entendu des théologiens asiatiques déclarer que l'Ancien Testament, l'histoire du peuple élu, n'avait plus de sens pour eux et que l'hindouisme remplaçait pour eux l'Ancien Testament. Ce mouvement en deux décadences n'a fait que s'accroître, nous ayant gravement fait perdre de vue la foi chrétienne dans ce qu'elle a de spécifique.

La clé de cette attitude se trouve dans une formule utilisée à la fin de la Lettre : « Faire de la théologie à partir du peuple, pour lui et avec lui ». Nous souscrivons bien volontiers à certains éléments de cette affirmation : oui, la théologie doit être faite pour le peuple chrétien et son pour une éthique chrétienne, elle doit être faite avec le peuple pour que s'estompe progressivement la distinction rousseau entre clercs et laïcs, entre Eglise enseignante et Eglise enseignée. Mais la formule : « à partir du peuple », est rigoureusement dépourvue de sens. La théologie n'a d'autre source que la Parole de Dieu elle-même ; certaines confessions chrétiennes y ajoutent la Tradition, mais en soulignant qu'il y a un lien très fort entre Parole de Dieu et Tradition.

C'est ici qu'apparaît l'équivoque d'une déclaration souvent répétée : l'Eglise doit être avec les pauvres et les opprimés. C'est parfaitement exact à condition que l'on comprenne bien qu'« être avec » signifie : partager les souffrances et les espérances, mais ne signifie en aucune manière : donner systématiquement raison aux opinions et doctrines professées par les pauvres ou les opprimés. C'est une manière générale de parler de la « parole ». Les théologiens des diverses parties du monde ont à travailler ensemble. Ils ont à repenser un ensemble d'affirmations doctrinales qui ne sont plus comprises, à supposer qu'elles aient jamais été claires. On ne repense donc les notions de rédemption, substitution, expiation, et l'on fera œuvre théologique.

Mais, de grâce ! qu'on ne réduise pas la théologie à une éthique politico-sociale, qui certes a son sens et son urgence, mais qui ne saurait voiler le mystère de la foi.

Bibliographie

Le regard émerveillé de Stan Rougier

Dans *L'avenir est à la tendresse*, Stan Rougier nous fait pénétrer au cœur du monde des jeunes, nous entraînant tristement sur les rives de l'Espérance. Dans ce nouveau livre au titre emprunté à Tagore, il élargit son horizon à la multiplicité de ses voyages, sa traversée non seulement du monde, mais des hommes.

Sa passion pour la vie et l'inattendu n'ont d'égal que sa recherche intense de l'Essentiel et de sa source intérieure. Plus il se livre à l'amour fou du divin, plus l'humain se révèle à lui. Loin de le détourner des richesses de la vie, cette rencontre avec le Dieu-tendresse caché au fond des êtres illumine chaque lieu et chaque instant de la création avec une intensité et une joie sans cesse renouvelées : « La tendresse de Dieu aura toujours le dernier mot ».

Tout à tour enjoué, amusé, révolté et digne, parfois de notre pâle civilisation occidentale, et de ses maux, à l'amour, Stan Rougier nous guide au cœur du quotidien où chaque être devient le frère, le sœur, l'ami, ou l'instinct d'un avant-goût de l'éternité : « Qui me fera croire que cette seconde vie sera moins belle, moins vivante que la première ? Ici-bas, les plus subtiles échanges, les plus hautes harmonies de nos cœurs sont un échantillon, un avant-goût ».

De l'Inde au Mexique, du Japon à la Chine, sous tous les climats et sous tous les régimes, dans cette multitude de voix, de cultures et de couleurs, Stan Rougier déroule devant nous le kaléidoscope de sa vie. Et dans cette grande mouvance,

le regard semblable à celui de l'enfant se renouvelle sans cesse, prêt à s'émerveiller.

Au-delà des luttes, des souffrances, des maux de solitude où l'homme est assailli de mépris et d'indifférence, Stan Rougier, dans une provocation permanente à l'amour, nous livre, comme la fillette de roseau si fière et si timide, l'insaisissable comme le grand vent de l'esprit, son regard émerveillé sur la vie.

ROBERT FAURE.

* Stan Rougier, *Comme une fillette de roseau*, Editions du Centaure, 232 p., 60 F.

Eppur, si muove...

Ayant accepté que « l'affaire Galilée » soit réexaminée en 1979, Jean-Paul II vient de reconnaître que l'astronome de Pise « eut à souffrir de la part des institutions de l'Eglise », sans toutefois aller jusqu'à réhabiliter le célèbre mathématicien.

Patience ! L'Eglise s'est son temps. Condamné, en 1633, pour avoir soutenu que la Terre n'est pas le centre fixe de l'univers mais une planète qui tourne autour du Soleil, Galilée Galilei aura attendu trois cent cinquante ans pour qu'on veuille admettre que les textes doivent parfois...

Qu'il dit que l'Eglise ne bouge pas ? Eppur, si muove !

ALAN WOODROW.

Une Eglise populaire

par M.-D. CHENU (*)

de surcroît, se logent les passions politiques. Entre tant d'exemples, le mot *peuple* ainsi que son épithète *populaire* sont comme des homages d'expériences et de valeurs disparates. Point n'est besoin d'être historien pour éprouver cette sensibilité verbale, lorsque nous parlons du *peuple libéré* de l'Ancien Régime, dans les commotions de 1848, ou, en séquences de la révolution soviétique, des démocraties populaires. Même sous la banalisation des mots media, ces mots conservent leur emprise imaginaire.

Comme en tous les autres domaines de sa vie institutionnelle, l'Eglise est soumise à cette loi du langage, au point que l'on peut mesurer son régime d'acculturation à la densité que prennent, jusque dans sa spécificité, des vocables employés dans la culture profane. Si l'on a toujours parlé de *peuple chrétien*, cette désignation a pris, avec le Concile, une puissance expressément constitutionnelle. L'Eglise se définit comme un *peuple* (constitution « Lumière des nations », ch. 2), laissant en seconde position, si strictement nécessaires soient-elles, les fonctions hiérarchiques. Et non pas abolies, mais surmontées, la distinction trop longtemps durcie entre Eglise cléricale (enseignante) et Eglise populaire (enseignée). « Le peuple saint de Dieu participe à la fonction prophétique du Christ. L'ensemble des fidèles qui ont reçu l'onction du Saint ne peut faiblir dans la foi, et il manifeste cette qualité qui lui est propre grâce au sens surnaturel de la foi qui est celui du peuple tout entier, lorsque, des évêques au dernier des fidèles laïques, il exprime son accord universel en matière de foi et de mœurs. » (N° 12).

Or nous venons d'assister à un accident sémantique qui semble re-

mettre en cause, ou du moins déplacer, l'équilibre de ce solennel enseignement de Vatican II. Au cœur de son voyage en Amérique centrale, le pape Jean-Paul II a, à plusieurs reprises, blâmé sévèrement, sinon condamné, l'expression « Eglise populaire ». Il est évident que cette épithète est employée ici comme contrepoise à l'Eglise hiérarchique. Très bonne explication, mais qui était déjà dans la lettre que le pape avait envoyée l'année dernière aux évêques du Nicaragua, et qu'il avait lucidement et respectueusement dévoué les chrétiens nicaraguayens : « En vérité, ce n'est pas nous qui nous appelons Eglise populaire, il nous suffit de l'Eglise tout court. Ce sont certaines personnes qui nous donnent ce nom, afin de pouvoir dire ensuite que nous ne sommes pas chrétiens. »

Venu en France en mars dernier, Mgr Balduino, l'évêque des Indes comme on l'appelle, récusait lui aussi le sens péjoratif du mot, regretant que « le pape ne soit pas sorti du cercle habituel de ses informateurs. Il n'a pas su écouter la voix du peuple ».

L'Eglise n'est pas d'abord une société religieuse de pouvoirs qui la cléricalisent, mais bien le peuple de Dieu. Et si, ouverte à tous, elle privilège les pauvres et les choisis particuliers, comme elle le fait en Amérique latine, elle peut parfaitement être appelée Eglise populaire. Tels furent d'ailleurs à l'ensemble de tous les amalgames les termes employés en avril dernier, à l'Assemblée générale des évêques brésiliens (1).

(1) On trouvera la documentation que suppose cette analyse au centre d'information (Dial) que dirige à Paris (170, boulevard du Montparnasse) Charles Antoine.

(*) Dominicain.

Le Monde

Service des Abonnements
5 rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
681 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par mandats)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
361 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 185 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة القرآن

Le Monde

EUROPE

étranger

Chypre

Le président Kyprianou va plaider à Paris la cause de Nicosie dans un climat particulièrement favorable

Nicosie. — Conforté par la dernière résolution des Nations unies demandant le retrait des troupes étrangères de Chypre (le Monde du 16 mai), le président Kyprianou a entrepris une tournée européenne destinée à faire mieux connaître les positions de Nicosie, et à rechercher des appuis. Après avoir eu différents entretiens à Bruxelles et à Rome, il doit être reçu mardi 24 mai à Paris par M. Mitterrand. Outre les problèmes proprement politiques, les questions économiques — en particulier l'association de Chypre avec la Communauté économique — figurent à l'ordre du jour de ces entretiens.

« Les pays du Marché commun, nous a déclaré le président Kyprianou, peuvent contribuer à un règlement du problème de Chypre de deux façons. D'abord, en soutenant le secrétaire général de l'ONU dans les nouveaux efforts qu'il déploiera dans le courant de la deuxième quinzaine de juin. Ensuite, en exerçant leur influence sur la Turquie pour l'inciter à renoncer à son attitude intransigeante à propos de Chypre, puisque la clé du règlement se trouve à Ankara. Les pays que je visite le peuvent. »

A Paris, M. Kyprianou espère trouver de la compréhension envers le gouvernement chypriote, d'autant plus que la France a voté en faveur de la résolution des Nations unies.

« L'attitude de la France à propos du problème de Chypre, estime le chef de l'Etat chypriote, est entièrement conforme à ses traditions et à son attachement aux principes de la liberté et de la justice. La France est un grand pays, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Nous avons toujours attendu qu'elle exerce un rôle particulier dans l'affaire de Chypre. L'examen des moyens par lesquels la France pourrait contribuer de façon plus positive au règlement du problème. »

Un autre élément important dans les efforts du président Kyprianou pour promouvoir un règlement à Chypre est l'appui actif qui lui est apporté par la Grèce, notamment au sein des pays de la Communauté européenne. Cet appui est plus actif encore depuis la réconciliation de MM. Papandréou et Kyprianou, dont les rapports avaient enregistré une détérioration l'année dernière. « Les relations entre Athènes et Nicosie sont très harmonieuses, affirme le président chypriote. Il y a identité totale de vue sur l'objectif et la tactique. Il existe une coordination parfaite entre les actions et les efforts du gouvernement chypriote et ceux du gouvernement grec. »

DIMITRI ANDREOU.

La « drôle de paix »...

De notre envoyé spécial

sent l'embargo sur tout ce qui rentre ou sort d'ici.

Vrai, constate un observateur très « neutre » de l'ONU, « les Turcs ont gagné la guerre, mais les Grecs gagnent la paix ». A défaut d'armes pour une illusoire reconnaissance, les Chypriotes grecs ont lancé une guérilla tout azimut contre quiconque s'aviserait de traiter avec l'autre côté. Des capitaines dont les navires avaient accosté au Nord se sont retrouvés en prison à Limassol, où ils avaient imprudemment fait relâche. Et les rares agences de voyages prêtes à vendre le soleil de Kyrenia ou de Famagouste ont vite renoncé devant la menace de devoir rebrousser le chemin de leurs beaux catalogues.

Dernière victime en date : M. Asil Nadir, milliardaire chypriote turc installé à Londres. Il pressait les étroits des propriétés confisquées aux Grecs : ses actions, la City, ont vite pâti de sa vaine subtile.

L'embargo ne suffit pourtant pas à empêcher le marmara qui règne au Nord. La Turquie, à elle seule, ne représente-t-elle pas un marché de 45 millions d'âmes ? Dans les rues de la Nicosie turque, on a aussi tôt fait d'accuser — après les Grecs, cela va de soi — les « efféminés » qui se partagent l'autorité et marquent à la tête de la communauté. Les revenus par tête sont quatre fois plus faibles qu'en face. L'écart ne cesse de se creuser et, avec lui, les chances, sans doute, d'une réconciliation. Déjà l'Etat fédéré turc de Chypre, créé en 1975 pour « mettre en forme » le fait accompli de l'invasion, n'utilise plus que de la monnaie turque et, budget financé à 60 % par Ankara, vient de créer sa propre banque centrale.

Les critiques ne manquent pas à l'égard de M. Nadir Deskitash, président de l'Etat fédéré. Mais la multiplication des partis — ils sont plus de dix aujourd'hui au Nord — est davantage l'effet d'ambitions personnelles ou de désaccords sur l'administration interne que de réelles divergences sur la politique suivie quant à la « question nationale ». Tout au plus, le parti républicain turc (de sensibilité communiste) s'oppose-t-il, publiquement à ceux qui tirent un trait sur le passé, placent pour un divorce total et définitif. Le consensus est néanmoins bien établi pour exiger le main-

tien de la séparation géographique des deux communautés.

Le réalisme du Sud

A l'heure défilée du Nord, répond, au Sud, un réalisme un peu décalé. Certes, nul ne manque — rituel préambule — d'assurer que, laissés seuls, les Chypriotes turcs et grecs — « régleraient leurs affaires en quelques semaines ». Mais qui y croit vraiment ? Qui rêve encore d'aller, comme autrefois, goûter l'ouzo du soir sur les terrasses de Kyrenia ? La paix s'est faite des deux. Restait pour les Grecs comme un défi à s'y montrer les maîtres.

Et le Nord n'est pas tardé. Aux Cassandre qui les voyaient déjà dans le « paradis », ils ont répondu, en moins d'une décennie, par un sursaut d'orgueil blessé. Ce que l'on chante, des nuits entières à Nicosie, dans des tavernes bondées et enfumées, c'est moins la nostalgie qu'une savoureuse revanche. Allez donc chercher deux cents mille « réfugiés » dans les immeubles propres qui entourent désormais les villas du Sud... Ils investissent déjà dans les toits qu'ils devront un jour livrer en dot à leurs gendres !

Un quart de la population active au chômage en 1974, moins de 3 % aujourd'hui. Une croissance de 10 % l'an jusqu'en 1981. Un bond de 23 % des exportations et plus de touristes accueillis l'année dernière que le sud de l'île ne compte d'autotouristes... Tant pis si, au passage, les rivières qui virent Aphrodite naître de l'éclaboussure du Sud... Les investissements déjà dans les toits qu'ils devront un jour livrer en dot à leurs gendres !

Le poids des communistes

Bien sûr, aux yeux de Mgr Makarios est mort. Son ombre plane encore sur l'île, mais ses rêves, eux, semblent s'être évanouis. L'unité nationale des Chypriotes grecs, qui lui était si chère, ne lui a guère survécu. La droite d'abord, regroupée derrière M. Glafcos Clerides, les socialistes du Dr Vassos Lyssandris ensuite, ont vite pris ombre de l'influence prépondérante des communistes de l'AKEL.

Hier fidèles alliés de l'ethnarque, toujours prêts à minimiser leur propre importance, afin de ne pas gêner son action, ils soutiennent aujourd'hui M. Spyros Kyprianou. Mais, entre temps, chacun a pu se compter. Aux élections législatives de 1981, l'AKEL est arrivé en tête, avec 33 % des suffrages, alors que le parti démocratique du chef de l'Etat n'en recueillait que 19 %.

L'élection de M. Kyprianou, l'année suivante — avec plus de 56 % des voix — n'a donc été possible qu'après l'accord scellé avec les communistes sur la base d'un « programme minimum ». L'alliance du bouf et de l'éphémère ? Dans l'entourage du président, on s'en défend avec véhémence : « Il n'y a rien, dit-on, de curieux — et encore moins de dangereux — dans cet accord. Il ne faut pas confondre l'AKEL et son dictateur. Les gens qui votent pour lui, on les rencontre plus souvent à la messe qu'en réunion de cellule... »

Joint à quelques remarques sur « l'habileté et le caractère avisé » du chef de l'Etat « qui n'envisage pas le moins du monde de nommer des ministres communistes », le plaidoyer se veut très rassurant. Il est vrai, en outre, que depuis son élection, M. Kyprianou s'est attaché à réactiver le « Conseil national » (qui regroupe les

chefs de toutes les formations politiques) et a convaincu ses membres de ne faire entendre qu'une seule voix sur la scène internationale. Ainsi, dit-on, le président relativise l'importance de l'AKEL en mêlant son soutien à celui des diverses oppositions.

Kyprianou, assure un diplomate, s'est révélé plus astucieux qu'on ne le pensait parfois. Après tout, il n'était pas si facile de prendre l'héritage de Makarios dans le panier de crabes chypriotes... Reste qu'on s'étonne souvent, dans les mêmes milieux, de ne rien connaître d'un « programme minimum » dont a pourtant, par simple souci de s'informer, maintes fois demandé la substance... Reste aussi — chacun en convient — que l'AKEL, peut-être, aujourd'hui beaucoup plus facilement que sous Mgr Makarios, mène son soutien « Sinon avec quelques ministres, au moins en plaçant des pions précieux dans les hautes administrations », prévoit un cadre socialiste. Les journalistes de la télévision n'ont-ils pas, pour leur part, été invités ces derniers temps à modérer leur ardeur dans les comptes rendus de la situation politique au sommet ?

En contrepoint, il est vrai, ce P.C. très prosopéique n'a rien fait, malgré l'efficacité de ses relais syndicaux, qui puisse entraver une reprise économique dont la réussite dépendrait, pour l'essentiel, d'énormes sacrifices consentis par les salariés. Le résultat est là, bien acquis : un « miracle » de dynamisme fait désormais pâlir au « marmara militarisé » des Chypriotes turcs...

La force des armes contre la puissance de l'argent ? Il n'y a pas de pires sours pour un dialogue devenu routinier. On se retrouve régulièrement sous les lambris du Lédéon Palace, quartier général de l'ONU planté au milieu des lignes. Trois ou quatre heures d'échanges que le communiqué commun qualifie de « francs et étendus » et chacun rentre chez soi. Dans les suites du palace, transformées en chambre, Danois et Canadiens s'affrontent au « Stratège » avant la sacro-sainte virée dans les bars des vieux remparts, où attendent les Thallendales.

« Le drame, répète à qui veut l'entendre, M. Hugo Gobbi, représentant permanent du secrétaire général de l'ONU dans l'île, le drame, c'est justement... qu'il n'y a pas de drame. »

DOMINIQUE POUCHIN.

DIPLOMATIE

DANS UNE VIVE CRITIQUE DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE

L'ancien chancelier Schmidt n'est pas convaincu que Washington « négocie sérieusement » sur les euromissiles

C'est à une violente critique des gouvernements américains passés et présents que s'est livré l'ancien chancelier d'Allemagne fédérale, M. Helmut Schmidt, dans un entretien publié par le Washington Post du dimanche 22 mai. Selon lui, « il n'y a jamais eu une plus grande négligence pour la participation européenne à l'alliance (atlantique) que sous les présidents Carter et Reagan ». Tant à propos de la décision de boycotter les Jeux olympiques de Moscou en 1980 que de l'embargo de 1982 sur les fournitures destinées au gazoduc euroasiatique, aucune consultation n'a eu lieu avec les alliés, lui-même ayant appris la dernière décision « par le journal parlé du soir », a-t-il dit.

M. Schmidt a dit des négociations de Genève sur les euromissiles : « Je devrais être convaincu à la fin de cette année que les Américains négocient sérieusement. Je n'en suis pas convaincu encore. » Il s'est également « très difficile » d'installer les Pershing 2 en Allemagne fédérale si Washington ne met pas fin aux controverses sur le mode de déploiement du missile intercontinental MX. L'ancien chancelier estime encore que l'arrangement discuté en privé en juillet 1982 entre les chefs des délégations soviétique et américaine à Genève (déploiement limité des seuls missiles américains de croisière en échange d'une réduction à niveau égal des ogives de SS 20 soviétiques) était « totalement acceptable » et qu'il « n'a jamais été consulté, ni moi ni les autres, sur la réputation de ce plan » par les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

« Personne en Europe ne suit la ligne de la Maison Blanche, a dit encore M. Schmidt. Nous autres européens voulons coopérer avec les Soviétiques, en particulier sur la réduction des armements. Le mot détente semble être un gros mot dans certains milieux américains, mais je dois vous rappeler qu'il fait partie du langage officiel de l'OTAN (...). Si nous ne voulions commercer qu'avec les démocrates, nous aurions certainement ruiné très vite nos économies. »

L'ancien chancelier repêche notamment à M. Reagan de ne s'être pas rendu à Moscou pour les funérailles de Brejnev afin de « mourir au monde qu'il était disposé à rencontrer Andropov » : ce dernier « aurait constaté que Reagan est un être humain et Reagan aurait constaté qu'Andropov est un être humain (...). Brejnev était une âme russe, Andropov est un ordinateur russe, il n'a pas besoin de papiers sur son bureau pour vous parler, ni d'indications fournies par ses assistants. Il a tout dans la tête », a commenté M. Schmidt avant de relever que le but de la politique soviétique est « de séparer l'Allemagne occidentale des Etats-Unis dans quelque crise de l'avenir » et que « nous avons appris à garder le silence sur la réunification allemande, bien que cette idée n'ait pas quitté nos esprits ».

A propos du sommet de Williamsburg enfin, M. Schmidt juge « ridicule » que « la presse a pris tout en charge » avec trois mille journalistes. « J'exclurais la presse, a-t-il dit, les sommets sont devenus des festivals pour les médias. »

L'activité des mouvements pacifistes

- Le président Reagan critique vivement les adversaires de la défense nucléaire américaine
- La R.D.A. expulse huit manifestants « non officiels »

Plusieurs manifestations pacifistes ont eu lieu durant le week-end de la Pentecôte en Europe et aux Etats-Unis. A Washington, le président Reagan a vivement critiqué, samedi 21 mai, le comportement des adversaires de la défense nucléaire américaine, estimant que leur raisonnement était « aussi insensé que de préconiser, pour arrêter l'incendie, de fermer la caserne des pompiers ». Le chef de la Maison Blanche a ajouté : « Nous préserverons notre capacité de maintenir la paix, mais nous démontrerons surtout que toute recherche soviétique d'une supériorité nucléaire est vouée à l'échec et que c'est dans l'intérêt de tous de trouver un accord pour des réductions mutuelles d'armements. »

A Helsinki, plusieurs milliers de jeunes Finlandais ont organisé dimanche une démonstration consistant à former une chaîne de manifestants reliant les ambassades de tous les pays ayant signé en 1975, dans la capitale finlandaise, les accords qui portent son nom.

Dans le sud de l'Alsace, des militants pacifistes français, allemands et suisses se sont joints à des adversaires de l'énergie nucléaire civile pour protester contre l'implantation de centrales dans la région, avant de gagner la R.F.A. et d'installer un

camp de la paix « sur un champ de manœuvres non loin d'une base militaire canadienne de l'OTAN. »

En Grèce, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé, à l'appel de différentes organisations pacifistes proches du parti communiste « de l'extérieur », à une manifestation « pour la paix », à l'occasion du vingtième anniversaire de l'assassinat du député de gauche Gregoris Lambrakis.

En Allemagne de l'Est, les cortèges de pacifistes « officiels » ont rassemblé plusieurs dizaines de milliers de participants, venus de différents pays du camp soviétique, notamment à Potsdam, sous la présidence du chef de l'Etat et du P.C., M. Honecker. Mais on a appris que Berlin-Est avait fait expulser huit citoyens de la R.D.A., après les avoir débusqués de leur nationalité parce qu'ils avaient participé, notamment à l'été dernier, à des rassemblements pacifistes non officiels. Deux enfants faisaient partie du groupe des personnes expulsées, qui sont arrivées vendredi soir à Berlin-Ouest. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

Espagne

Le discours royal était un plagiat

De notre correspondant

Madrid. — La négligence d'un fonctionnaire peu scrupuleux du ministère espagnol des affaires étrangères a mis dans l'embarras le roi Juan Carlos, le titulaire du portefeuille des affaires étrangères, M. Fernando Moran, et, à travers ce dernier, le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez.

Les milieux politiques de Brasília et certains journalistes avaient été frappés, le mardi 17 mai, par le contenu du discours du roi Juan Carlos devant le Parlement brésilien, à l'occasion de la visite du monarque au Brésil. Certains passages de l'allocution royale reproduisaient, en effet, parfois au mot et à la virgule près, huit paragraphes d'un article paru en avril dans l'édition en langue espagnole du Monde diplomatique et signé par le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, y exposait les grandes lignes de la politique que son gouvernement entend mener vis-à-vis de l'Amérique latine.

Certains journaux madrilènes considèrent cette gaffe comme une « offense » au roi. Elle contredit surtout le rôle que la Constitution espagnole de 1978 assigne au souverain, notamment vis-à-vis de l'étranger, celui de représentant suprême de l'Espagne, garant des intérêts de la nation, mais totalement à l'écart de toute influence partisane.

Sans doute les fonctionnaires du ministère des affaires étrangères ont-ils été désarmés par la préparation des allocutions royales. Certaines voix se sont élevées, néanmoins, pour réclamer que l'élaboration de ces discours soit désormais de la compétence exclusive du palais royal.

En outre, l'incident place dans une situation délicate le ministre des affaires étrangères, M. Fernando Moran, fort contesté depuis quelques semaines, y compris au sein du parti gouvernemental, tant sur le plan politique que personnel. (Interim.)

A TRAVERS LE MONDE

Irlande du Nord

DE VIOLENTS AFFRONTEMENTS ont eu lieu dans la nuit de samedi 21 au dimanche 22 mai à Londonderry, dans le quartier catholique où la police avait été appelée à la suite d'une fausse alerte à la bombe. Deux policiers ont dû être hospitalisés. A Belfast, samedi, treize personnes ont été inculpées de meurtre, tentative de meurtre et possession d'armes à feu. Parmi elles figure M. Jimmy Brown, président de l'I.R.S.P. (Irish republican socialist party, aile politique de l'I.N.L.A.), accusé de meurtre. Ils avaient été arrêtés la semaine précédente à la suite de l'enquête sur l'enlèvement de M. Kirkpatrick, qui s'est déroulé sous le contrôle de la police contre son immunité.

Italie

L'ESTRADE D'OU LE PAPE JEAN-PAUL II DEVAIT CÉLÉBRER LA MESSE au cours de sa visite à Milan a été détruite

par un cocktail Molotov, ainsi que l'autel qui y avait été dressé, samedi 21 mai. Un inconnu, se réclamant d'une organisation désignée par les initiales « L.P. », a revendiqué la responsabilité de ce geste près de vingt heures plus tard dans un appel téléphonique anonyme à l'agence italienne Ansa, mais les enquêteurs demeurent très sceptiques. On s'interroge en outre sur la facilité avec laquelle ce geste a pu être commis, et son auteur s'enfuir.

Pologne

LA LOI MARTIALE pourrait rester en vigueur « encore quelques années », a indiqué M. Mieczyslaw Rakowski dans une interview au quotidien japonais Asahi Shimbun. La Pologne, a dit le vice-premier ministre, « aura besoin de paix intérieure pendant quelques années encore. Elle doit avoir la garantie de pouvoir poursuivre son développement sans manifestations et sans grèves. En d'autres termes, nous n'avons pas l'intention, en ce moment, de revenir à la situation d'avant le 13 décembre 1981 ». — (Reuters.)

R.F.A.

SEPT A HUIT MILLE PERSONNES ont manifesté samedi 21 mai contre le rassemblement d'environ trois cent cinquante anciens nazis, ex-membres de la division blindée des Waffen S.S. à Bad-Hersfeld, dans l'est de la R.F.A., durant les fêtes de la Pentecôte. La manifestation contre la tenue de ce congrès annuel était organisée à l'appel de la puissante confédération des syndicats ouest-allemands, le D.G.B., et des Verts. Quelques accrochages ont eu lieu avec les forces de l'ordre, qui s'interposaient entre de jeunes manifestants et un petit groupe de militants néo-nazis.

Yémen du Nord

LE PRÉSIDENT ALI ABDALLAH SALEH a été réélu le dimanche 22 mai à la tête de la République du Nord-Yémen, à la majorité absolue, par l'Assemblée du peuple consultative (Parlement) pour un nouveau mandat de cinq ans. Il a été par ailleurs confirmé dans ses fonctions de commandant en chef des forces armées nord-yéménites.

PROCHE-ORIENT

La Syrie lance une offensive pour mobiliser les pays arabes contre l'accord israélo-libanais

L'accord israélo-libanais divise le monde arabe et continue à susciter une intense activité diplomatique de la part de ses partisans et de ses adversaires. M. Philip Habib, envoyé spécial du président Reagan au Proche-Orient, qui est retourné à Beyrouth après s'être entretenu à Ryad avec le roi Fahd et au Caire avec le président Moubarak, s'est déclaré « encouragé » par ces deux visites.

De son côté, le président Amine Gemayel a dépêché des envoyés spéciaux en Europe et dans le monde arabe. Le chef de l'Etat libanais compte en particulier sur l'appui des Etats arabes pour réduire l'hostilité de Damas à l'accord israélo-libanais et obtenir de la Syrie qu'elle retire du Liban ses quarante mille mil-

étrangers, se rendant au Maghreb. De son côté, le ministre des affaires étrangères, M. Abdelhalim Khaddam a réaffirmé que Damas maintiendrait sa position tant que ne seraient pas supprimés de l'accord les « privilèges » consentis à Israël.

La Syrie a marqué quelques points. Le Koweït ayant critiqué l'accord et affirmé qu'aucun pays arabe ne devrait signer des textes unilatéraux sans passer par la Ligue arabe. En outre, le parti Baas irakien et M. Nait Haddad, président du Parlement irakien, ont appelé les pays arabes à « résister » à cet accord « sous peine de voir d'autres pays suivre le même chemin ». Ils soulignent aussi que ce texte est « une chaîne imposée à la souveraineté du Liban ».

Enfin, tandis que M. El Chareh affirmait que « la Syrie et la Libye coordonnent leur action face aux graves menaces qui pèsent sur le monde arabe », le colonel Kadhafi a lancé, dimanche, l'appel suivant : « Quiconque a participé aux négociations israélo-libanaises doit figurer sur la liste noire... la nation arabe doit le poursuivre et le tuer comme elle a tué Sadat ». Il a, en outre, invité les Libanais, « chrétiens et musulmans, à s'insurger contre leur président, leur gouvernement et leur Parlement ».

Tandis que se poursuivent ces manœuvres diplomatiques, la situation s'est à nouveau aggravée au Liban dans la montagne du Chouf. Les services de sécurité libanais estiment qu'une centaine de personnes ont été arrêtées samedi et dimanche alors qu'elles circulaient en voiture et retenues en otages tant par les druzes que les chrétiens. Certaines ont été relâchées, mais vingt-trois cadavres ont été retrouvés. Selon la radio phalangiste, quatorze druzes ont été assassinés en représailles du meurtre de neuf chrétiens. (A.F.P., Reuters, A.P., U.P.I.)

La « grogne » des colonels palestiniens

Les mesures disciplinaires prises le samedi 21 mai par le comité central du Fath pour empêcher avoir mis un terme à la mutinerie qui avait éclaté, il y a environ deux semaines (le Monde du 17 mai) au sein des forces armées palestiniennes au Liban, sans pour autant régler le conflit qui était à l'origine de la dissidence.

Au moins huit officiers supérieurs - colonels ou lieutenants-colonels - qui avaient pris la tête de la rébellion, ont été démis de leurs fonctions et « placés à la disposition de Yasser Arafat ». Tout militaire qui prendrait contact avec l'un d'eux s'exposerait à de « sévères sanctions ». Par la même occasion, le C.C. du Fath et le comité exécutif de l'O.L.P. ont décidé de réorganiser les forces des diverses organisations de fedayin au Liban et en Syrie, et de les soumettre à un commandement unique, celui du général Ahmed Affari (Aboul Montassam), qui conserve ses fonctions de chef adjoint de l'état-major. Dans un geste de conciliation, M. Yasser Arafat a néanmoins décidé de convoquer une réunion extraordinaire du conseil révolutionnaire du Fath (sorte de Parlement) pour examiner les doléances des mutins et décider de leur sort.

Le chef de file du mouvement dissident, Abou Saleh, n'a pas tardé à réagir. Dès dimanche, il a annoncé qu'il refusait tout retour à la procédure choisie que les mesures disciplinaires et les réaménagements effectués à la tête des unités dissidentes, selon lui, « à préparer le retrait des combattants palestiniens de la Bekaa » selon les vœux des Etats-Unis. Sa principale revendication, formulée dans un communiqué publié le 16 mai par le groupe qu'il dirige, réside singulièrement dans la possibilité de compromis. La faction dissidente accusait Yasser Arafat d'exercer un « pouvoir personnel » et exigeait la mise en place d'une « direction collective » à la tête du Fath et de l'O.L.P.

Les principaux animateurs de la rébellion occupaient des postes beaucoup trop influents pour que leur mouvement ne risquerait pas de faire tâche d'huile. Abou Saleh, qui commandait les forces palestiniennes au Liban jusqu'en 1976, était membre du comité central du Fath jusqu'à sa destitution en janvier dernier ; le colonel Abou Moussa et le lieutenant-colonel Abou Riad sont membres du Conseil révolutionnaire du Fath, et commandaient deux bataillons de l'Armée de la libération de la Palestine (ditte du Yarmouk) au Liban ; les lieutenants-colonels Abou Majdi, Mahmoud Issa et Ziyad El Zoughayyar se trouvaient à la tête d'unités combattantes, dont certaines avaient occupé des casernes. Il n'y avait pas eu d'affrontements armés, mais

M. Yasser Arafat a pris l'affaire suffisamment au sérieux pour entreprendre, du 10 au 22 mai, sept « tournées des popotes » dans la Bekaa, afin de limiter l'ampleur de la rébellion avant de la mater.

La « grogne des colonels » a été suscitée par des griefs essentiellement politiques. Les contestations reprochent notamment à M. Yasser Arafat d'avoir :

- « Accepté de retirer les fedayin de Beyrouth, en soit dernier, en faisant confiance aux garanties américaines concernant la sécurité des civils palestiniens. Il serait lors indirectement responsable des massacres de Sabra et de Chatila ».
- « Sous-estimé l'alliance stratégique » conclue entre l'O.L.P. d'une part, l'I.R.S.S. et la Syrie, de l'autre, contribuant ainsi à la défaite des fedayin au Liban l'été dernier. Il aurait, en revanche, mis sur le soutien des régimes arabes réactionnaires, pourtant alliés des Etats-Unis ».
- « Tenté de négocier avec le roi Hussein un « compromis historique », sous l'égide du président Reagan, qui aurait conduit à l'élimination de l'O.L.P. comme le seul représentant légitime du peuple palestinien. Cherchant à se mettre sous le « parapluie américain » - toujours selon les mutins -.
- « M. Arafat aurait mené, parallèlement, des pourparlers avec l'Egypte. La nomination à la tête des forces palestiniennes au Liban et en Syrie du général Aboul Montassam, jugé « pro-égyptien », est interprétée comme une « compromission » supplémentaire.

Qui est derrière les « colonels félons » ? Abou Jihad, le commandant adjoint des forces palestiniennes, accuse, sans autre précision, des « puissances étrangères ». Un porte-parole du Fath désignait le dimanche 22 mai, la Libye qui, depuis le début de la mutinerie, n'a cessé d'écarter « la révolution des patriotes contre les capitalistes ».

Cependant, des milieux proches de l'O.L.P. - rapporte notre correspondant à Amman, Emmanuel Jarry - mettent en cause la Syrie, qui chercherait à faire pression sur M. Yasser Arafat afin de le contraindre à s'aligner sur les positions de Damas. Selon ces mêmes milieux, les autorités basistes, ainsi qu'une organisation palestinienne d'obédience syrienne, le F.P.L.P. commandement général (de M. Ahmed Jibril), auraient fourni des armes et un soutien logistique aux rebelles dès le début de la mutinerie.

Vraies ou fausses, ces accusations ont au moins le mérite de la crédibilité : la Syrie et la Libye ont tout intérêt à mettre en difficulté M. Yasser Arafat pour réduire la marge d'autonomie qu'il entend conserver.

ERIC ROULEAU.

AFRIQUE

Malawi

Le numéro deux du régime a probablement été assassiné

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - Les deux hommes-clés du régime malawite, morts il y a quelques jours dans des circonstances mystérieuses, probablement assassinés (le Monde du 22-23 mai), Dick Matenje, ministre sans portefeuille et secrétaire général du parti unique, et Aaron Gadhama, ministre de la région centrale, auraient disparu lors d'un « tragique accident » dans le sud du pays. Leur décès n'a pas été confirmé jusqu'à présent de source officielle, mais, selon les familles des deux ministres, leurs funérailles ont eu lieu en fin de semaine.

La radio nationale avait annoncé mercredi que les deux hommes étaient recherchés, alors qu'ils auraient été « pour des raisons non précises » se présenter à la police. Des avis de recherche furent diffusés pendant deux jours. Leurs cadavres auraient ensuite été vus à l'hôpital Queen-Elizabeth de Blantyre. Depuis jeudi, les médias gouvernementaux n'ont plus soulevé mot de cette affaire.

En cette fin de règne troublée du « président à vie » Kamuzu Banda, âgé de quatre-vingt-un ans, la mort de Matenje et Gadhama bouleverse à nouveau le paysage politique du Malawi et redistribue les cartes en vue de la succession. Avec Dick Matenje, disparaît le numéro deux du régime. Cet ancien instituteur passait, à cinquante-trois ans, pour le dauphin de M. Banda. Secrétaire général du Malawi Congress Party depuis le début de 1982, il était le plus ancien et le plus expérimenté des ministres.

Complet, modéré et discret, Matenje jouissait d'un réseau de partisans parmi les fonctionnaires et les cadres moyens. C'est lui qui, en cas de décès du président, devait convoquer une commission regroupant trois personnalités - dont lui-même - chargée de présenter au parti sa candidature à la succession. Quant à Gadhama, ministre de la région centrale depuis 1976 - et sorte de « super-préfet », - il était très proche du début de 1982, il était le plus ancien et le plus expérimenté des ministres.

La fonction de secrétaire général du parti semble porter malheur à ses titulaires. Depuis 1976, quatre d'en-

tre eux sont morts ou tombés en disgrâce. M. Aleke Banda est en réalité surveillé, M. Nqumayo a été exécuté pour « complot » en 1979 et M. Muluzi, limogé soudainement en 1982, ne joue plus aucun rôle politique. Redoutant peut-être de connaître un sort similaire, Matenje, le « survivant », évitait soigneusement de se mettre en avant. Le président Banda, malgré son grand âge, n'a jamais toléré qu'on présentât quiconque comme dauphin, le problème de la succession demeurant un sujet tabou.

Dans l'ombre, la lutte s'est agitée. Deux clans avaient plus ou moins pris forme. Le premier soutenait Matenje. Le second appuyait M. John Tembo, gouverneur de la Banque centrale et porte-parole des milieux d'affaires. Ce dernier possède un atout majeur dans ce type de régime autocratique : il est l'onde de la campagne du vieux président, Cecilia Kadzima, celle qu'on appelle au Malawi l'« hôteesse officielle ».

Y a-t-il en règlement de comptes avec la bénédiction du chef de l'Etat ? C'est vraisemblable. Selon certaines informations, le différend aurait eu pour origine le projet de création d'un poste de vice-président au profit de M. Tembo. Plusieurs dirigeants s'y seraient montrés hostiles. En outre, selon la rumeur publique à Lilongwe, la capitale, d'autres personnalités auraient été éliminées au même temps que Matenje et Gadhama.

Techniquement, ces derniers n'étaient plus ministres lorsqu'ils sont morts, car le président venait de dissoudre à la fois le cabinet et le Parlement dans la perspective des élections générales prévues pour les 29 et 30 juin.

Fin mars, un opposant en exil, Attati Mpakati, fut assassiné à Harare (Zimbabwe) (le Monde du 5 avril). Début mai, le chef de l'opposition, M. Orton Chirwa, et sa femme ont été condamnés à mort après avoir été arrêtés dans un piège par le pouvoir (le Monde du 7 mai). Décidément, la fin de règne est mouvementée et sangnante.

JEAN-PIERRE LANGELE.

République Sud-Africaine

La riposte à l'attentat de Pretoria

(Suite de la première page.)

Si la responsabilité de l'A.N.C. dans l'attentat de Pretoria est établie, ou bien l'attentat a été perpétré par des cellules « autonomes » et M. Tambo, chef de l'A.N.C., a-t-il le droit de savoir plus avant d'en revendiquer la paternité, ou bien une unité d'Umkhonto (2) a-elle, outrepassé, voire ignoré, ses ordres. La prudence de M. Tambo semble en tout cas - sauf si elle relève d'une manœuvre d'échouement de la vérité - indiquer que l'ordre de déposer une bombe dans la rue n'a pas été donné de l'extérieur.

M. Tambo a souligné que l'objectif visé était le quartier général de l'Armée de l'air et que « l'essentiel des pertes de l'ennemi appartenait au personnel de cette administration et aux services de renseignements militaires ». Reste que huit passagers noirs figurent également dans la liste des victimes.

Même si, pour un très grand nombre de jeunes Noirs de Soweto, « ce genre de bavures est inévitable », et si certains vont jusqu'à souhaiter qu'elles se multiplient - « seul moyen », selon eux, « de réveiller les masses noires endormies », - il est certain que la plupart des organisations multiraciales légitimes de lutte non violente contre l'apartheid ont condamné « énergiquement » l'attentat.

LE MONDE diplomatique

Numéro de mai

LA DÉFENSE
ET SES MYTHES :
VIVRE L'ATOME
(Dominique David)

LES SYNDICATS ITALIENS
ET LE RECUL DE LA
DÉMOCRATIE OUVRIÈRE
(Fabrizio Tonello)

Le numéro : 70,80 F
5 rue des Halles, 75001 Paris (France)
Publication mensuelle du Monde
(En vente partout)

Haute-Volta

Plusieurs personnalités ont été arrêtées

Ouagadougou (A.F.P., Reuters). - Plusieurs personnalités favorables à l'ancien premier ministre voltaïque, le capitaine Thomas Sankara, ont été arrêtées, samedi à Ouagadougou, a confirmé, dimanche 22 mai, le Conseil de salut du peuple (C.S.P.) au pouvoir depuis le coup d'Etat du 7 novembre 1982. Parmi elles figurent notamment le ministre de la jeunesse et des sports, M. Ibrahim Kone, et M. Soumane Touré, secrétaire général de la Confédération syndicale voltaïque (C.S.V.), l'une des quatre centrales syndicales du pays. D'autre part, le ministre de l'éducation nationale, des arts et de la culture, M. Emmanuel Dadjouré, a été vivement pris à partie dans le communiqué du C.S.P., qui n'a pas précisé s'il avait été arrêté.

Les trois responsables se trouvaient au domicile de M. Touré, où l'on a découvert des tracts réclamant la libération du capitaine Sankara, a indiqué le C.S.P., ajoutant que le principal collaborateur du ministre de l'éducation et un dirigeant syndical de l'enseignement secondaire ont aussi été arrêtés. Il leur est reproché d'avoir été à l'origine d'une manifestation de lycéens, vendredi, dans les rues de la capitale contre l'arrestation du capitaine Sankara et du commandant Jean-Baptiste Lingani, secrétaire général du secrétariat permanent du C.S.P. Aux « cris de « A bas l'impérialisme », ces lycéens avaient endommagé par jets de pierres des véhicules appartenant à des Européens, en particulier à proximité et dans la cour de l'ambassade de France.

Des incidents ont, d'autre part, éclaté, dimanche après-midi, à Ouagadougou, au cours d'une manifestation en faveur du chef de l'Etat, M. Jean-Baptiste Ouédraogo. Rassemblés au cœur de la ville, les manifestants ont été vivement pris à partie par des groupes de jeunes sous réclamation de la libération du capitaine Sankara. Les forces de l'ordre sont intervenues pour protéger les manifestants. La dispersion n'a donné lieu à aucun incident.

La semaine dernière, le chargé d'affaires libyen avait reçu l'ordre de quitter le pays dans les quarante-huit heures. L'ambassade de France, les principales places et le vaste marché central de Ouagadougou, qui avaient subi des dégâts au cours des manifestations de vendredi, ont été placés sous la protection de gardes armés.

A son retour d'un séjour à Paris, le ministre des affaires étrangères, M. Michel Kafando, a déclaré, samedi, que le programme d'aide militaire de la France allait être accéléré et les accords de coopération revus. Il n'a pas donné plus de précisions.

AMÉRIQUES

Chili

Les syndicats créent un commandement unique pour lutter contre la junte

Santiago (Reuters, A.F.P.). - Les syndicats ont réagi à l'alloquution du général Pinochet, attribuée à une conspiration internationale certains des incidents survenus le 11 mai, en annonçant officiellement le samedi 20 mai la création d'un commandement national des travailleurs.

La nouvelle a été donnée à la presse par un porte-parole de la Confédération des travailleurs du cuivre, qui a déclaré que la majorité des syndicats figuraient dans ce mouvement. Celui-ci doit étudier la date et le lieu d'une nouvelle manifestation contre la junte militaire.

Le gouvernement doit comprendre que notre réalité professionnelle et sociale nous pousse à protester contre tout ce qui nous porte préjudice », a indiqué samedi un communiqué signé par la Confédération des

travailleurs du cuivre, la Coordination nationale syndicale, l'Union démocratique des travailleurs, la Confédération des employés du secteur privé et le Front unitaire des travailleurs.

D'autre part, dix responsables de la Confédération des travailleurs du cuivre, qui avaient organisé la manifestation du 11 mai, doivent comparaître en justice, ce lundi. En cas d'inculpation, on peut s'attendre à une vive réaction des syndicats.

Le Conseil national des journalistes chiliens a porté plainte contre le ministre de l'Intérieur, le général Enrique Montero, pour infraction répétée à la liberté d'expression, ont annoncé vendredi 20 mai les dirigeants de l'organisation. Cette plainte dénonce l'action de civils non identifiés qui collaboraient avec la police et qui, lors des dernières manifestations, ont battu plusieurs journalistes avec des armes contondantes. (A.F.P.)

DEUX ANCIENS NAZIS EXPULSÉS DU CANADA ET DES ETATS-UNIS

Un ancien membre de la Gestapo, M. Albert Helmut Rauca, a été extradité du Canada en direction de l'Allemagne fédérale, a annoncé, samedi 20 mai, la police de Toronto. Il est accusé d'avoir sélectionné 11 584 juifs de Lituanie, alors occupée par l'Allemagne, pour les envoyer devant le peloton d'exécution. M. Albert Helmut Rauca, qui aurait tué personnellement cinq personnes, était entré au Canada en 1950 et avait, six ans plus tard, pris la nationalité de ce pays. Il a été arrêté à Toronto en juin dernier.

D'autre part, le département américain à l'Immigration et aux naturalisations s'est prononcé pour l'expulsion de l'ancien commandant du camp de concentration nazi de Tarnob, en Estonie : il s'agit de M. Karl Linna, âgé de soixante-trois ans, qui était arrivé aux Etats-Unis après la seconde guerre mondiale et se présentait comme un agriculteur estonien. Le jugement rendu jeudi dernier à New-York ordonne que M. Linna soit expulsé vers l'Union soviétique.

Le Monde

Le jour de l'annonce de la mort de M. Arafat, les nouvelles de la situation au Liban ont été contradictoires. On a dit que le général Arafat était mort, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa mort. On a dit que le général Arafat était vivant, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa survie.

Dans le cadre de la coopération internationale.

M. Huntzinger

Le jour de l'annonce de la mort de M. Arafat, les nouvelles de la situation au Liban ont été contradictoires. On a dit que le général Arafat était mort, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa mort. On a dit que le général Arafat était vivant, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa survie.

Le jour de l'annonce de la mort de M. Arafat, les nouvelles de la situation au Liban ont été contradictoires. On a dit que le général Arafat était mort, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa mort. On a dit que le général Arafat était vivant, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa survie.

Le jour de l'annonce de la mort de M. Arafat, les nouvelles de la situation au Liban ont été contradictoires. On a dit que le général Arafat était mort, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa mort. On a dit que le général Arafat était vivant, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa survie.

Le jour de l'annonce de la mort de M. Arafat, les nouvelles de la situation au Liban ont été contradictoires. On a dit que le général Arafat était mort, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa mort. On a dit que le général Arafat était vivant, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa survie.

Le jour de l'annonce de la mort de M. Arafat, les nouvelles de la situation au Liban ont été contradictoires. On a dit que le général Arafat était mort, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa mort. On a dit que le général Arafat était vivant, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa survie.

Le jour de l'annonce de la mort de M. Arafat, les nouvelles de la situation au Liban ont été contradictoires. On a dit que le général Arafat était mort, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa mort. On a dit que le général Arafat était vivant, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa survie.

Le jour de l'annonce de la mort de M. Arafat, les nouvelles de la situation au Liban ont été contradictoires. On a dit que le général Arafat était mort, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa mort. On a dit que le général Arafat était vivant, mais que les responsables libanais n'avaient pas encore officiellement annoncé sa survie.

مكتبة العالم

politique

La préparation du congrès du P.S.

En vue du congrès du parti, prévu à l'automne à Bourges-Bresse, les socialistes élaborent, afin d'alimenter le débat, des « contributions », qu'ils doivent déposer avant le 30 mai. Un comité directeur, dit de « synthèse », doit se réunir le 10 septembre pour étudier la possibilité d'un texte commun issu des diverses contributions, qui deviendrait alors la « motion » du congrès. Si le désaccord persiste, et si les responsables des courants souhaitent « compter » leurs forces, les signataires des contributions peuvent transformer leurs textes en autant de « motions » soumises au vote des militants lors des congrès fédéraux, puis du congrès national.

Dans le cadre de la préparation de ce dernier, une convention nationale est prévue le 28 mai au Pré-

Saint-Gervais, ville dont M. Marcel Debarge est le maire. Ce dernier nous a adressé ses propres réflexions, dont nous publions des éléments.

Après le texte élaboré par les amis de M. Pierre Mauroy (le Monde du 21 mai) dans lequel ils souhaitent que le congrès soit « l'occasion de l'émergence d'un puissant courant majoritaire », nous publions également des citations extraites des textes déposés par M^{me} Françoise Seligmann, proche de M. Joxe, sur les droits de l'homme, par M. Jacques Hantzinger sur la situation internationale, et par M. Paul Quilès, qui souhaite que le P.S. devienne « un parti de masse ayant quatre cent mille membres ». (Les effectifs actuels du P.S. sont inférieurs de moitié).

M^{me} Seligmann, MM. Debarge, Hantzinger et Quilès sont tous membres du courant majoritaire du parti, le courant A (mitterrandiste).

A l'issue de la réunion du courant qui s'est tenue à Créteil (le Monde du 10 mai), un groupe de travail, comprenant notamment M^{me} Seligmann, avait été constitué afin de tenter d'élaborer un projet unique de motion de ce courant. Ce groupe doit se réunir de nouveau dans la semaine.

Face à la volonté unitaire qui s'était manifestée à Créteil, la question reste posée de savoir si les « miterrandistes » parviendront à se mettre d'accord. Certains responsables du P.S., proches de M. Joxe, envisageraient, en effet, de présenter leur propre texte.

M. Hantzinger : dans le pacifisme, il y a un embryon d'identité européenne

M. Jacques Hantzinger, membre adjoint du secrétariat national, analyse dans son projet de contribution la « crise des trois mondes », c'est-à-dire du monde occidental, du monde communiste et du tiers-monde. La première, remarque-t-il, « entraîne une dégradation du tissu social : l'indifférence relative à l'égard du social et du politique de la part des jeunes générations, le goût pour la marginalité, l'évasion, la révolte, voire le terrorisme, l'inquiétude diffuse sur l'avenir, la peur de la guerre sont engendrés beaucoup plus par la crise qui est en nous que par des menaces militaires extérieures, même si ces dernières existent ».

La deuxième lui inspire cette réflexion : « Le fait que les partis communistes de l'Est représentent de moins en moins les classes ouvrières et les mouvements sociaux engendre toute une série de phénomènes que l'on constate aujourd'hui dans les sociétés communistes : la passivité sociale, l'apathie sociale, voire l'indifférence, la révolte. Berlin en 1953, Budapest en 1956, la Roumanie contemporaine sont autant d'exemples de révoltes sociales ou de révoltes sociales. Mais cela peut aller jusqu'à l'apparition d'un mouvement social se développant à l'extérieur des institutions, ce mouvement populaire qui devient alors représentatif de la classe ouvrière, laquelle ne se reconnaît plus ni dans le parti ni dans les institutions syndicales officielles. Telle est l'analyse que nous faisons de la Pologne ».

Quant aux pays sous-développés, M. Hantzinger estime que « ceux qui ont amorcé le processus du développement sont désormais bloqués par un endettement massif et de quasi faillites financières. Quant aux autres, sans secteur industrialisé ou sans pétrole, ce n'est pas en pertes de points de pouvoir d'achat ou en chômeurs indémnités que se mesure la crise mais en sous-aliments ou en crises de faim et de misère ».

L'auteur estime que se développe également une « crise de valeurs ». « A nouveau réapparaissent dans de nombreux pays de grandes poussées irrationnelles, la peur du progrès ou les tentations racistes », écrit-il.

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

● Au cabinet de M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, sont nommés : conseiller scientifique, M. Jean-Jacques Lions ; chargé de mission, M. Roger Legard ; conseillers techniques, M^{me} Maryse Anagnon, M^{me} Alain Bichot, Jean-Marcel Bichot, Jacques Biot, François Blanchard, Pierre-François Couture, Marc Mathieu ; chargée des relations avec la presse, M^{me} Jeanne Burton.

● Au cabinet de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget, ont été nommés : directeur de cabinet : M. Bernard Gaudillère ; chef de cabinet, M. Pierre Guinot-Delery ; chef adjoint de cabinet, M. Alain Barove ; conseillers techniques, MM. Jean-Raphaël Alventosa (comptabilité publique), Philippe Belaval (entreprises), François Pierrugues (fiscalité et douanes), M. Patrick Verna (syndicats, politique salariale) ; attachés parlementaires, M^{me} Corinne Oehlhauffen (Assemblée nationale), M. Jacques Santarelli (Sénat) ; attachée de presse : M^{me} Josée Cadoux.

[Agé de trente-trois ans, M. Bernard Gaudillère est en 1974 à la direction de la prévision du ministère de l'Economie et des Finances, à la sortie de l'ENA (promotion « Simone Weil »). Il y fut affecté aux divisions des opérations financières, puis de l'économie internationale (1976-1978), avant de se voir confier le bureau des prêts aux départements et territoires d'outre-mer et des prêts locataires, à la Caisse des dépôts et consignations, d'octobre de la même année à 1980. Nommé à cette date chef des services financiers de la Société centrale pour l'équipement du territoire, il dirigea le cabinet de M. Henri Emmanuelli, au secrétariat d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, de mai 1981 à mai 1983.]

● Au cabinet de M. Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, M. Jean-François Mary est nommé conseiller technique.

Certes, dans la quasi-totalité des pays capitalistes développés, il n'existe pas de réelle menace fasciste. Les conditions économiques et sociales n'en sont pas réunies en raison du maintien de puissants mécanismes protecteurs (indemnités de chômage, sécurité sociale). Et puis, l'expérience mortelle du fascisme a été faite au point que le tabou continue à hâter les consciences collectives. Mais nous assistons dans presque tous les pays développés à la montée d'une droite dure et réactionnaire.

M. Hantzinger expose ensuite « la réponse socialiste à la crise économique mondiale » telle que l'imaginent les socialistes français : action concertée de relance ; nouvelle croissance dans les pays industrialisés (secteur public, contrôle de crédit, partage du travail, droits des travailleurs, formation permanente notamment) ; nouveau « plan Marshall » de solidarité Nord-Sud ; construction d'un système monétaire et financier international.

Le « bien » et le « mal »

A propos de la paix, de la sécurité et du désarmement, M. Hantzinger met en garde ses amis contre « une analyse manichéenne qui consisterait à dire que le pacifisme européen est le « mal », tandis que l'esprit de défense serait le « bien ». (...) Il y a une diversité d'attitude de la part de ceux qui ont manifesté, qui l'ont aussi bien un certain refus du nucléaire qu'un refus de la guerre nucléaire limitée. Certaines des attitudes adoptées par les manifestants expriment non pas un pacifisme dément, mais l'inquiétude sourde de nombreux Européens face à l'assimilation qui peut être faite entre l'implantation des fusées américaines et les nouveaux concepts stratégiques exprimés de façon maladroite par les déclarations de certains responsables américains.

D'autre part, le pacifisme n'est pas non plus le neutralisme. Beaucoup de ceux qui ont manifesté, mais plus encore beaucoup des partis politiques qui soutiennent dans ces pays les manifestations, insistent sur leur action dans le cadre

de l'alliance atlantique et ne tiennent pas du tout à en sortir. On ne peut cependant nier qu'il y ait des tendances neutralistes, qu'il y ait même des stratégies neutralistes derrière certains comportements (...) On doit constater l'ambiguïté du pacifisme. Il y a la peur de la guerre, et cela se comprend de la part des peuples qui savent qu'ils ne peuvent pas assurer leur sécurité par leurs propres moyens. Peur de la guerre, recherche d'une sécurité, espoir dans un certain désarmement, tout cela n'est pas esprit de démission. On pourrait même dire que, dans ce pacifisme européen, il y a un embryon d'identité européenne. Dans ces manifestations, il y a au fond l'aspiration, confuse mais illusoires, que les Européens trouvent en eux-mêmes les voies de leur sécurité.

Mais l'histoire nous a appris que le pacifisme ne garantit pas la paix. Or ce qui est en cause, c'est la paix.

Après avoir développé les thèmes du P.S. en matière de défense et de désarmement, l'auteur analyse les contradictions qui agitent le continent européen, et notamment celle-ci : « La renaissance des intérêts nationaux peut réapparaître progressivement dans certains cas et conserver dans d'autres. Il est clair que la poursuite de la politique de détente correspond chez nos amis allemands à la prise en compte d'intérêts fondamentaux pour eux-mêmes, non seulement commerciaux et économiques mais également stratégiques comme la préservation de la paix au cœur de l'Europe ».

Il est clair que chez certains de nos amis de l'Europe du Nord, l'appui apporté au mouvement pacifiste correspond à leur intérêt. Voilà des pays qui ne peuvent pas assurer leur défense par eux-mêmes et qui n'ont plus confiance dans la garantie nucléaire américaine. (...) Il faudra poser la question de la sécurité et de la défense de l'Europe. Mais cette nationalisation des politiques permet-elle un front commun des socialistes ? Elle permet certainement de se dégager des Deux Grands, mais est-ce qu'elle favorise un front commun des socialistes ?

M. Debarge : les murs de la haine

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du P.S., maire du Pré-Saint-Gervais, ville dans laquelle le P.S. organise le 28 mai sa convention nationale, nous a adressé les réflexions suivantes : « A côté des contraintes extérieures et intérieures, à côté de l'hostilité des « murs d'argent internationaux et nationaux », la gauche doit faire face aux « murs de haine », dont il faut bien convenir qu'ils n'ont pas moins longtemps à s'effriter, faisant fi même de l'intérêt de la France. C'est un point de réflexion que les socialistes ne doivent pas sous-estimer. L'alternance, tout dans le comportement de la droite indique qu'elle en refuse le principe. Ne remet-elle pas en cause les acquis sociaux en même temps que la légitimité issue du 10 mai ? Mais cette forme de contestation institutionnelle en cache aussi une autre sur laquelle il importe de veiller.

Une offensive idéologique d'autant plus dangereuse qu'on assiste à un rapprochement, à la fois sur le plan des organisations et sur celui des idées, de la droite et de l'extrême droite. Ne faut-il pas sérieusement prendre garde, dans la période actuelle, au développement inquiétant du racisme, de cette quasi-vénération de l'inégalité, de l'appel au mythe du fort, concepts véhiculés sous une forme étrangère à ce qu'ils désignent réellement, et pénétrent donc d'autant mieux certaines couches sociales et professionnelles ?

(Publicité)

ACHAT ou DEPOT ?

Tous meubles, objets ou successions proposés au DEPOT VENTE DE PARIS sont soit achetés et payés à l'enlèvement, soit pris en dépôt vente à un prix convenu d'un commun accord pour être vendus moyennant notre commission de seulement 20 % sur le prix de vente. Qui fait mieux ? LE DEPOT VENTE DE PARIS 81, rue de Lagny (20^e) tél. 572.13.91

M. Quilès : pour un parti de masse

Dans le texte qu'il a remis, mardi 17 mai, aux responsables du courant auquel il appartient (courant A, Miterrand), M. Paul Quilès, membre du secrétariat national du P.S., note que l'opinion publique perçoit « un bloc au pouvoir » dominé par les socialistes, dont il lui paraît nécessaire, lors du congrès, d'analyser clairement les divers éléments : gouvernement, parti, groupe parlementaire — et leurs fonctions, « afin d'éviter les dérapages ».

M. Quilès écrit d'autre part que « pour éviter les risques de la confusion parti-Etat qui débouche nécessairement sur le totalitarisme et ceux de la distanciation critique parti-gouvernement qui conduit un jour ou l'autre à une crise politique majeure, le P.S. doit dégager des marges d'autonomie ».

Cette autonomie doit trouver son expression naturelle dans l'analyse et le débat politique quotidien : notamment dans sa critique de la droite, dans des appréciations sur l'évolution de la politique internationale, et bien entendu dans l'appréciation des alliances ou des compromis à passer avec telle ou telle catégorie sociale. De façon plus globale, (...) il y a une autonomie relative entre le discours du président de la République, garant de la pérennité de la nation et de son unité, et celui

du parti, plus orienté vers le « porte-parole » de la base électorale et sociale de la gauche.

Cependant — et cela constitue la limite de cette autonomie — il ne peut y avoir publiquement et durablement de contradiction sur l'essentiel (stratégie économique, conception des règles du jeu démocratique et des libertés, diplomatie...).

M. Quilès avance ensuite quelques propositions afin d'améliorer la position et le fonctionnement du P.S. Il souhaite que le P.S. devienne un « parti de masse », qu'il organise systématiquement le débat en son sein, qu'il concentre sa direction et qu'il permette à quelques membres du gouvernement de siéger au bureau exécutif. Il souhaite également que son parti réponde à ces deux questions : « Est-il opportun de mettre en chantier un nouveau projet socialiste parce que celui de 1980 serait pour l'essentiel appliqué dans son objet, — ou inadéquat à la situation présente ? »

Doit-on se limiter à définir les grandes lignes du changement que nous souhaitons, ou faut-il au contraire, dès maintenant, élaborer un programme électoral détaillé en vue de 1986 ?

M^{me} Seligmann : le champ des défenseurs des libertés va en se rétrécissant

M^{me} Françoise Seligmann, membre suppléant du bureau exécutif du parti socialiste, a rédigé un texte dans la perspective du congrès du P.S., qui porte sur les droits de l'homme. Définissant les années 1971 à 1981 comme celles des « libertés menacées ».

M^{me} Seligmann, rappelant les réformes accomplies par la gauche depuis le 10 mai 1981, assure qu'en dix-huit mois la démocratie a été « restaurée ». Après avoir développé les thèmes des « ravages de l'idéologie sécuritaire » et des « poisons du néo-racisme », elle écrit : « Dans ce contexte, le gouvernement, au cours de ces derniers mois, a été amené à prendre des mesures qui ne sont pas sans nous inquiéter, en particulier celles qui concernent l'entrée et le séjour des travailleurs immigrés, et celle qui concerne les soixante mille dits « suspects » qui vont faire l'objet du fichier antiterroriste au ministère de l'Intérieur. A cet égard, nous observons avec tristesse que l'éventualité d'une politique plus répressive est considérée, que un certain fatalisme par plusieurs d'entre nous, qui, jusqu'alors, s'étaient manifestés à chaque violation des droits de l'homme. Paradoxalement, au moment où la gauche est au pouvoir, en France, le champ des défenseurs des libertés va en se rétrécissant (...).

Au reste, après plus de deux ans de pouvoir, l'expérience démontre clairement que le rétablissement d'une législation conforme aux droits de l'homme n'a en rien porté préjudice à l'ordre public (...). Ces considérations nous conduisent à demander au gouvernement de mettre en œuvre, sans plus tarder, une grande politique de prévention de la

A la fête de L.O. et de la L.C.R.

M^{me} LAGUILLER ET M. KRIVINE CRITIQUENT DUREMENT LE GOUVERNEMENT

La Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) s'est associée, cette année, à la fête organisée chaque week-end de la Pentecôte par une autre formation trotskiste, Lutte ouvrière (L.O.), à Presles (Val-d'Oise). Le mauvais temps n'a pas empêché plusieurs milliers de personnes de se rendre à cette fête, au cours de laquelle, dimanche après-midi 22 mai, M. Alain Krivine (L.C.R.) et M^{me} Arlette Laguiller (L.O.) ont pris la parole.

M. Krivine a d'abord présenté aux participants les trois militants irlandais, MM. Michael Plunkett et Stephen King et M^{me} Mary Reid, libérés dans la nuit du 20 au 21 mai, après neuf mois de détention à la suite de leur arrestation sous le soupçon d'activités terroristes. « Un gouvernement capable d'une machine policière telle que celle qui a conduit ces militants en prison est capable de n'importe quelle machination contre n'importe qui », a déclaré, pour sa part, M^{me} Laguiller.

M. Krivine a affirmé que le gouvernement, « en menant la politique de la droite, ne fait que renforcer [celle-ci] et creuse sa propre tombe ». Il a déclaré nécessaire « une offensive de tous les travailleurs contre le plan d'austérité ».

« Nous ferons tout, et-t-il ajouté, pour préparer les conditions d'un mai 68 victorieux ».

M^{me} Laguiller s'est prononcée, comme M. Krivine, pour une multiplication des actions communes à leurs deux formations. Critiquant elle aussi le gouvernement, elle a affirmé que l'éventualité d'une réduction du remboursement de certains actes chirurgicaux par la Sécurité sociale « n'est pas une mesure économique, mais un geste politique, parce que le gouvernement veut faire la démonstration, vis-à-vis de la bourgeoisie, qu'il est capable de s'en prendre aux pauvres, sans pitié, aussi bien, sinon mieux, que la droite ».

A Paris

VIOLENT ATTENTAT CONTRE DES LOCAUX DU PARTI DES FORCES NOUVELLES

Une très violente explosion a détruit, lundi 23 mai, à 3 h du matin, des locaux du parti des Forces nouvelles (P.F.N.), au 73, boulevard de Sébastopol, à Paris, ainsi que les bureaux et logements situés entre le troisième et le sixième étage de ce même immeuble. Un correspondant anonyme se réclamant d'une certaine « brigade antiraciste d'intervention pour la liberté » a revendiqué l'attentat. Lors d'une communication téléphonique à l'Agence France-Presse, quelques heures plus tard, selon un communiqué lu par ce correspondant, cet acte « est un premier avertissement aux groupes fascistes et aux partis de droite qui reprennent à la faveur de la crise économique les arguments racistes de l'extrême droite ».

Sept personnes membres de deux familles logeant au sixième étage de l'immeuble ont été légèrement intoxiquées et ont dû recevoir des soins à l'Hôtel-Dieu. Elles ont été reléguées au centre Baudricourt, dans le 13^e arrondissement.

C'est la gauche et elle seule qui nourrit et produit le terrorisme », accuse le P.F.N. dans un communiqué, après l'attentat perpétré contre ses locaux. « Les nationalistes répondront à cette tentative d'intimidation de la seule façon appropriée : en intensifiant leur action dans le cadre des mouvements et des manifestations de protestation contre le gouvernement social-communiste ».

● L'indice de popularité de M. François Miterrand connaît en mai une baisse de cinq points, 33 % des personnes interrogées se déclarant satisfaites du président de la République, contre 38 % en avril, selon un sondage de l'Ifop publié par le Journal du Dimanche (réalisé entre le 10 et le 17 mai).

Ce sondage, effectué d'après un échantillon national de 1 853 personnes en âge de voter, dénombre 50 % de mécontents contre 48 % le mois dernier.

Dans la même période, le pourcentage de satisfaction exprimé à l'égard de M. Pierre Mauroy passe de 30 % à 29 %, celui de mécontentement de 49 % à 52 %.

En ce qui concerne les personnalités de l'opposition, Mme Simone Veil recueille 43 % d'opinions positives contre 29 % négatives. MM. Raymond Barre, mécontentement 41 % contre 37 %, Valéry Giscard d'Estaing 39 % contre 43 % et Jacques Chirac 34 % contre 45 %.

Transamerica
c'est L'Amerique
LOS ANGELES

Vols réguliers au départ de Paris-Orly-Sud.
Tous les samedis à c du 4 juin.
à partir de

5.175frs

Transamerica Airlines

Reservations:
Tél. (1) 265.48.35
Ou auprès de votre agent de voyage.

MARKETING : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL-PARIS-12^e ☎ 347.21.32

Le Monde

société

JUSTICE

Les gendarmes et l'affaire des « Irlandais de Vincennes »

Des sanctions seront prises au vu des résultats de l'instruction judiciaire

A l'Elysée comme au ministère de la défense, on s'influe décidé à faciliter la découverte de la vérité dans l'affaire des « Irlandais de Vincennes » et, notamment, au sujet des irrégularités de procédure reprochées au groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.), lors de l'arrestation, le 28 août 1982, des trois « terroristes » présumés.

M. Mitterrand a fait savoir, dimanche 22 mai, que, si le magistrat instructeur concluait à des délits de justice, ceux qui les auraient commis seraient sanctionnés. On a d'autre part appris que, le 28 août, le policier en civil qui accompagnait les gendarmes à Vincennes n'était autre que le commissaire Charles Pellegrini, chargé, depuis l'été dernier, d'assurer les liaisons entre le ministère de l'Intérieur et la direction générale de la sécurité extérieure.

Le chef de l'Etat considère qu'il appartient à la justice de faire la lumière sur cette affaire, le magistrat instructeur, M. Alain Varloane, étant le mieux placé pour rassembler tous les éléments. Les gendarmes ayant participé à l'opération du 28 août et qui seront entendus par le juge d'instruction ne pourront pas s'abriter derrière le « secret défense ». C'est ce que l'on peut déduire d'une déclaration faite le 22 mai à Solvay par M. Charles Heru. Le ministre de la défense, ministre de tutelle de la gendarmerie, a dit : « Je tiens à ce que le magistrat puisse mener son enquête avec toute la liberté et toutes les possibilités nécessaires. Les gendarmes qui vont être interrogés par le magistrat diront la vérité. Il faut qu'ils le disent ».

M. Heru avait annoncé dès samedi, au lendemain de la mise en liberté des trois Irlandais (le Monde daté 22-23 mai), qu'il suivait « avec la plus grande attention » le déroulement de l'enquête judiciaire. Il indiquait qu'il « n'entend pas s'immiscer dans une procédure judiciaire ».

« Elle prête parfois à sourire, est l'objet de bien des sarcasmes, et pourtant l'exigence de dignité est ce que les femmes ressentent le plus profondément. Jusqu'à ne plus tolérer que l'on propage d'elles, depuis le livre scolaire, parfois jusqu'aux murs de nos villes, une image tronquée. Comme si elles n'étaient que des auxiliaires domestiques ou un simple objet de désir, sorte de marchandise. » Déclaration d'une féministe ? Non, il s'agit d'un extrait du discours du président de la République, M. François Mitterrand, lors de la première célébration officielle en France de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 1982. Le président avait ajouté alors : « Nous nous sommes dotés, dans notre pays, d'une loi antiraciste. Pourquoi n'y aurait-il pas une loi antixéniste ? »

Qui s'en était offensé ? Personne. De même, lorsqu'en juin 1974 la Ligue du droit des femmes avait proposé, dans une tribune parue dans nos colonnes, d'ajouter le mot sexe à la loi contre le racisme, aucune voix ne s'était élevée. La Ligue avait en revanche reçu un nombre d'adhésions pour soutenir l'idée. Alors pourquoi ce tollé, à gauche comme à droite, lorsque le 9 mars le conseil des ministres a approuvé le projet de loi antixéniste de M^{me} Yvette Roudy ? De très nombreuses réponses peuvent être apportées. Aucune ne suffit en elle-même.

Il y a, bien sûr, une différence entre le discours et la concrétisation. Tant qu'il s'agissait d'un vaste projet féministe, qui aurait touché à l'ensemble de la vie sociale, on a pu se laisser aller à beaucoup d'excès et d'un grand effort à été fourni pour donner « une autre image de la femme ». Une loi ne s'imposait donc pas. L'émotion de ces dernières semaines a été d'autant plus grande que le projet touche le domaine des fantasmes, de l'imagi-

gination et que l'humour grinçant et le mauvais goût sont toujours le fait des autres... D'autres éléments ont pu nourrir ce tollé : le manque d'habitude de M^{me} Roudy dans sa fonction de présenter un dossier aussi délicat (le premier dossier vraiment féministe), cela sans consulter les publicitaires ; la saturation de certains Français après de nombreuses mesures en faveur des femmes ; l'esprit critique, exacerbé ces derniers temps, vis-à-vis des décisions gouvernementales. Un état d'esprit alimenté, il faut le reconnaître, par de perpétuels stéréotypes.

Au ministère des droits de la femme, on se plaint de la façon dont on a parlé de la loi, notamment dans la presse parisienne (loi censure, a-t-on écrit, moraliste, castratrice, et l'on a même comparé M^{me} Roudy à un ayatollah). « Nous estimons que le sexisme répond aux mêmes mécanismes que le racisme », explique M^{me} Mireille Segretain-Maurel, conseillère technique au ministère, et chargée de ce dossier. Comme pour le racisme, ce sera aux magistrats de décider quand il y a abus et de faire le partage entre le banal et l'insupportable ou l'intolérable. Cette loi antixéniste ne devrait pas être plus employée que la loi antiraciste.

Ce n'est pas la fin des films pornographiques, des magazines comme *Lui* et *Playboy*. Tout comme certains journaux à caractère politique, ils ne seront pas inquiétés par la loi si elle est adoptée par le Parlement. « Il faut faire une distinction entre l'ouvrage que l'on achète en connaissance de sa spécificité et l'affiche que l'on nous assène dans les lieux publics... »

D'autre part, le deuxième volet du projet de loi complète les dispositions législatives existantes pour empêcher les refus d'embauche et de services, en raison du sexe, ainsi que les entraves à l'exercice d'une ac-

tivité économique, toujours en raison du sexe.

Comme pour la loi contre le racisme, les associations qui ont plus de cinq ans et dont la lutte contre la discrimination sexuelle figure dans les statuts pourront se porter partie civile.

« Le déchaînement des opposants à ce projet a peine annoncé et l'étouffement des voix de celles-là même qui l'ont demandé justifie si besoin est l'existence de ce texte, ne cesse de dire M^{me} Roudy. Je suis convaincue que dans toute démocratie équilibrée doivent se manifester des contre-pouvoirs. Il ne peut y avoir de changement véritable dans les structures comme dans les mentalités si les intéressés n'en deviennent pas les acteurs. Le débat est lancé ».

En effet. Les associations féminines et féministes ont réagi et s'organisent pour mieux faire connaître le texte qu'elles demandent avec insistance depuis des années. On leur

fait d'ailleurs comprendre, au ministère, que sans cette mobilisation le projet de loi risque de ne pas être présenté tout de suite au Parlement.

Un collectif de soutien au projet a été constitué le 23 mars. Il a rassemblé, entre autres : la Ligue du droit des femmes, S.O.S.-Femmes alternatives, le Centre audiovisuel de Simone de Beauvoir, la librairie Carabosse, le Planning familial, Publique, la Coordination des groupes femmes et des militantes de l'ex-courant G. du P.S. Une première assemblée générale s'est déjà tenue pour mettre sur pied une campagne de soutien au projet de loi. Le but : créer un vaste mouvement populaire. On peut cependant regretter que la charrette ait été mise avant les bœufs. Le projet de loi aurait peut-être été mieux accepté si cette explication-sensibilisation l'avait précédé.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

différents gouvernements, « se félicitent de constater aujourd'hui son aboutissement ».

M^{me} Anne-Marie Fary, de Marseille, nous explique : « J'appartiens à ce que l'on appelle « mouvement féministe » avec toutes les conséquences que cela implique : je suis donc favorable à l'I.V.G. ; pour la liberté sexuelle sans restriction aucune - ni fausse pudeur ; pour l'égalité sociale et professionnelle des femmes et des hommes. Je suis antixéniste et antismysogine. J'espère que ce bref C.V. vous conviendra ».

Mais j'estime qu'il existe certaines limites à ne pas dépasser, sous peine de ridicule. Ces limites, nos Super-Femmes sont en train de les franchir joyeusement. L'obsession de la femme-objet est devenue telle que cette manifestation frise la pathologie mentale.

« Est femme-objet celle qui a délibérément choisi de l'être et non pas celle, restée très féminine, somme toute, qui « exhibe » ses charmes sur une affiche publicitaire et qui, contrairement à ce que nos Femmes-Mecs essayent de faire croire, n'en retirent pas du tout le mythe de la femme, objet et chose ».

M^{me} Salmon, de Montpellier, écrit :

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« Est-il vraiment habile de compléter tous ces décisions raisonnables (droit de vote, organisation de la contraception, etc.) par le ridicule projet de M^{me} Roudy ? Est-il vrai que, désormais, quand on portera atteinte à la dignité de la femme par la presse ou par la publicité, on sera passible d'une peine de prison ?

« (...) La seule réponse possible à une publicité ou à une presse qui porte atteinte à la « dignité de la femme », c'est le rire. »

Le «contrat» d'un mage meurtrier

Un ancien maçon, Odo Mogno, cinquante-cinq ans, d'origine italienne, un Aurillais, M. Hildebert Yatou, quarante-neuf ans, pratiquant l'occultisme, ont comparu, les 19 et 20 mai, devant la cour d'assises de la Haute-Garonne qui présidait M. André Cambodouzo, pour avoir, le 23 septembre 1980, prémédité l'assassinat de Maria Mogno, cinquante ans. Odo Mogno avait utilisé les services du mage Yatou - alias Gontran - pour faire disparaître sa femme dont il était séparé depuis deux ans. Odo et Hildebert Yatou ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité.

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Odo Mogno, cinquante-cinq ans, d'origine italienne, avait des idées et de l'argent au soleil. Il avait construit de ses mains deux maisons, tandis que Maria, son épouse, avait élevé Gino et Francis. Avec le temps et du travail, le couple acquit une certaine aisance, mais les enfants se marient, et tout se gâte.

Hildebert Yatou, quarante-neuf ans, né à Pointe-à-Pitre, s'était embarqué clandestinement pour Le Havre à l'âge de dix-sept ans. Il avait été manœuvre pour 20 francs par jour, puis voleur. A sa sortie de prison, il s'était installé à Toulouse, où il avait eu trois enfants d'une femme blanche. Il était gardien la nuit et mage le jour sous le nom de Gontran. « Je tiens ce don de mon père, qui, à-bas, rendait des services, mais en France, moi, je prenais de l'argent ».

Maria, désormais sans enfants, voulait quitter Odo. Ils se disputèrent, elle le délaissa, il amena le voisinage, mais elle finit par s'arracher. Elle se mit à travailler comme elle put sa liberté. Elle prit un appartement en ville, rue du Soleil-Levant. Elle fréquenta les bals de quinquagénaires et chercha l'aventure pour se donner le courage d'oublier. Mais Odo, jaloux, devint fou. En partant, sa femme lui volait la moitié de sa vie, de son travail, de ses biens. « Maria, reviens ! ».

Alors, il consulta Yatou, le mage, qui lui vendit aussitôt un « retour d'affection » pour 2000 francs. Maria n'obéit pas davantage. Les passes magnétiques à distance sur de simples photographies échouèrent lamentablement. Il se procura la clé de l'appartement où Maria s'était réfugiée pour que le mage opère, à la sauvette, au-dessus du lit de la fugitive. Toujours rien. Maria dansait encore, et Odo hurlait de rage. « Bien sûr, ça ne pouvait pas marcher, M. Mogno n'a pas eu la patience d'attendre neuf jours », explique Yatou à l'audience. Et au président, M. André Cambodouzo, qui lui demanda : « Enfin, il vous inspire confiance ce Yatou ? », Mogno répond aujourd'hui : « Il y

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

« J'ai soixante-huit ans, ce qui veut dire que j'appartiens à la génération des jeunes filles qui n'ont pas le droit de vote, pour qui les seuls métiers possibles (en dehors de celui de femme de ménage) étaient infirmière, institutrice ou dactylo, des jeunes femmes qui ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans la signature de leur mari. Je fais donc partie de celles qui ont applaudi à tous les progrès accomplis depuis 1947.

SOLITUDE

Mille deux cents appels chaque jour pour S.O.S.-Amitié

De notre correspondant

Nancy. — « Nous sommes, par chance, une association inopérante. Ainsi nous ne pouvons pas nous stratifier ou nous édifier et nous ne tenons pas un cahier de revendications parce que nous devons, à tout moment, nous remettre en question pour pouvoir nous glisser au travers des interstices de cette société toujours plus rationnelle. » C'est ce qu'a déclaré, à Nancy, lors de l'ouverture du séminaire national de S.O.S.-Amitié France, M. Eugène Claudius-Petit, le président, aux « écoutants » venus des quatre-vingt-cinq départements de France. Près de trois cents hommes et femmes dont la mission anonyme et dévouée est complexe d'être une apparence de simplicité.

« Les écoutants ne sont ni des thérapeutes ni des conseillers et nous ne cherchons nullement à créer de dépendance entre écoutants et appelants », rappelle M^{me} Muriel Joffe, qui vient d'être élue nouvelle présidente de S.O.S.-Amitié. La réalité se heurte ainsi à des problèmes concrets, comme en a témoigné le thème de la réunion de Nancy : « Les écoutants aujourd'hui et demain ». L'évolution du langage, les valeurs du futur ou les nouvelles solitudes liées à la vie dans les villes sont quelques-uns des éléments qui ont été débattus par les écoutants, qui doivent en tenir compte lorsque, après une sonnerie de téléphone, il leur faut aussitôt écouter, voire dialoguer, à tout le moins faire « un bout de chemin avec quelqu'un qu'ils ne connaissent que par la voix ». « Jamais il n'y aura été si difficile de communiquer, alors que, paradoxalement, jamais les médias n'auront

été aussi variés et puissants », soulignent, pour sa part, M. Jacques Favart, ancien directeur du monde, invité du congrès, lors de sa conférence. Surconsommation de la télévision, délinquance de sorts et d'images qui imposent un silence sans dialogue, désormais renforcé lors des absences par le magnétoscope, discours radio-télévisés s'adressant à tout le monde et à personne en particulier, voitures ou avions annihilant les distances entre villes mais non entre passagers, autant de constatations développées par M. Favart pour illustrer le « mal communiquer » contemporain.

Le téléphone, symbole même de S.O.S.-Amitié, apparaît néanmoins, malgré ses imperfections, comme un des rares antidotes technologiques face à un monde en voie d'automatisation. Filcon-fessionnel ou fil d'espion, le téléphone de S.O.S.-Amitié est, en effet, désormais connu d'une grande majorité de Français puisqu'un sondage effectué en février 1983 laisse apparaître que 88 % des personnes interrogées connaissent la formule. Parallèlement, les appels enregistrés à S.O.S.-Amitié marquent une hausse importante puisque de 295 000 en 1979, ils sont passés à 428 000 en 1982, soit désormais près de 1 200 appels par jour. En région parisienne, les postes d'Ile-de-France ont totalisé, en 1982, 108 873 appels, une croissance importante qui ne va pas sans poser de problèmes pour former et recruter des bénévoles prêts à se relayer vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dans l'anonymat, pour « tendre la main à quelqu'un qu'ils ne verront sans doute jamais ».

JEAN-LOUIS BEMER.

TIRAGES DIAPOS
EN 13x18 OU 18x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12^e - ☎ 347.21.32

Transamerica
c'est L'Amérique
SAN FRANCISCO

Vols réguliers au départ de
Paris Orly-Sud.
Tous les lundis à c du 6 juin,
à partir de

5.175frs

Transamerica
Airlines

Reservations
Tel: (1) 265.48.35
Ou auprès de votre agent
de voyage



Le Monde

ECONOMIE

LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS

S'implanter pour élargir sa part de marché

AVEC le ralentissement de la croissance et la contraction des échanges internationaux, la conquête des grands marchés fait l'objet d'une lutte intense. Or le marché américain continue d'avoir un rôle stratégique pour les entreprises des pays industrialisés du monde occidental. S'y implanter, c'est non seulement profiter du premier marché du monde mais aussi être stimulé par une concurrence vive, notamment dans les secteurs de pointe. C'est encore être gagné par la contagion d'une technologie en permanente évolution. C'est, enfin, bénéficier de la stabilité politique et sociale d'un pays d'où l'on peut rapatrier ses profits sans contrainte.

Il n'est donc pas étonnant que les investissements étrangers y aient plus que quadruplé de 1973 à 1981, dans un temps où les investissements américains hors des États-Unis étaient simplement doublés.

Les Français, quant à eux, avaient bien du retard. Cela explique que la valeur cumulée de leurs investissements directs ait été multipliée par sept au cours de cette période, passant de 827 à 5 844 millions de dollars, si l'on en croit une étude de M^{me} Edith Robert, de la Banque française pour le commerce extérieur (1).

1981, une année exceptionnelle

1981, il est vrai, fausse quelque peu les statistiques du fait de l'important rachat de Texagulf par Elf-Aquitaine et de la prise de contrôle du cimentier General Portland par Lafarge Coppée. Cette année-là, la France est passée du huitième au sixième rang des investisseurs étrangers (avec 6,5 %) loin derrière les Pays-Bas (23 %), le Royaume-Uni (17 %), le Canada (14 %), l'Allemagne et le Japon (8 %).

A titre de comparaison, note M^{me} Robert, « la valeur cumulée des investissements directs américains en France ne représentait plus qu'une fois et demie la valeur des investissements français aux États-Unis contre

plus de trois fois en 1980 et cinq fois en 1973 ». En outre, pour la première fois en 1981, les flux ont été inversés puisque les États-Unis ont désinvesti pour 246 millions de dollars quand la France investissait 2,9 milliards de dollars outre-Atlantique.

L'année 1982 — quand tous les chiffres en seront connus — comme l'année en cours, ne devrait pas totalement confirmer cette tendance. Selon la B.F.C.E., dans l'industrie manufacturière, le nombre d'investissements étrangers aux États-Unis aurait diminué de 22 % l'an passé ; et, sur les 271 projets recensés, 19 seulement seraient d'origine française. Il est difficile, dans cette évolution, de dire s'il s'agit d'un retour à la normale après les « gros coups » de 1981, ou si tout à la fois le renchérissement du dollar et les taux d'intérêt élevés ont découragé les investisseurs.

Un rapport du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (2) note toutefois que, « si la faiblesse de la monnaie américaine tout au long des années 70 a été une incitation importante, la forte hausse des cours du dollar en 1981 n'a pas dissuadé les firmes étrangères d'investir ». L'évolution la plus récente du cours du billet vert, qui valait encore en moyenne 5,44 F en 1981 et 6,50 F en 1982, n'en est pas moins de nature à décourager fortement les entreprises, petites et moyennes, qui font l'essentiel de leur commerce en France (Elf-Aquitaine, en revanche, dispose d'une balance dollar positive). Or les P.M.E. se sont elles aussi lancées sur le marché américain ; sur six cents sociétés françaises implantées, cent cinquante seraient des P.M.E. dont une trentaine exercent une activité industrielle.

L'analyse sectorielle des implantations françaises à laquelle se livre la B.F.C.E. est elle aussi intéressante. Jusqu'en 1980, la moitié des investissements français avaient été dirigés vers l'industrie manufacturière. Le rachat de Texagulf par Elf a fait régresser cette part à 31 %, tandis que le secteur pétrolier (en

fait Texagulf est plus une entreprise minière et chimique que pétrolière) est au premier rang avec 45 % du total investi.

« D'une manière générale, note encore M^{me} Robert, l'investissement commercial a accentué sa faiblesse d'année en année, passant de 33 % du total investi en 1973 à 13 % en 1981. » Or, à titre de comparaison, la part correspondante a été de 60 % pour le Japon et de 32 % pour la R.F.A. Le développement de puissants réseaux commerciaux a permis au Japon de détenir en 1980 une part de marché deux fois supérieure à celle des entreprises européennes.

Des obstacles nouveaux aux échanges

Ce choix stratégique semble cependant devoir être révisé à cause des obstacles nouveaux auxquels peuvent se heurter les importateurs. Les années 70, face à la concurrence japonaise notamment, ont vu les producteurs américains se tourner vers l'administration pour que soient prises des mesures de sauvegarde. Le CEPPI constate que, entre 1971 et 1978, la Federal Trade Commission a examiné cinquante-sept demandes de protection et cent quarante plaintes antidumping qui ont abouti aux contingents de roulements à billes (1973), d'acier (1976), de chaussures (1977), tandis que d'autres accords étaient négociés pour obtenir des limitations volontaires d'exportations pour les téléviseurs couleur (1977) et pour les automobiles (1981). Enfin des mesures douanières ont été prises pour protéger certains produits comme les pellicules photo, les champignons ou les motos.

La même étude du CEPPI souligne que « l'on assiste à une progression quasi parallèle des importations et de la production sous contrôle étranger » au cours des dernières années, et elle ajoute : « Les entreprises étrangères appuient leur pénétration par une implantation industrielle locale qui consolide leur part de marché totale » (d'autant que les trois quarts des importations

faites par le commerce de gros sous contrôle étranger proviennent d'entreprises appartenant aux filiales opérant aux États-Unis).

Cela est vrai depuis longtemps dans l'industrie protégée par les normes phytosanitaires, ce qui explique que pour 78 % l'offre étrangère soit assurée sur le marché américain par la production locale des filiales de groupes étrangers. Cela se développe dans l'électronique grand public (y compris de la part de pays comme la Corée du Sud, dont la société Gold Star va monter aux États-Unis ses téléviseurs couleur) et dans l'automobile, l'accord entre General Motors et Toyota pour la construction, en Californie, d'un modèle japonais en étant l'exemple récent le plus spectaculaire.

Pour les entreprises qui jugent le marché américain primordial pour leur avenir, l'implantation devient alors une nécessité pour tourner l'ensemble des barrières (tarifaires ou non) imposées par un protectionnisme renouveau.

Voilà pourquoi de nombreuses entreprises européennes, japonaises, voire des sociétés des pays nouvellement industrialisés, poursuivent la stratégie qui mène à créer une filiale ou à acquérir sur le territoire américain une affaire disposant d'un réseau de distribution important ou d'une technologie avancée. Dans cette perspective, il faudrait plutôt s'inquiéter de la faible implantation française (hors Texagulf) qui rend improbable la résorption rapide du déficit commercial avec les États-Unis (25,4 milliards de francs en 1982).

B. D.

(Lire page 10 les articles de BRUNO DETHOMAS et VÉRONIQUE MAURUS.)

(1) Cette étude, fondée sur les statistiques du département américain du commerce, prend en compte les investissements réalisés dans des entreprises où l'investisseur détient au moins 10 %.

(2) Les années 80 : quelles perspectives pour l'industrie américaine et les investissements internationaux, 1983, publié par la Documentation française.

L'Eglise, la rigueur, la solidarité

EN ces temps de dure contrainte, on ne pouvait manquer de tendre l'oreille aux propos que tenait, dimanche 22 mai, le Père Gérard Defois, au « Grand Jury R.T.L.-le Monde ». Qu'avait à dire le secrétaire général de l'épiscopat français sur la situation économique depuis que les évêques avaient publié une note à ce sujet ? Les positions avaient-elles changé en huit mois (la note remonte au 27 septembre 1982), alors qu'entre-temps le gouvernement a dû décréter un plan de rigueur qui ne peut manquer d'atteindre chaque Français dans sa façon de vivre ?

En aucune manière, répond le Père Defois, qui a le mérite de ne pas tourner autour du bûcher pour dire ce qu'il pense. « Parler de solidarité aujourd'hui, dit-il, c'est peut-être plus neuf qu'on ne le pense, plus difficile qu'on ne le pense (...). Il me semble que, aujourd'hui, se mettant en place des réflexes individualistes dans la société française : la solidarité me semble être une question de survie à une époque où l'ère ne peut pas affronter ses propres problèmes. »

Quant à savoir si l'Eglise n'encourt pas le reproche de « faire de la politique » en s'immisçant dans les questions économiques, le représentant de l'épiscopat n'en a cure. L'Eglise, en fait, « a sa manière », précise-t-il, « mais elle n'accepte pas d'entrer dans le jeu politique ». Et puis cette affirmation : « Nous ferons tout pour nous débarrasser de cette espèce de filet qui nous est continuellement jeté sur le dos. » Inutile de nous renvoyer à la sorcellerie, répond en somme le Père Defois, nous sommes dans le monde et nous y resterons, même si notre manière de nous y comporter est inhabituelle.

Difficile évidemment de faire coïncider cette pensée avec les courbes statistiques, les pourcentages du P.I.B. ou les taux de couverture du commerce extérieur. Non que l'Eglise manquerait de gens avertis pour parler chiffres à son tour, mais il lui pe-

rait que les modes de comportement des agents économiques influent sur la conjoncture autant, sinon plus, que les mesures gouvernementales. Sans doute a-t-elle conscience d'être la seule institution à pouvoir tenir ce langage que d'autres, quoi qu'ils en aient, se gardent de tenir de peur de passer pour des naïfs. C'est à peine si les experts osent souligner que la réussite des politiques économiques, comme en Allemagne fédérale ou au Japon, repose essentiellement sur le consensus des citoyens, qu'une politique acceptée est la seule qui ait des chances de réussir.

Accepter une politique, cela veut dire la prendre aussi avec ses inconvénients et donc supporter, au nom de la solidarité nationale, les sacrifices individuels qu'elle impose. A cela, les Français se sont le plus souvent refusés, ayant le sentiment — sans doute par trop inculqué — qu'il y a toujours plus riche qu'eux pour faire les frais de la rigueur. Tous ces refus catégoriques, toutes ces oppositions partiales, sont le reflet d'une société qui a perdu le sens du relatif et s'enfoncé dans le quant-à-soi avec d'autant plus de vigueur que ses membres, dans leur très grande majorité, n'ont plus à lutter pour leur survie. A-t-on pris garde que, depuis mai 1980, le pouvoir d'achat des Français a augmenté de 63 % malgré la multiplication par plus de trois fois et demi du coût de la vie ?

C'est sur ce fond de société d'abandon que l'Eglise intervient au nom de ce qui la regarde, c'est-à-dire au nom de la charité, un mot qu'elle est seule à pouvoir prononcer sans faire sourire. A condition, précise encore le Père Defois, de « l'entendre dans le grand sens du terme et non dans l'acception galvaudée du dix-neuvième siècle ». Laissons-lui donc le mot de la fin : « Dans la situation actuelle, l'homme ne peut avancer seul ; il a besoin d'interdépendance communautaire. »

LE RAPPORT MERLIN SUR L'HABITAT A PARIS

Que faire pour avoir un peu plus d'enfants et un peu moins de chiens dans les rues

La gravité de la crise du logement à Paris explique la demande faite, en janvier 1982 à M. Pierre Merlin (1) par M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, d'un rapport assorti de propositions pour améliorer la situation.

Le constat dressé est sévère : comparé au logement de la banlieue et à celui de la France

entière, le logement parisien est statistiquement ancien, exigü, locatif et peu confortable. Pour loger les plus pauvres et rassembler dans la ville les familles avec enfants, M. Merlin propose une politique du logement social, qu'il qualifie lui-même d'« ambivalente » et démontre que, sur vingt-cinq ans, elle est physiquement et financièrement possible.

d'ailleurs plus sensible chez ceux qui viennent d'emménager en accession à la propriété ou dans un appartement à loyer libre : leur revenu est supérieur de 30 % à la moyenne parisienne.

L'état du parc de 1 250 000 logements est largement responsable de cet état de fait, ainsi que la disparité des loyers (de 1 à 5 en moyenne entre le loyer soumis à la loi de 1948 et celui d'un logement neuf à loyer libre). On observe une prédominance de petits logements de une ou deux pièces (60 % du parc, soit deux fois plus qu'en banlieue et trois fois plus que dans le reste de la France). Quant au confort, il est plus médiocre qu'ailleurs, et c'est bien sûr fonction de l'âge de la ville. Enfin, Paris est peuplée de locataires (plus de 60 %) et ne compte qu'un quart de propriétaires occupants ou d'accédants à la propriété (plus de 50 % pour la France entière), le reste des habitants étant logés à titre gratuit, ou par leur employeur, ou encore en meublé ou comme sous-locataire. Près des deux tiers des logements appartiennent à des particuliers.

seules ou de ménages sans enfant (les trois quarts des ménages parisiens, contre la moitié des ménages français).

Enfin, Paris abrite près de 400 000 étrangers (soit 18 % de sa population), et donc proportionnellement beaucoup plus que la banlieue (14 %) et le reste de la France (8 %), dont plus de la moitié de femmes et d'enfants. Et 58 % des ménages immigrés habitent des logements sans aucun confort ou des « faux logements ».

Le « parc social de fait »

Cette ségrégation démographique, dit M. Merlin, est encore plus grave que la ségrégation sociale. L'embourgeoisement de Paris est indéniable. Cependant, si le revenu par personne est supérieur de 25 % à la moyenne nationale, ce chiffre masque de lourdes disparités : les familles aisées y sont plus nombreuses proportionnellement qu'ailleurs, mais les familles pauvres aussi. Cet embourgeoisement est

Axé sur une préemption systématique, par la municipalité, des immeubles encore soumis à la loi de 1948, sur l'achat de l'ensemble des terrains industriels ou publics mal utilisés et sur une gestion rigoureuse des logements H.L.M., cette politique suppose un effort conjugué durant un quart de siècle de la Ville et de l'État.

Où est le logement social dans tout cela ? Il est de deux sortes, dit M. Merlin. Le « parc social de droit », constitué par environ 100 000 logements H.L.M. et assimilés, et un « parc social de fait », composé de... 200 000 logements encore soumis à la loi de 1948. Il faudrait encore y ajouter 125 000 « faux logements » (hôtels meublés et garnis, chambres indépendantes). Or le parc social de fait des logements encore soumis à la loi de 1948 ne cesse de s'amenuiser, au rythme de 18 000 logements par an.

(Lire la suite page 11.)

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Polytechnicien, géographe, statisticien, démographe mais surtout urbaniste, M. Pierre Merlin a été président de l'université de Vincennes et a consacré de nombreux ouvrages à Paris et aux villes nouvelles. Le présent rapport a été préparé par un groupe restreint d'étude, composé, à côté de M. Merlin, de MM. André Masot, Jean-Claude Patité et Luc Tessier.

(2) Pour une véritable priorité au logement social à Paris, La Documentation française, 25-31, quai Voltaire, 75340 PARIS CEDEX 07, 120 F.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Cycles organisés en alternance avec les entreprises

2^e CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou 2 ans de Prépa.

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCE

8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise) et à des jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement 1^{er} juillet 1983



Dossier de candidature et brochure détaillée (et précisant le cycle) à IGS, 63, Avenue de Villiers 75017 PARIS.

Établissement privé d'enseignement supérieur

LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS

Où les P.M.E. trouvent un marché

ILS n'en croient pas leurs oreilles, les quinze patrons de P.M.E. venus aux États-Unis avec le C.N.P.F. pour y étudier une éventuelle implantation de leur entreprise. M. Guérard, le directeur américain de la SFENA, société qui fabrique des pilotes automatiques pour hélicoptères, leur explique « l'extrême souplesse d'adaptation de la main-d'œuvre ». « Quand ça va mal, dit-il, on prépare les chèques des gars qu'on veut licencier. Mais on n'est pas des monstres. On tient compte des cas particuliers. »

Atari, la célèbre entreprise de jeux vidéo, n'a-t-elle pas ainsi préparé mille cents chèques en une nuit lorsqu'elle a décidé de s'implanter en Asie du Sud-Est ?

S'introduire outre-Atlantique, c'est plus qu'un rêve pour ces dirigeants de sociétés petites et moyennes performantes. Et pas seulement pour éviter les foudres de l'inspection du travail. C'est parfois une question de survie. Ainsi M. Massiot est à la tête de L.E.A., une petite société (soixante-cinq employés et 22 millions de chiffre d'affaires) qui fabrique un appareil de mesure de qualité des systèmes de transmission. Avec quatre cents appareils vendus, le marché français des télécommunications est pratiquement saturé. Il faut donc aller voir à l'étranger. Parce qu'il dispose d'une technologie plus affinée que celle de ses concurrents et de prix inférieurs de 20 % à ceux des firmes américaines, M. Massiot se désespère pas de vendre une partie des trois mille appareils de mesure que devrait absorber le marché américain dans les prochaines années.

Ainsi encore, M. Geminiani, bouillonnant manager de la Société d'exploitation de brevets pour l'industrie et la marine (SEBIM), qui, à partir d'une invention de son père, a réussi à transformer cette entreprise provençale en fournisseur quasi exclusif de soupapes pour les réacteurs nucléaires et les chau-

dières des navires de la marine nationale. L'U.S. Navy a même passé à son licencié une commande de 4 millions de dollars américains - au grand dam de quelques sénateurs peu disposés à donner les plans français à la concurrence - et s'apprête à lui passer un contrat supplémentaire de 5 millions de dollars. Le développement plus systématique de la souppes française en Amérique passe donc par une installation outre-Atlantique.

La liberté d'entreprendre, partout encouragée aux États-Unis, grise ces chefs d'entreprise dynamiques. Là, plus qu'ailleurs, il est vrai, les succès stories montrent que la fortune peut être rapide. Apple Computer, la société d'ordinateurs individuels, créée en 1978 par deux jeunes gens - l'un de vingt et un ans, renvoyé de son collège, traitant d'un voyage en Inde et l'autre, de vingt-trois ans, était l'un de son passage de dix-huit mois comme technicien chez Hewlett-Packard - ne vient-elle pas d'entrer en quatre cent onzième position dans le prestigieux classement des cinquante premières entreprises industrielles américaines réalisé par la revue *Fortune*, et de s'offrir, pour gérer cette croissance, le P.D.G. de Pepsi-Cola ? A une moindre échelle, Televideo, créée naguère par un Coréen autodidacte, vient d'être cotée en Bourse pour une valeur de 700 millions de dollars.

La remontée de Renault

Il n'est d'ailleurs pas rare que ces aventuriers du capitalisme cèdent leur affaire, fortune faite, ne serait-ce, comme M. Amdahl, que pour en lancer une autre. Des listes d'entreprises à vendre sont fréquemment publiées par des cabinets d'expertise.

Il est une *success story* qui réjouit particulièrement les Français, c'est celle de l'Alliance, version améri-

caine de la Renault 9. Il est vrai qu'American Motors Corporation (A.M.C.) - filiale à 46 % de la Régie - n'a pas lésiné sur les moyens. 55 % des six cent cinquante potentiels interrogés répondaient ne pas vouloir acquiescer une automobile d'American Motors, tandis que 69 % d'entre eux se déclaraient hostiles à Renault, un nom entaché, outre-Atlantique, par le désastreux lancement de la Dauphine à l'extrême fin des années 50 ; on appela le modèle Alliance, un nom qui l'emporta sur Lafayette et Commander.

De plus, plusieurs centaines de conducteurs américains essayèrent la Renault 9 pour donner leur avis sur les adaptations nécessaires au goût local. Et cinq cents consommateurs testèrent les thèmes d'une signature commerciale (30 millions de dollars en un an). La qualité du modèle et son prix intéressant firent le reste. Désignée voiture de l'année par la revue *Motor Trend*, l'Alliance est vendue à plus de dix mille unités par mois depuis son lancement en septembre dernier.

Mais tout le monde ne peut pas, comme Renault, dépenser 420 millions de dollars aux États-Unis ou, comme Elf-Aquitaine, se payer pour la bagatelle de 14 milliards de francs « une belle auto ». Les autres lancent en septembre dernier. Mais tout le monde ne peut pas, comme Renault, dépenser 420 millions de dollars aux États-Unis ou, comme Elf-Aquitaine, se payer pour la bagatelle de 14 milliards de francs « une belle auto ». Les autres lancent en septembre dernier.

Les risques

Pour des P.M.E., qu'elles veulent pénétrer un large marché, se rapprocher de l'information technologique de pointe ou tourner une protectionnisme croissant qui fait, par exemple, que les universités commencent à se fermer aux étrangers dans les recherches sensibles, l'aventure est plus risquée. En cas d'échec, la vie même de la maison-mère peut être en jeu. Il faut donc réaliser la meilleure implantation - près du marché ou près de la matière grise, le choix est souvent difficile (jointe *venture*, achat, prise de participation, O.P.A.) ; on doit encore trouver les modes de financement, résoudre les aspects juridiques et fiscaux, recruter les hommes les plus sûrs qui assureront la réputation américaine de la société, mais qu'il faudra surmonter, notamment en leur distribuant des actions qui les attachent à l'entreprise et dont les dividendes sont faiblement imposés ; il faudra enfin chercher à entretenir les portes des marchés publics (recherche scientifique) par le *Buy American Act*. Dans toutes ces entreprises, on ne compte plus le nombre d'intermédiaires à rémunérer pour éviter les chausse-trappes de l'inévitable *lawyer* au *venture capitalist* (banquier qui prend participation et risque), du spécialiste d'immobilier industriel au chasseur de têtes.

Pour une petite entreprise, il faut compter de 500 000 à 1 million de dollars entre l'investissement initial et les pertes inévitables des premières années. Affirme une Française récemment installée par le *Buy American Act*. Dans toutes ces entreprises, on ne compte plus le nombre d'intermédiaires à rémunérer pour éviter les chausse-trappes de l'inévitable *lawyer* au *venture capitalist* (banquier qui prend participation et risque), du spécialiste d'immobilier industriel au chasseur de têtes.

Après quoi, si l'entreprise a eu les moyens humains et matériels pour déjouer les pertes initiales des exercices devenus bénéficiaires, c'est une forme de paradis patronal que ce pays, avec ses marges de l'ordre de 15 % en moyenne après impôt, la fiscalité inférieure à 4 % du chiffre d'affaires en France.

Il existe pourtant un risque en cas de réussite, c'est de perdre sa nationalité d'origine. N'est-ce pas ce qui est en train d'arriver à Qantel, petite entreprise française spécialisée dans la fabrication de lasers scientifiques et qui vient d'obtenir de la NASA un contrat de 1 million de dollars pour « traquer » les satellites ? « La filiale américaine de Qantel, dit la croissance est de 35 à 40 % par an - contre 20 % pour la maison-mère, est destinée à devenir dix fois plus grande que l'entreprise française », reconnaît son patron, M. Bret.

Aussi, pour égaliser le traitement des cadres français et américains, pouvoir notamment leur distribuer des actions et favoriser ainsi transfert de compétences et de personnel, une nouvelle holding va racheter les entreprises française et américaine.

Qantel-France deviendra alors une société de droit américain détenue à 100 % par des capitaux français. Mais qui se plaint après tout que Schlumberger soit aujourd'hui l'une des affaires les mieux cotées de Wall Street ? Sûrement pas M. Mitterrand qui consulte très régulièrement son patron, M. Jean Riboud, un homme qui gagne, selon le dernier numéro de *Business Week*, 700 000 dollars par an.

BRUNO DETHOMAS.

Texasgulf n'était pas l'investissement que croyait Elf

L'achat de Texasgulf, au prix fort, par Elf s'est révélé une erreur qui coûte très cher au groupe pétrolier français. Mais T.G. recèle d'autres richesses minérales - phosphate - dont les possibilités avaient au contraire été sous-estimées. Décidément, Elf n'a pas fait l'investissement qu'il croyait, cependant il continue à miser sur le développement de ses activités aux États-Unis, où il dépense son plus gros budget d'exploration de pétrole.

PERDUS au pays des canyons, sur les rives tourmentées du Colorado, vingt-trois bassins turquoises s'entrecroisent dans la roche brute, flaque de lumière aux formes douces taillées au gré du relief. Fois des mines de pépites, tristes et sales fourmillières. Dans les paysages grandioses de l'Utah, Cane Creek est un joyau posé au creux de la vallée. Une « toute petite exploitation » aux normes américaines. Mais unique au monde. Propre, belle et quasi déserte.

La potasse, extraite sous forme liquide des quelques 251 kilomètres de galeries qui ont été inondées, est déversée dans les bassins où, après addition d'un colorant bleu activant la réverbération, elle se solidifie sous l'action de la chaleur solaire. Elle est récoltée une fois l'an, à la pelleuse, comme du sable. Miraculeux. Une petite centaine d'hommes, au lieu de quatre cents par le procédé classique, peuvent extraire ainsi jusqu'à 500 000 tonnes de potasse par an.

Presque

une entreprise modèle

Technique, propriété, rentabilité, fidélité. Les tables de la loi sont chez Texasgulf au nombre de quatre. Appliquées partout, sensibles dans les moindres détails. Du complexe géant de Lee Creek, en Caroline du Nord, où gît à trente mètres sous terre, entre foudre et lagune, le cœur de la société, quelque 2,2 milliards de tonnes de phosphates (plusieurs centaines d'années de production), à la petite exploitation de Cane Creek, en passant par la mine « modèle » de Grainger, dans le Wyoming, dont le gisement (la moitié de la surface de Paris) pourrait couvrir à lui seul la consommation mondiale pendant trois cents ans. Trois pions d'hommes, là, grâce aux techniques ultrasonores qui y sont appliquées. La véritable exploitation de soufre de New-Gulf (Texas) elle-même, dont le gisement, aujourd'hui presque épuisé, est en activité depuis cinquante-quatre ans (la société fut créée en 1919), pourrait en remontrer à beaucoup, tant les installations, brisées comme un sou neuf, restent compétitives avec les plus modernes. Là s'opèrent jusqu'au délire l'esprit maison, « familial » dit-on à l'extérieur, liée à l'extrême, qui s'empare de l'absence de syndicats, considérés comme une tare, que de l'état des machines, du niveau des salaires ou de la chevelure à trois diamants, offerte à chacun pour ses trente ans de maison. Les lignées « T.G. » sont nombreuses - père, grand-père dans la maison - frères, cousins aussi.

Texasgulf, entreprise modèle ? Ce n'est pas un rêve, mais déjà presque un souvenir. En 1980, elle détenait sans conteste la palme de la rentabilité : 1 milliard de dollars de chiffres d'affaires, 325 millions de bénéfice net, presque autant d'investissements (352 millions) et d'endettement (344,4 millions), 2 milliards d'actifs et un rendement des actions de... 32 % !

Deux ans plus tard, T.G., ballottée par la crise qui a sapé tous les marchés et laminé ses prix de vente, trahissait par une série de chocs successifs, n'est plus que l'ombre - maigre de ce qu'elle a été. 1981 a été le plus terrible. Une année noire, marquée début février par la perte dans un accident d'avion des six principales têtes de son état-major, puis, en juillet, par la prise de contrôle sauvage d'un groupe totalement inconnu, français de surcroît, à l'abandon - la *trahison*, dit-on à l'extérieur - du groupe canadien, dit-on à l'intérieur. Il en résultait la perte d'un patrimoine minier important au Canada : il avait assuré 60 % des bénéfices de l'année précédente.

Partout ailleurs, c'était été la déroute. Ici, c'est la crise. Grave mais, sinon résolue, d'ores et déjà maîtrisée. La première pour passer, l'esprit maison et la souplesse des lois sociales aidant, Texasgulf a pu limiter les dégâts. Face à la chute des ventes de 18 % à 40 % selon les produits, des prix de vente (-15 % à -20 %) et donc du chiffre d'affaires (-20 % en 1982), l'entreprise s'est mise à la cape : les effectifs ont été réduits d'un bon quart (de quatre mille à trois mille personnes), les investissements, les

salaires bloqués, la production réduite au minimum. Depuis un an, l'exploitation des phosphates (60 % du chiffre d'affaires de la chimie) tourne à 60 % de ses capacités, celle de carbonate de sodium à 50 %, celle de potasse à 40 %, celle du soufre à 35 %. Seule la division pétrole et gaz, directement reprise en main par le nouveau propriétaire, Elf-Aquitaine, qui souhaite en faire un pilier de ses activités hors de France, a vu ses effectifs, ses investissements et ses moyens accrues.

Résultat : Texasgulf a réussi en 1981 et en 1982 à dégager des bénéfices, au moins dans la chimie (les quatre cinquièmes de l'activité), la division pétrole et gaz, tout en étant centrée sur l'exploration, ne pouvant que dégager des pertes. Ce n'est pas le bout du monde. Une petite centaine de millions de bénéfices net en 1981 pour la chimie, ce qui ne compense pas même le quart des pertes des hydrocarbures. Mais un exploit, compte tenu des circonstances.

Reste que la maison mère française a dû participer largement, faute de « cash flow », aux dépenses d'exploration pétrolière, en apportant une moitié environ des 167 millions de dollars dépensés. Qu'elle a dû aussi déboursar quelque 200 millions de dollars pour commencer à rembourser les emprunts (1,3 milliard de dollars) contractés pour le rachat de Texasgulf, et devra sortir environ 300 millions de dollars par an pendant huit ans pour finir de rembourser intérêts et capital.

On est très loin des objectifs affichés lors du rachat de T.G. Une O.P.A. brutale, à l'américaine. Préparée dans le secret le plus absolu - les lettres de proposition envoyées dans un coffre ont été imprimées à la dernière minute dans une entreprise spécialisée garantissant l'anonymat - elle a été lancée d'un coup à grand renfort d'avocats : un cabinet dans chaque Etat concerné. Elle réussit finalement, en dépit de l'opposition des dirigeants de T.G., grâce à l'appui du groupe canadien qui avait consenti une opération triangulaire. En échange de ses parts et moyennant une compensation, Elf lui cédait ses propres activités canadiennes et abandonnait celles de Texasgulf au Canada. C'est peu dire que le groupe français avait « mis le paquet ». Les actions achetées 56 dollars en vaudraient à peine 18 aujourd'hui, si elles étaient cotées. Coût total de l'opération : 2,349 milliards de dollars dont 1,355 versés « cash », produit d'un emprunt d'Elf sur le marché financier américain. « Nous avons été maladroits », reconnaît aujourd'hui M. Albin Chalandon, le P.D.G. du groupe Elf-Aquitaine. « On se fait toujours avoir quand on achète au plus haut. »

Un état-major gêné

Il est vrai qu'à l'époque le groupe comptait bien financer non seulement les dépenses d'exploration pétrolière outre-Atlantique, mais aussi une bonne partie de l'emprunt contracté, grâce aux mirifiques « cash flow » dégagés par sa prise. Veau, vache, cochon, couvée...

Rémi dans la grande salle lambrassée de la base de loisirs du groupe, en Caroline du Nord, l'état-major du groupe est bien embarrasé. Les Américains se lèvent cois, étonnés de découvrir ce « boss » français, si élégant, si bien élevé, si distant, aussi éloigné du style « maison » que possible, mais « ancien résident, donc courageux », dit-on.

Les deux dirigeants français dépechés sur place, l'un pour gérer l'ensemble des activités de T.G., l'autre pour reprendre en main la division pétrolière, pris entre deux feux, ne sont guère plus loquaces. Les membres de l'état-major français, un peu moins crispés, finissent par reconnaître qu'ils se sont « trompés dans leurs plans », lesquels prévoyaient des bénéfices élevés pendant au moins trois, quatre ans, mais qu'ils avaient, en revanche, « sous-estimé les possibilités futures de l'entreprise ».

Le marché des phosphates, comme celui de la plupart des matières produites par le groupe, est cyclique. Après deux ou trois ans de crise, 1985 devrait voir le retour à une phase haute. « Ce qui est certain, c'est qu'après 1990 Texasgulf bénéficiera d'une rente qui croîtra au fil des années », affirme M. Chalandon. Le gisement de Caroline du Nord est le second des États-Unis, après celui de Floride, qui dans dix ans sera épuisé, du moins à des coûts compétitifs. « Si on a une affaire qui gagne 200 millions de dollars par an dans dix ans et que le dollar vaille 20 francs, ce sera très profitable. »

Surtout, ajoute, à l'unisson cette fois, l'état-major d'Elf, mieux assuré dans un domaine qu'il connaît bien, Texasgulf apporte au groupe une

assise locale, indispensable auprès de l'administration et du monde financier notamment, pour tenter l'aventure pétrolière américaine, qui demeure son principal objectif. Les États-Unis possèdent encore un potentiel de réserves pétrolières inexploitées considérables, explique le responsable de la division hydrocarbures. Or le gouvernement américain offre actuellement à l'exploration de nombreux bassins (plus de blocs au cours de l'année 1983 que depuis les vingt dernières années). Elf a déjà participé au début de l'année à une grande vente publique en Alaska et a acquis des droits, en association avec Exxon, sur des permis dans le bassin de Norton.

Le groupe participera aux prochaines grandes ventes qui vont bientôt avoir lieu dans le golfe du Mexique, puis en Californie en août, probablement aussi l'an prochain en mer de Beaufort. Seul ou, la plupart du temps, en association. C'est que la concurrence est rude. Le colt d'acier est élevé, et Elf une bien petite multinationale face aux géants que sont Exxon, Mobil, Texaco, Shell, et les autres. « Nous préférons être un petit partenaire avec quelqu'un qui a de grandes connaissances qu'être un partenaire majeur avec une compagnie qui ne nous apporte rien du point de vue technique. »

Les chances de succès ? Impossibles à estimer. Le tout ou rien. Si tout va bien, assure le même responsable, les États-Unis seront dans dix ans la « troisième jambe du groupe ». La France ne représentera plus que 20 % des bénéfices (70 % actuellement), l'étranger 80 %, dont un tiers viendra des États-Unis, un tiers de la mer du Nord et un tiers du reste du monde.

D'ores et déjà, cette année, les opérations pétrolières américaines sont devenues le premier budget d'exploration du groupe, avec plus de 12 % des dépenses, devant le Gabon. Et les États-Unis, insiste M. Chalandon, sont l'un des rares endroits au monde où on peut faire des bénéfices et les rapatrier sans difficultés. « Le problème du groupe, c'est le renouvellement du passé. Franchement, on ne voit pas à quatre yeux que de la faire ici, en termes financiers du moins. »

Diversification

Bon. Mais Texasgulf ? « Nous aurions pu le faire sans eux », avoue un cadre. « Diversification », tranche M. Chalandon. « Tout investit dans la recherche pétrolière aurait été un trop grand risque. L'activité pétrolière est en récession. Pourquoi, dès lors, n'avoir pas investi en France ? Nous avons bien cherché. Le gouvernement précédent nous a dit : Pas en France. On nous reprochait, au Sénat notamment, de vouloir élargir le secteur public. Cette thèse était très étonnante de M. Valéry Giscard d'Estaing, René Monory et même Raymond Barre. Silence. »

« Nous avions un grand projet industriel, en association, dans l'agro-alimentaire. Frustration. Moindre, toutefois, que celle d'avoir « loupé » le rachat de Keor Mac Gee, une première O.P.A. américaine d'abord retardée à la demande de M. Giscard d'Estaing, pour des raisons « diplomatiques et politiques », explique à mots couverts l'un des cadres du groupe. « Les relations avec les États-Unis étaient tendues et V.G.E. négociait avec les Soviétiques », puis carrément torpillée par l'ancien ministre de l'Industrie, M. Giraud, lequel a ruiné les chances de réussite de l'affaire en la rendant publique trop tôt.

« Texasgulf était une occasion. Nous savions qu'elle ne se reproduirait plus », ajoute-t-on. Occasion, peut-être, mais surtout pari à long terme. Sur l'évolution du marché des matières premières d'abord. Sur les succès de l'exploration pétrolière, ensuite. Sur les capacités de réaction de l'entreprise, enfin. Car Texasgulf, assise sur ses réserves, n'est pas un modèle de dynamisme. Bons techniciens, gestionnaires, les cadres supérieurs n'ont pas, c'est un euphémisme, l'habitude commerciale. Les exportations, pourtant essentielles, sont restées jusqu'à présent relativement modestes - 20 à 25 % des débouchés tout au plus. Beaucoup reste donc à faire dans ce domaine, comme dans l'exploration pétrolière, activité relativement nouvelle pour T.G. L'appui du groupe Elf aidant - il a notamment permis de décrocher le premier contrat avec l'Union soviétique - la part exportée du chiffre d'affaires devrait, à terme, être portée de 40 à 45 %. « Le management ne va pas rester inactif. Il va essayer d'avoir de l'imaginaire », assure M. Chalandon. Le management en question, par bonheur, ne comprend pas encore le français.

VERONIQUE MAURIS.

Une mission suivie d'effet

UNE mission du C.N.P.F., ça sert à quoi ? Trop de congrès, de voyages d'information, paraissent des prétextes à dépaysement pour éluder cette question. Pourtant, la multiplicité des contacts, des visites d'usines à Sarrebruck, dans la Silicon Valley, à Los Angeles, à Dallas et à Washington du 23 au 30 avril ont porté leurs fruits.

Trois semaines après le retour, M. Brana, président de Thomson-Lucas, filiale de Thomson spécialisée dans l'informatique, qui, fort impressionné par la visite de Machine Intelligence, une entreprise de robot de la troisième génération récemment créée par un ancien chercheur du Stanford Research Institute, en a tiré son pari. Il vient de racheter Automatique Européenne, une petite entreprise française de robots, « pour être présent dans ce secteur », dit-il.

M. Joël Renault, président-directeur général de Deltadore, une entreprise de régulation thermique par informatique, n'a pas non plus chiqué. Son projet est prêt : dix personnes aux États-Unis, quatre au Canada, deux personnes de plus dans le bureau d'études en France pour travailler sur la spécificité des produits destinés au marché américain et

l'espoir d'un temps de retour de quatre ou cinq ans pour un investissement estimé par ses barèmes à 7 millions de francs (1 million de dollars). « Je suis seul avec moi-même pour prendre ces jours-ci la décision d'y aller ou pas. »

M. Maury-Labrière, président-directeur général de l'ulterie et briquetterie française, avait pour sa part, à Los Angeles, fait une proposition pour la vente de tuiles. Il était moins cher que les Américains. Un téléx est arrivé peu après son retour : « Confirmez-vous votre prix ? » Voilà un contrat pour la couverture en quatre couleurs de cinq cents maisons qui pourrait augmenter les exportations de 8 millions de francs. Ce sont les réussites.

M. Massiot, le président de L.E.A., une firme électroacoustique, pourrait s'implanter prochainement sur la côte est. Et ce ne sont là que quelques exemples. Qu'importe que, sur les quatre cents entreprises créées chaque année dans la Silicon Valley, trois cents meurent dans les premiers mois. Qu'importe que, parmi les implantations françaises outre-Atlantique, plus de 70 % échouent. Il existe encore parfois un esprit d'entreprise.

DAFSA vient de publier dans sa collection

ANALYSES DE SECTEURS

un ouvrage intitulé

LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS

Près de la moitié des communes françaises confient la gestion de leur service de collecte des déchets ménagers à des entreprises plutôt que d'en assurer elles-mêmes l'exploitation en régie. L'impact de ces entreprises est encore plus net dans le domaine du traitement puisque 55 % des installations, d'une capacité moyenne trois fois supérieure à celles exploitées en régie, sont gérées par elles.

Devant les faibles perspectives de croissance dans le domaine de la collecte des ordures ménagères dont le taux de desserte est élevé, les entreprises ont assuré leur croissance par le développement :

- de l'activité de collecte dans de nouveaux services :
- collecte sélective (verre, matières plastiques, papiers-cartons) ;
- collecte des objets encombrants ;
- de la diversification dans la collecte de déchets industriels ;
- de l'exploitation d'unités de traitement dont le parc s'est sensiblement accru, le taux de desserte de la population passant de 56 % en 1974 à 87 % en 1981.

Parmi les grandes entreprises de collecte et de traitement des déchets ménagers, plus de 30 ont été analysées. La plupart de ces entreprises sont liées aux deux principales firmes du secteur :

- la SITA (groupe Lyonnais des eaux) ;
- la C.G.E.A. (groupe C. générale des eaux).

Ce qui caractérise la structure d'exploitation au niveau de l'ensemble du secteur est l'importance du taux de valeur ajoutée :

- les frais de personnel représentent plus de la moitié du produit ;
- la dotation aux amortissements élevés s'explique par la forte composante en matériels de transport des immobilisations d'exploitation.

L'analyse a fait apparaître que les plus grandes entreprises, hormis celles qui ont également une activité de conception et de réalisation de matériel, dégagent les meilleurs taux de résultat. On peut relier ce phénomène au pouvoir de négociation des contractants.

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA au 7, rue Bergère, 75009 Paris, au prix de 4 500 F h.t., 4 815 F t.t.c. Tél. : (1) 523-19-19.

سكوان الوطن

LES SYNDICATS DE PLUS EN PLUS SUR LA DÉFENSIVE

Moins de 4 % d'augmentation des salaires au Japon

Sans démonstrations de force ni manifestations de masse, les syndicats des grandes entreprises japonaises ont accepté, en avril et mai, des augmentations de salaire annuelles d'environ 4 %, soit l'équivalent de 270 francs par mois. Il s'agit du taux d'accroissement le plus bas depuis près de trente ans. Il est inférieur de 1 % à celui de l'an dernier et légèrement supérieur au taux d'inflation estimé à 2,70 %. Certes, les difficultés

économiques ont favorisé la modération. Mais cette fragilité reflète aussi l'extrême flexibilité, le pragmatisme et la discipline du monde ouvrier japonais. C'est surtout une nouvelle victoire du patronat, partisan, comme le gouvernement, de l'austérité et de l'esprit de sacrifice, face à des syndicats à l'indépendance, à la capacité de mobilisation et à la politisation n'ont pas cessé de s'effriter au fil des années.

Les printemps japonais n'est plus tout à fait ce qu'il était. Traditionnellement, deux grandes offensives, celle des *sakura* et celle du *shunto* (lutte du printemps), annonçaient son retour à coups de pétards et de billets.

La floraison silencieuse des cerisiers dans les jardins répandait l'éclosion bruyante des cortèges syndicaux dans les rues. Aujourd'hui, les fleurs blanches sont toujours au rendez-vous, mais les drapeaux ne quessiment plus du paysage. La récession, les divisions et le réalisme aidant, l'offensive, qui n'était le plus souvent qu'un rituel inoffensif, s'est vidée de sa défensive. Le *shunto* a annulé ses grèves, remis ses drapeaux et rabaisé ses prétentions salariales minimales qui étaient cette année de 5 %.

La crise et le spectre d'une contagion économique et syndicale type occidental font peur. Alors que le grand patronat prônait la « croissance zéro » des salaires, les syndicats du secteur dominant de l'économie ne sont peut-être qu'à demi mécontents : dans les coulisses leurs représentants, plus portés au compromis qu'à l'affrontement, ont tout de même obtenu 4 % auxquels viendront s'ajouter les primes, bonus et avantages dont on ne fait pas officiellement état.

Le pouvoir syndical

Au Japon, dans le monde ouvrier comme dans la galaxie industrielle, le pouvoir syndical est omniprésent dans les grandes firmes. Dans le secteur des P.M.E., qui représente 70 % de la force de travail mais où la plupart des employés ne sont pas syndiqués, les augmentations seront inférieures à 4 %. Fin avril, seules 27 % des P.M.E. avaient signé des accords prévoyant une augmentation salariale. Dans la structure verticale et très hiérarchisée des entreprises nippones, le taux moyen de syndicalisation est de 66 % dans les firmes de plus de mille employés ; il tombe à 31 % dans celles employant de cent à mille personnes, à 7 % de trente à cent employés et à 2,5 % en dessous.

Dans les P.M.E. les salaires moyens sont inférieurs de 30 % à

ceux des grandes firmes. Pour les femmes, qui représentent 40 % de la force de travail, ils sont dans tous les cas inférieurs de moitié à ceux des hommes.

Les récents développements de l'influence croissante, quasi absolue, de la fédération des employeurs (*nikkeiren*) face aux quatre grandes confédérations ouvrières, incapables, malgré leurs velléités de concertation, de faire vraiment front.

Depuis vingt ans ces dernières ont échoué dans leurs tentatives de créer des syndicats professionnels intégrés et solidaires par secteurs industriels. Elles se heurtent à la multitude des « syndicats maison » autonomes, autofinancés et organisés liés à la direction de leurs entreprises. Chez les intérêts particuliers du groupe et l'esprit maison l'ont toujours emporté sur les notes d'ordre des confédérations ouvrières et l'esprit de classe. Et les syndicats privés représentent la grande majorité de l'ensemble.

Une règle d'or

Cette année comme l'an dernier l'argumentation des confédérations en faveur d'une relance de la consommation par le biais d'augmentations salariales plus substantielles n'a pas pesé lourd devant celle du patronat pour qui la santé des entreprises passe d'abord par des sacrifices salariaux et sociaux, par le renforcement de l'austérité. Le raisonnement patronal est simple : pour maintenir la compétitivité, les profits et les investissements - c'est-à-dire pour maintenir le Japon au tête du peloton - il convient de travailler plutôt plus et de dépenser plutôt moins. Les augmentations de salaires sont directement fonction de l'augmentation de la productivité.

C'est là une règle d'or qui fait la fortune du Japon. Une règle d'or, mais les trains ont roulé : d'un côté qui s'est renforcé au sein du garage. Aujourd'hui, même le rituel des défilés-études ne s'est plus de mise, et ce printemps avait l'air d'un automne syndical.

R.-P. PARINGAUX.

Le rapport Merlin sur l'habitat à Paris

(Suite de la page 9.)

L'utilisation massive, depuis son introduction en 1965, de la possibilité de bail de six ans à loyer libre après aux normes de confort (et ces logements pour près de la moitié, sont inoccupés) serait responsable d'un peu près la moitié des « déviances » de la loi de 1965.

Il y a bien sûr aussi les démolitions, les fusions de plusieurs logements (souvent des chambres indépendantes), les mises en copropriété et... les sorties illégales de la loi. M. Merlin chiffre à près de 100 % les logements en confort avec un loyer libre illégal. Les occupants de ce parc social de fait sont souvent âgés (retraités) et les ressources modestes. Cependant, il y a là des rentes de situation : 17 % de ces logements avaient, en 1978, un revenu supérieur de 23 % à la moyenne parisienne.

Or, les immeubles entiers de ce type (de 20 à 25 logements en moyenne) sont vendus chaque année, dont les deux tiers sont acquis par des marchands de biens qui les réhabilitent et les revendent en copropriété. Le niveau de préemption par la Ville, les immeubles en moyenne depuis 1977, n'a représenté que 3 % des transactions, contre 7 % en 1981. L'Office d'H.L.M. de la Ville et les sociétés d'économie sociale en ont acheté 4 %.

Le parc social de fait est, dit M. Merlin, « l'enjeu majeur du logement social à Paris en 1982, plus que l'accélération (nécessaire par ailleurs) de la construction neuve sociale ».

L'un des grands axes des propositions du rapport est une politique intensive de préemption de ces immeubles anciens (455 par an) permettant de « sortir », en moyenne annuelle, 6 100 logements (dont 5 100 réhabilités) de zones d'habitat social.

Le deuxième axe est celui d'une politique foncière audacieuse, portant sur une totalité de 750 hectares (en plus des 120 hectares de zones d'habitat social actuellement en cours), les deux tiers provenant de grandes entreprises publiques (S.N.C.F. notamment), le reste de la restructuration des implantations industrielles. Ces zones, la cadence de M. Merlin par an, devront permettre la construction de 8 000 logements, dont 5 000 logements sociaux de grande taille (65 %), 1 000 logements sociaux de moyenne taille (21 %), et 1 000 logements sociaux de petite taille (14 %). En tout, de 1983 à 2005, il s'agit de construire ou de réhabiliter 7 000 logements, dont 1 69 000 logements sociaux, 54 000 logements sociaux intermédiaires et 34 000 logements à loyer libre.

En 1982, le coût global, sur un budget de 117 milliards de francs (88 milliards pour les logements sociaux et 29 milliards pour les logements intermédiaires). Ce coût global représente l'effort de la Ville et de l'Etat, soit, pour la Ville, le triplement de son effort financier annuel (8,5 % du budget total, fonctionnement et investissement, au lieu de 3 % actuellement), qui devrait être porté à 12,2 milliards de francs. M. Merlin évalue à 700 millions de francs en 1981 l'effort de la municipalité en faveur du logement et à 1 000 mil-

liards de francs son effort total en cinq ans, les dépenses pour le logement intermédiaire, à raison d'une centaine de logements par an, étant qualifiées de « gouffre financier ». C'est la vieille querelle (le 22 février) de savoir si l'on considère l'aide au logement intermédiaire comme une aide au logement social.

L'Etat, de son côté, devrait mener un effort, jugé « finalement modeste » (moins de 2,5 % du budget national, soit moins que le poids démographique de la capitale, qui est de 4 %).

Ces chiffres financiers seraient pendant inopérants si une politique commune n'était pas permise sur les objectifs et les moyens, et si les affrontements politiques qui ont suivi les élections de mai n'ont pas permis de...

Les socialistes et M. Chirac d'accord pour ajourner la publication ?

La principale caractéristique du rapport est de définir clairement ce que pourrait être une politique socialiste de l'habitat à Paris. Le document est prêt à la date prévue (fin 1982). Dans la bataille des municipales, le logement est le point faible du bilan de M. Chirac.

On n'a pu imaginer que le rapport Merlin devienne, entre les mains du candidat socialiste à la mairie de Paris, une mine d'arguments, d'exemples, de chiffres jusqu'ici présentés en ordre dispersé, mais pudiquement, ou non collectés, peut-être simplement par négligence. Les données du rapport sont d'autant plus fortes que les chiffres présentés étaient ceux mêmes fournis, pour la première fois, de manière exhaustive, par la Ville de Paris. Tandis que M. Chirac n'hésite pas à attribuer à l'Etat - depuis mai 1981 - son (relatif) échec en la matière, le gouvernement s'efforce de remettre la publication du rapport à l'après-bataille électorale et en avait fort courtoisement en mai de Paris, sans contrepartie.

Ce « sacrifice » d'une pièce importante de l'édifice qui devait s'expliquer par une pression sur le maire de Paris pour mettre en œuvre après les élections au sein d'une partie des propositions de M. Merlin. Un tel accord, même partiel, même contraint, entre un gouvernement socialiste et un maire R.P.R., au nom de l'intérêt général, aurait été extraordinaire : si extraordinaire qu'il n'est pas, et plus spécialement à Paris, qu'il ne peut s'agir que de politique-fiction.

Il semble bien que le rapport Merlin, pour complet et passionnant qu'il soit, ne doive pas faire l'objet d'une exploitation systématique de la part du gouvernement, même si, comme le dit M. Merlin, « la décision de 1983 offre la dernière chance pour Paris », sauf à porter « la responsabilité d'avoir laissé la capitale se transformer en ghetto d'habitat social exclus des pauvres et des familles ». Au plan politique local, on ne voit pas pourquoi M. Chirac mènerait une politique active du logement des catégories défavorisées, alors que l'exode de celles-ci vers la périphérie lointaine est en relation directe avec

ses victoires électorales. De la même façon, l'utilisation intensive par M. Quilès d'un programme aussi politiquement marqué n'avait que peu de chances de rassurer et de lui rallier un électoral viscéralement hostile : c'est bien à Paris que la Quilès a eu la plus forte remonte à la mobilisation la plus intense.

Un spéculateur qui sommeille

Enfin, sur un plan politique plus général, tenter d'engager pour la capitale un programme radical aurait justifié les accusations « colportées » qu'on ne se lance au gouvernement, « prisonnier communiste ». M. Merlin n'explique que, par préemption, la Ville se bornerait à substituer aux marchands de biens pour rétablir autant que faire se peut un équilibre démographique perdu, que les propriétaires y perdent rien, une telle détermination serait ressentie comme une nouvelle spoliation des propriétaires d'immeubles soumis à la loi de 1965. A ce titre, faire du batarage autour du rapport Merlin aurait sans doute des effets politiques négatifs par la crispation supplémentaire d'une grande partie de l'opinion politique.

Expliquer qu'une telle politique à long terme a pu s'appliquer durant des décennies à Amsterdam ou à Stockholm est sans effet : dans le cœur de chaque Français un spéculateur individualiste sommeille qui envie plutôt qu'il ne condamne les profits injustifiés ou excessifs. Or les données des logements parisiens sont la propriété de particuliers.

Faute d'avoir reconnu ses limites plus psychologiques qu'économiques, faute d'avoir vu les effets pervers possibles de l'utilisation du rapport (sans parler de son œuvre), M. Merlin risque fort d'avoir simplement enrichi les rayons de bibliothèques d'un excellent outil de travail pour les chercheurs : ces quatre pages denses constituent la meilleure source des données disponibles - et les statistiques bien imparfaites - sur le logement à Paris.

Avoir espéré qu'il pût en tirer quelque chose d'un peu utopique.

J.-M. DOYÈRE.

Pour lutter efficacement contre LE BRUIT

exigez les véritables BOULES QUIES

lenders en la protection individuelle

est d'un végétal naturel, les BOULES QUIES sont parfaitement sûrs et sains.

le produit français vendu et utilisé dans 36 pays

Toutes Pharmacies ou pour tous renseignements : Tél. 022.86.88



S'IL VOUS FAUT UN MICRO-ORDINATEUR GOUPI A CHAQUE ÉTAGE.

S'il vous faut un micro-ordinateur Goupil à chaque étage, il vous faut aussi un distributeur à la hauteur de la situation.

Distributeur exclusif du micro-ordinateur Goupil, Microfrance met toute sa puissance d'intervention à votre service : les compétences techniques et le savoir-faire

d'une équipe qui maîtrise toute la gamme des produits et logiciels tournant sur Goupil, et puis la disponibilité d'un stock important de matériel qui vous garantit une livraison rapide.

Pour vos plus complexes installations on site, appelez Microfrance au 776.25.37.

microfrance
LES HOMMES QUI VOIENT GOUPI EN GRAND.
50 DISTRIBUTEURS EN ÎLE-DE-FRANCE.

73, avenue du Président-Wilson - 92606 Puteaux-La Défense.

Ingénieurs ou Universitaires équivalents

l'industrie du logiciel a sa Grande Ecole...

faites votre M.S. en France

Le CERICS a été créé par CERAM, CII HONEYWELL BULL, l'INRIA, avec le soutien de l'Agence de l'Informatique.

CERICS

Le CERICS vous permet d'accéder aux fonctions d'INGÉNIEUR LOGICIEL en un an de formation sur un programme à niveau international.

Des bourses d'étude sont offertes aux étudiants par le CERICS par grandes entreprises qui se proposent de recruter.

CERICS

Sophia Antipolis 06561 Valbonne Cedex. Tél. (93) 33.95.95.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA MUSICA - Internationale (589-38-69), 20 h
LIT VERS - Chappelle de la Sculpture (508-09-46), 20 h 30.

Les salles subventionnées municipales

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : la Belle Hélène.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 14 h 30 : le Médecin volant, Amphitryon ; 20 h 30 : la Seconde Surprise de l'amour ; la Colombine.

REAUROUBOURG (277-13-33) Châteauneuf : 16 h : Introduction à la musique contemporaine n° 2 ; 20 h : Le temps des cathédrales : Dieu est lumière.

Les autres salles

CINQ DIAMANTS (380-18-62), 21 h : Monsieur Milord.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41) 15 h 30 : Ruy Blas de Molière ; 20 h 30 : le Diable à quatre.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : L'Amour et l'Amour.

CONSTANCE (258-97-42), 20 h 45 : Chantique de deux filles et d'un étranger.

ESCALIER D'OR (232-15-10), 21 h : A la recherche de Samson.

HUCHETTE (326-39-99), 20 h 30 : Cantatrice chamoise ; 20 h 30 : la Légende ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres ; 22 h 30 : les Femmes de l'air.

JEUNE THÉÂTRE NATIONAL (271-31-00), 21 h : Crépescule.

NOUVEAUTES (770-32-76), 20 h 30 : L'Amour et l'Amour.

POCHE (548-92-97), 21 h : Vera Baxter.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79) 12 h 30 : L'Écluse des jours.

THÉÂTRE DU TRÉFLE (82-45), 20 h 30 : Croque sur l'air ; 21 h 30 : Appétits ; 22 h 15 : J. Charly : Pour de rire.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : François, l'air est à nous.

THÉÂTRE DES DEUX ANES (10-26), 21 h : A vos ronds, Flac.

Les comédies musicales

POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Il n'y a pas d'âge.

Le music-hall

DÉCHARGEURS (236-08-02), 21 h 45 : F. Montaner.

LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h 30 : J. Florent.

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : Ph. Bica (Bach, Schumann, Beethoven) ; 21 h : Miguel (Miguel).

ESPACE CARDIN, 20 h 30 : M. Lucernaire (Offenbach).

ÉGLISE SAINT-GEORGES, 12 h 45 : C. (Bach).

Festival

VII-JOURNÉES DE SAINT-AIGNAN Hôtel de Saint-Aignan A 21 h : Petit collage de musique de Visé, Montevideo...

Jazz, pop, rock, folk

CASINO DE PARIS (285-00-39), 21 h : J. Mayol/M. Taylor.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : S. Guehri, R. Vasseur.

FORUM (297-33-39), 21 h : J. Mayol/M. Taylor.

NEW MORNING (232-51-41), 17 h 30 : J. Mayol/M. Taylor.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : J. Mayol/M. Taylor.

REGION PARISIENNE Fête de L'été ouverte : M. Lagueyrie, Sapho, Gubitch-Calo.

VINCENNES, 19 h 30 : J. Mayol/M. Taylor.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de 16 ans, (**) aux moins de 18 ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-34-24) Relâche.

REAUROUBOURG (278-35-67) 15 h : Quinzaine des cinémas de France (1969/1982) : Gamin de C. Duras ; 17 h : les Fils de Piero, de F.-E. ; 19 h : Châtaigne indienne : la Fin de la...

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2 (742-82-54).

ATOMIC CAFE (A., v.f.) : Movies, 1 (200-43-99) ; Saint-Sébastien, 2 (354-50-91) ; Olympia Entrepre, 14 (542-67-42).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Timpier, 3 (272-94-56).

LES AVENTURES DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 6 (770-47-55).

LES AVENTURES DU MONDE (A., v.f.) : Forum, 1 (297-33-74) ; 2 (297-33-74) ; 3 (297-33-74) ; 4 (297-33-74) ; 5 (297-33-74) ; 6 (297-33-74) ; 7 (297-33-74) ; 8 (297-33-74) ; 9 (297-33-74) ; 10 (297-33-74) ; 11 (297-33-74) ; 12 (297-33-74) ; 13 (297-33-74) ; 14 (297-33-74) ; 15 (297-33-74) ; 16 (297-33-74) ; 17 (297-33-74) ; 18 (297-33-74) ; 19 (297-33-74) ; 20 (297-33-74) ; 21 (297-33-74) ; 22 (297-33-74) ; 23 (297-33-74) ; 24 (297-33-74) ; 25 (297-33-74) ; 26 (297-33-74) ; 27 (297-33-74) ; 28 (297-33-74) ; 29 (297-33-74) ; 30 (297-33-74) ; 31 (297-33-74) ; 32 (297-33-74) ; 33 (297-33-74) ; 34 (297-33-74) ; 35 (297-33-74) ; 36 (297-33-74) ; 37 (297-33-74) ; 38 (297-33-74) ; 39 (297-33-74) ; 40 (297-33-74) ; 41 (297-33-74) ; 42 (297-33-74) ; 43 (297-33-74) ; 44 (297-33-74) ; 45 (297-33-74) ; 46 (297-33-74) ; 47 (297-33-74) ; 48 (297-33-74) ; 49 (297-33-74) ; 50 (297-33-74) ; 51 (297-33-74) ; 52 (297-33-74) ; 53 (297-33-74) ; 54 (297-33-74) ; 55 (297-33-74) ; 56 (297-33-74) ; 57 (297-33-74) ; 58 (297-33-74) ; 59 (297-33-74) ; 60 (297-33-74) ; 61 (297-33-74) ; 62 (297-33-74) ; 63 (297-33-74) ; 64 (297-33-74) ; 65 (297-33-74) ; 66 (297-33-74) ; 67 (297-33-74) ; 68 (297-33-74) ; 69 (297-33-74) ; 70 (297-33-74) ; 71 (297-33-74) ; 72 (297-33-74) ; 73 (297-33-74) ; 74 (297-33-74) ; 75 (297-33-74) ; 76 (297-33-74) ; 77 (297-33-74) ; 78 (297-33-74) ; 79 (297-33-74) ; 80 (297-33-74) ; 81 (297-33-74) ; 82 (297-33-74) ; 83 (297-33-74) ; 84 (297-33-74) ; 85 (297-33-74) ; 86 (297-33-74) ; 87 (297-33-74) ; 88 (297-33-74) ; 89 (297-33-74) ; 90 (297-33-74) ; 91 (297-33-74) ; 92 (297-33-74) ; 93 (297-33-74) ; 94 (297-33-74) ; 95 (297-33-74) ; 96 (297-33-74) ; 97 (297-33-74) ; 98 (297-33-74) ; 99 (297-33-74) ; 100 (297-33-74) ; 101 (297-33-74) ; 102 (297-33-74) ; 103 (297-33-74) ; 104 (297-33-74) ; 105 (297-33-74) ; 106 (297-33-74) ; 107 (297-33-74) ; 108 (297-33-74) ; 109 (297-33-74) ; 110 (297-33-74) ; 111 (297-33-74) ; 112 (297-33-74) ; 113 (297-33-74) ; 114 (297-33-74) ; 115 (297-33-74) ; 116 (297-33-74) ; 117 (297-33-74) ; 118 (297-33-74) ; 119 (297-33-74) ; 120 (297-33-74) ; 121 (297-33-74) ; 122 (297-33-74) ; 123 (297-33-74) ; 124 (297-33-74) ; 125 (297-33-74) ; 126 (297-33-74) ; 127 (297-33-74) ; 128 (297-33-74) ; 129 (297-33-74) ; 130 (297-33-74) ; 131 (297-33-74) ; 132 (297-33-74) ; 133 (297-33-74) ; 134 (297-33-74) ; 135 (297-33-74) ; 136 (297-33-74) ; 137 (297-33-74) ; 138 (297-33-74) ; 139 (297-33-74) ; 140 (297-33-74) ; 141 (297-33-74) ; 142 (297-33-74) ; 143 (297-33-74) ; 144 (297-33-74) ; 145 (297-33-74) ; 146 (297-33-74) ; 147 (297-33-74) ; 148 (297-33-74) ; 149 (297-33-74) ; 150 (297-33-74) ; 151 (297-33-74) ; 152 (297-33-74) ; 153 (297-33-74) ; 154 (297-33-74) ; 155 (297-33-74) ; 156 (297-33-74) ; 157 (297-33-74) ; 158 (297-33-74) ; 159 (297-33-74) ; 160 (297-33-74) ; 161 (297-33-74) ; 162 (297-33-74) ; 163 (297-33-74) ; 164 (297-33-74) ; 165 (297-33-74) ; 166 (297-33-74) ; 167 (297-33-74) ; 168 (297-33-74) ; 169 (297-33-74) ; 170 (297-33-74) ; 171 (297-33-74) ; 172 (297-33-74) ; 173 (297-33-74) ; 174 (297-33-74) ; 175 (297-33-74) ; 176 (297-33-74) ; 177 (297-33-74) ; 178 (297-33-74) ; 179 (297-33-74) ; 180 (297-33-74) ; 181 (297-33-74) ; 182 (297-33-74) ; 183 (297-33-74) ; 184 (297-33-74) ; 185 (297-33-74) ; 186 (297-33-74) ; 187 (297-33-74) ; 188 (297-33-74) ; 189 (297-33-74) ; 190 (297-33-74) ; 191 (297-33-74) ; 192 (297-33-74) ; 193 (297-33-74) ; 194 (297-33-74) ; 195 (297-33-74) ; 196 (297-33-74) ; 197 (297-33-74) ; 198 (297-33-74) ; 199 (297-33-74) ; 200 (297-33-74) ; 201 (297-33-74) ; 202 (297-33-74) ; 203 (297-33-74) ; 204 (297-33-74) ; 205 (297-33-74) ; 206 (297-33-74) ; 207 (297-33-74) ; 208 (297-33-74) ; 209 (297-33-74) ; 210 (297-33-74) ; 211 (297-33-74) ; 212 (297-33-74) ; 213 (297-33-74) ; 214 (297-33-74) ; 215 (297-33-74) ; 216 (297-33-74) ; 217 (297-33-74) ; 218 (297-33-74) ; 219 (297-33-74) ; 220 (297-33-74) ; 221 (297-33-74) ; 222 (297-33-74) ; 223 (297-33-74) ; 224 (297-33-74) ; 225 (297-33-74) ; 226 (297-33-74) ; 227 (297-33-74) ; 228 (297-33-74) ; 229 (297-33-74) ; 230 (297-33-74) ; 231 (297-33-74) ; 232 (297-33-74) ; 233 (297-33-74) ; 234 (297-33-74) ; 235 (297-33-74) ; 236 (297-33-74) ; 237 (297-33-74) ; 238 (297-33-74) ; 239 (297-33-74) ; 240 (297-33-74) ; 241 (297-33-74) ; 242 (297-33-74) ; 243 (297-33-74) ; 244 (297-33-74) ; 245 (297-33-74) ; 246 (297-33-74) ; 247 (297-33-74) ; 248 (297-33-74) ; 249 (297-33-74) ; 250 (297-33-74) ; 251 (297-33-74) ; 252 (297-33-74) ; 253 (297-33-74) ; 254 (297-33-74) ; 255 (297-33-74) ; 256 (297-33-74) ; 257 (297-33-74) ; 258 (297-33-74) ; 259 (297-33-74) ; 260 (297-33-74) ; 261 (297-33-74) ; 262 (297-33-74) ; 263 (297-33-74) ; 264 (297-33-74) ; 265 (297-33-74) ; 266 (297-33-74) ; 267 (297-33-74) ; 268 (297-33-74) ; 269 (297-33-74) ; 270 (297-33-74) ; 271 (297-33-74) ; 272 (297-33-74) ; 273 (297-33-74) ; 274 (297-33-74) ; 275 (297-33-74) ; 276 (297-33-74) ; 277 (297-33-74) ; 278 (297-33-74) ; 279 (297-33-74) ; 280 (297-33-74) ; 281 (297-33-74) ; 282 (297-33-74) ; 283 (297-33-74) ; 284 (297-33-74) ; 285 (297-33-74) ; 286 (297-33-74) ; 287 (297-33-74) ; 288 (297-33-74) ; 289 (297-33-74) ; 290 (297-33-74) ; 291 (297-33-74) ; 292 (297-33-74) ; 293 (297-33-74) ; 294 (297-33-74) ; 295 (297-33-74) ; 296 (297-33-74) ; 297 (297-33-74) ; 298 (297-33-74) ; 299 (297-33-74) ; 300 (297-33-74) ; 301 (297-33-74) ; 302 (297-33-74) ; 303 (297-33-74) ; 304 (297-33-74) ; 305 (297-33-74) ; 306 (297-33-74) ; 307 (297-33-74) ; 308 (297-33-74) ; 309 (297-33-74) ; 310 (297-33-74) ; 311 (297-33-74) ; 312 (297-33-74) ; 313 (297-33-74) ; 314 (297-33-74) ; 315 (297-33-74) ; 316 (297-33-74) ; 317 (297-33-74) ; 318 (297-33-74) ; 319 (297-33-74) ; 320 (297-33-74) ; 321 (297-33-74) ; 322 (297-33-74) ; 323 (297-33-74) ; 324 (297-33-74) ; 325 (297-33-74) ; 326 (297-33-74) ; 327 (297-33-74) ; 328 (297-33-74) ; 329 (297-33-74) ; 330 (297-33-74) ; 331 (297-33-74) ; 332 (297-33-74) ; 333 (297-33-74) ; 334 (297-33-74) ; 335 (297-33-74) ; 336 (297-33-74) ; 337 (297-33-74) ; 338 (297-33-74) ; 339 (297-33-74) ; 340 (297-33-74) ; 341 (297-33-74) ; 342 (297-33-74) ; 343 (297-33-74) ; 344 (297-33-74) ; 345 (297-33-74) ; 346 (297-33-74) ; 347 (297-33-74) ; 348 (297-33-74) ; 349 (297-33-74) ; 350 (297-33-74) ; 351 (297-33-74) ; 352 (297-33-74) ; 353 (297-33-74) ; 354 (297-33-74) ; 355 (297-33-74) ; 356 (297-33-74) ; 357 (297-33-74) ; 358 (297-33-74) ; 359 (297-33-74) ; 360 (297-33-74) ; 361 (297-33-74) ; 362 (297-33-74) ; 363 (297-33-74) ; 364 (297-33-74) ; 365 (297-33-74) ; 366 (297-33-74) ; 367 (297-33-74) ; 368 (297-33-74) ; 369 (297-33-74) ; 370 (297-33-74) ; 371 (297-33-74) ; 372 (297-33-74) ; 373 (297-33-74) ; 374 (297-33-74) ; 375 (297-33-74) ; 376 (297-33-74) ; 377 (297-33-74) ; 378 (297-33-74) ; 379 (297-33-74) ; 380 (297-33-74) ; 381 (297-33-74) ; 382 (297-33-74) ; 383 (297-33-74) ; 384 (297-33-74) ; 385 (297-33-74) ; 386 (297-33-74) ; 387 (297-33-74) ; 388 (297-33-74) ; 389 (297-33-74) ; 390 (297-33-74) ; 391 (297-33-74) ; 392 (297-33-74) ; 393 (297-33-74) ; 394 (297-33-74) ; 395 (297-33-74) ; 396 (297-33-74) ; 397 (297-33-74) ; 398 (297-33-74) ; 399 (297-33-74) ; 400 (297-33-74) ; 401 (297-33-74) ; 402 (297-33-74) ; 403 (297-33-74) ; 404 (297-33-74) ; 405 (297-33-74) ; 406 (297-33-74) ; 407 (297-33-74) ; 408 (297-33-74) ; 409 (297-33-74) ; 410 (297-33-74) ; 411 (297-33-74) ; 412 (297-33-74) ; 413 (297-33-74) ; 414 (297-33-74) ; 415 (297-33-74) ; 416 (297-33-74) ; 417 (297-33-74) ; 418 (297-33-74) ; 419 (297-33-74) ; 420 (297-33-74) ; 421 (297-33-74) ; 422 (297-33-74) ; 423 (297-33-74) ; 424 (297-33-74) ; 425 (297-33-74) ; 426 (297-33-74) ; 427 (297-33-74) ; 428 (297-33-74) ; 429 (297-33-74) ; 430 (297-33-74) ; 431 (297-33-74) ; 432 (297-33-74) ; 433 (297-33-74) ; 434 (297-33-74) ; 435 (297-33-74) ; 436 (297-33-74) ; 437 (297-33-74) ; 438 (297-33-74) ; 439 (297-33-74) ; 440 (297-33-74) ; 441 (297-33-74) ; 442 (297-33-74) ; 443 (297-33-74) ; 444 (297-33-74) ; 445 (297-33-74) ; 446 (297-33-74) ; 447 (297-33-74) ; 448 (297-33-74) ; 449 (297-33-74) ; 450 (297-33-74) ; 451 (297-33-74) ; 452 (297-33-74) ; 453 (297-33-74) ; 454 (297-33-74) ; 455 (297-33-74) ; 456 (297-33-74) ; 457 (297-33-74) ; 458 (297-33-74) ; 459 (297-33-74) ; 460 (297-33-74) ; 461 (297-33-74) ; 462 (297-33-74) ; 463 (297-33-74) ; 464 (297-33-74) ; 465 (297-33-74) ; 466 (297-33-74) ; 467 (297-33-74) ; 468 (297-33-74) ; 469 (297-33-74) ; 470 (297-33-74) ; 471 (297-33-74) ; 472 (297-33-74) ; 473 (297-33-74) ; 474 (297-33-74) ; 475 (297-33-74) ; 476 (297-33-74) ; 477 (297-33-74) ; 478 (297-33-74) ; 479 (297-33-74) ; 480 (297-33-74) ; 481 (297-33-74) ; 482 (297-33-74) ; 483 (297-33-74) ; 484 (297-33-74) ; 485 (297-33-74) ; 486 (297-33-74) ; 487 (297-33-74) ; 488 (297-33-74) ; 489 (297-33-74) ; 490 (297-33-74) ; 491 (297-33-74) ; 492 (297-33-74) ; 493 (297-33-74) ; 494 (297-33-74) ; 495 (297-33-74) ; 496 (297-33-74) ; 497 (297-33-74) ; 498 (297-33-74) ; 499 (297-33-74) ; 500 (297-33-74) ; 501 (297-33-74) ; 502 (297-33-74) ; 503 (297-33-74) ; 504 (297-33-74) ; 505 (297-33-74) ; 506 (297-33-74) ; 507 (297-33-74) ; 508 (297-33-74) ; 509 (297-33-74) ; 510 (297-33-74) ; 511 (297-33-74) ; 512 (297-33-74) ; 513 (297-33-74) ; 514 (297-33-74) ; 515 (297-33-74) ; 516 (297-33-74) ; 517 (297-33-74) ; 518 (297-33-74) ; 519 (297-33-74) ; 520 (297-33-74) ; 521 (297-33-74) ; 522 (297-33-74) ; 523 (297-33-74) ; 524 (297-33-74) ; 525 (297-33-74) ; 526 (297-33-74) ; 527 (297-33-74) ; 528 (297-33-74) ; 529 (297-33-74) ; 530 (297-33-74) ; 531 (297-33-74) ; 532 (297-33-74) ; 533 (297-33-74) ; 534 (297-33-74) ; 535 (297-33-74) ; 536 (297-33-74) ; 537 (297-33-74) ; 538 (297-33-74) ; 539 (297-33-74) ; 540 (297-33-74) ; 541 (297-33-74) ; 542 (297-33-74) ; 543 (297-33-74) ; 544 (297-33-74) ; 545 (297-33-74) ; 546 (297-33-74) ; 547 (297-33-74) ; 548 (297-33-74) ; 549 (297-33-74) ; 550 (297-33-74) ; 551 (297-33-74) ; 552 (297-33-74) ; 553 (297-33-74) ; 554 (297-33-74) ; 555 (297-33-74) ; 556 (297-33-74) ; 557 (297-33-74) ; 558 (297-33-74) ; 559 (297-33-74) ; 560 (297-33-74) ; 561 (297-33-74) ; 562 (297-33-74) ; 563 (297-33-74) ; 564 (297-33-74) ; 565 (297-33-74) ; 566 (297-33-74) ; 567 (297-33-74) ; 568 (297-33-74) ; 569 (297-33-74) ; 570 (297-33-74) ; 571 (297-33-74) ; 572 (297-33-74) ; 573 (297-33-74) ; 574 (297-33-74) ; 575 (297-33-74) ; 576 (297-33-

Le Monde

régions

Ile-de-France

Les syndicats ont pignon sur rue

Au nom de l'image de marque

Pour les organisations syndicales, l'histoire de leur logement à Paris se confond avec la Bourse du Travail. Tout commence à la fin du XIX^e siècle, quand le mouvement ouvrier s'installe dans la capitale.

Alors que les syndicats parisiens, l'Union départementale et l'Union régionale C.G.T. bénéficiaient de locaux, les autres organisations syndicales se plaignaient - et se plaignent - d'être sans place qui leur soit accordée. F.O., la C.F.D.T., la C.F.T.C. ont dû attendre pour une habitation digne de leur nom.

Pendant un temps, les organisations ont espéré la réalisation d'un projet de Bourse du Travail qui aurait réglé le problème. On a fait miroiter de multiples avantages, mais le projet n'a jamais abouti.

Puis, sans réellement se concerter, chacun - sauf la C.G.T. qui était déjà hébergée - a fini par se décider d'ouvrir pour son propre compte. L'illusoire communauté syndicale, abrégée acroniquement, n'était que sur le plan de l'action.

Le « patriotisme » d'organisation

Au nom du logement dû à la Ville de Paris, la C.F.T.C. vient d'obtenir une subvention de 2 millions de francs pour la réalisation de la deuxième tranche de travaux dans son siège de la rue de la Fayette, à côté de la F.O. On y attribue 560 mètres carrés de bureaux, pour une union régionale parisienne, dans un immeuble de la rue Beaumont, propriété de la Ville. Enfin, la C.F.D.T. négocie, il y a quelques jours, un bâtiment pour ses « parisiens » dont le projet est actuellement en cours de réalisation.

Quant à la C.G.C., elle frappe aux portes de l'Hôtel de Ville, mais commence à se désespérer.

Au stade suivant du « dossier logement », les organisations syndicales, on trouve les fédérations et les confédérations qui, si elles sont domiciliées à Paris - à Montreuil, à l'autre bout du périphé-

re, pour la C.G.T. - se peuvent prétendre à une aide de la municipalité en raison de leurs compétences professionnelles, soit confédérales, soit pour mettre à l'aise, jusqu'à la fin de l'été, le maire Pierre Bureau.

Quant à la C.G.T., installée depuis 1934 rue La Fayette, elle est une situation qualifiée d'« anachronique », il s'agit bien d'adapter le travail syndical à la vie moderne et d'utiliser les locaux pour perdre moins de temps et être plus efficaces.

Pour certains, il existe un « patriotisme » d'organisation qui s'exprime par la fierté de posséder un beau bâtiment. C'est, modestement, pour la C.F.T.C. qui aime à dire qu'elle revient à la rue Cadet (9^e), on en a encore n'y avait jamais cru, F.O. qui se voit locataire par sagesse. Dans le cas de la C.G.C., également locataire, on devient même assés au bout de la logique du refus, en prévoyant des ressources financières, adéquates à une véritable politique immobilière, sans être soupçonné de se faire des idées.

Au départ, pourtant, le problème de chacune des organisations ressemble à celui de l'autre. Les besoins des locaux croissent, on se trouve à l'étroit dans son siège - un leitmotiv - et l'on recherche des solutions fonctionnelles qui amènent souvent à déménager.

Ainsi la C.G.C., dont le siège confédéral occupe 1 700 m² de bureaux répartis sur deux étages, imagine qu'il lui faudrait de 6 000 à 7 000 m² pour être à l'aise et y adjoindre le service de formation et celui d'impression. Sinon, les syndicats parisiens et les fédérations, dit M. Travers, le trésorier, évaluent nos besoins à 18 000 m² à 20 000 m².

F.O. et la C.F.T.C. se justifient par la nécessité d'assurer des services d'interdépendance, tels que les secrétariats, l'imprimerie, la légèreté ou l'information.

De 2 600 m² de la rue Cadet, la C.F.D.T. estime indispensable de passer à 7 000 m² de Belleville, en raison de la dispersion des services confédéraux et pour mettre à l'aise, jusqu'à la fin de l'été, le maire Pierre Bureau.

Quant à la C.G.T., installée depuis 1934 rue La Fayette, elle est une situation qualifiée d'« anachronique », il s'agit bien d'adapter le travail syndical à la vie moderne et d'utiliser les locaux pour perdre moins de temps et être plus efficaces.

Pour certains, il existe un « patriotisme » d'organisation qui s'exprime par la fierté de posséder un beau bâtiment. C'est, modestement, pour la C.F.T.C. qui aime à dire qu'elle revient à la rue Cadet (9^e), on en a encore n'y avait jamais cru, F.O. qui se voit locataire par sagesse. Dans le cas de la C.G.C., également locataire, on devient même assés au bout de la logique du refus, en prévoyant des ressources financières, adéquates à une véritable politique immobilière, sans être soupçonné de se faire des idées.

Au départ, pourtant, le problème de chacune des organisations ressemble à celui de l'autre. Les besoins des locaux croissent, on se trouve à l'étroit dans son siège - un leitmotiv - et l'on recherche des solutions fonctionnelles qui amènent souvent à déménager.

Ainsi la C.G.C., dont le siège confédéral occupe 1 700 m² de bureaux répartis sur deux étages, imagine qu'il lui faudrait de 6 000 à 7 000 m² pour être à l'aise et y adjoindre le service de formation et celui d'impression. Sinon, les syndicats parisiens et les fédérations, dit M. Travers, le trésorier, évaluent nos besoins à 18 000 m² à 20 000 m².

F.O. et la C.F.T.C. se justifient par la nécessité d'assurer des services d'interdépendance, tels que les secrétariats, l'imprimerie, la légèreté ou l'information.

Au stade suivant du « dossier logement », les organisations syndicales, on trouve les fédérations et les confédérations qui, si elles sont domiciliées à Paris - à Montreuil, à l'autre bout du périphé-

re, pour la C.G.T. - se peuvent prétendre à une aide de la municipalité en raison de leurs compétences professionnelles, soit confédérales, soit pour mettre à l'aise, jusqu'à la fin de l'été, le maire Pierre Bureau.

Quant à la C.G.T., installée depuis 1934 rue La Fayette, elle est une situation qualifiée d'« anachronique », il s'agit bien d'adapter le travail syndical à la vie moderne et d'utiliser les locaux pour perdre moins de temps et être plus efficaces.

Pour certains, il existe un « patriotisme » d'organisation qui s'exprime par la fierté de posséder un beau bâtiment. C'est, modestement, pour la C.F.T.C. qui aime à dire qu'elle revient à la rue Cadet (9^e), on en a encore n'y avait jamais cru, F.O. qui se voit locataire par sagesse. Dans le cas de la C.G.C., également locataire, on devient même assés au bout de la logique du refus, en prévoyant des ressources financières, adéquates à une véritable politique immobilière, sans être soupçonné de se faire des idées.

Au départ, pourtant, le problème de chacune des organisations ressemble à celui de l'autre. Les besoins des locaux croissent, on se trouve à l'étroit dans son siège - un leitmotiv - et l'on recherche des solutions fonctionnelles qui amènent souvent à déménager.

Ainsi la C.G.C., dont le siège confédéral occupe 1 700 m² de bureaux répartis sur deux étages, imagine qu'il lui faudrait de 6 000 à 7 000 m² pour être à l'aise et y adjoindre le service de formation et celui d'impression. Sinon, les syndicats parisiens et les fédérations, dit M. Travers, le trésorier, évaluent nos besoins à 18 000 m² à 20 000 m².

F.O. et la C.F.T.C. se justifient par la nécessité d'assurer des services d'interdépendance, tels que les secrétariats, l'imprimerie, la légèreté ou l'information.

Au stade suivant du « dossier logement », les organisations syndicales, on trouve les fédérations et les confédérations qui, si elles sont domiciliées à Paris - à Montreuil, à l'autre bout du périphé-

la mesure de leur audience. Elles achètent des immeubles, construisent et s'agrandissent. Au nom de leur politique immobilière - que recouvre leur politique tout court - les organisations ont fait, récemment, beaucoup d'efforts. L'Union régionale F.O. s'est installée en 1981 rue Beaumont. La C.F.T.C. a achevé la rénovation de ses locaux de la rue des Ecluses-Saint-Martin, au mois de mars. La C.F.D.T. s'apprête à déménager, en 1984, pour rejoindre son nouvel immeuble de Belleville. Enfin, la C.G.T. a emménagé - en juin 1982 (fédérations) et l'automne (confédérations) - dans son somptueux « complexe » de la porte de Montreuil.

FACTURES

● C.F.T.C. : le choix de la raison

Pour son immeuble de la rue des Ecluses-Saint-Martin, la C.F.T.C. a fait, en deux étapes, les travaux de rénovation. La première tranche (5 millions de francs) a été réalisée en 1972. La seconde, achevée en avril 1983, a coûté 9 millions de francs. Elle est couverte par un emprunt de 5 millions de francs, à 11,5 %, auprès de la Caisse des dépôts et par une subvention de 2 millions de francs de la Ville de Paris.

La reste (2 millions) a été payé par une augmentation du capital d'une société civile immobilière (S.C.I.) - dont toutes les organisations C.F.T.C. présentes sont locataires, - réalisée grâce à des dons, des participations de diverses organisations C.F.T.C. et une part « immobilière » dans le prix de la carte confédérale, actuellement de 5 francs.

La C.F.T.C., qui doit acquitter une taxe de 870 000 francs pour dépasser le plafond légal de densité, mène des négociations pour en obtenir la suppression. Dans ses locaux, la C.F.T.C. dispose de 2 700 m² sur quatre niveaux avec quatre-vingt bureaux et trois salles de réunion.

● C.F.D.T. : les leçons de l'expérience

Trop à l'étroit dans ses locaux neufs de la rue Cadet, la C.F.D.T. s'installe, en 1984, dans un immeuble de 7 500 m² sur sept étages, actuellement en construction à l'angle du boulevard de la Villette et de la rue de Belleville, dans l'lot de rénovation Rébeval (dx-neuvième). Cet immeuble est réalisé par la Capri, filiale de la Caisse des dépôts, qui en assure la maîtrise d'ouvrage, selon un cahier des charges.

L'opération est financée par trois sources. La vente de l'immeuble de la rue Cadet, réalisée depuis deux ans, a assuré 30 %. Ce qui fait que nous sommes locataires... chez nous », plaisante le trésorier de la C.F.D.T. 40 % sont couverts par divers emprunts souscrits auprès de la Caisse des dépôts, du Crédit mutuel et de la Meuf. Les 30 % restantes proviennent de provisions et d'une cotisation spéciale - de 40 centimes par timbre, cette année - décidée lors du congrès de Brest en 1978.

La taxe pour création de bureaux, égale à 200 francs par mètre carré, qui devait être acquittée, fait l'objet d'une subvention équivalente.

● C.G.C. : un ton grinçant

Aborder la question immobilière, à la C.G.C., c'est remuer le couteau dans la plaie et provoquer des réactions amères. « Nous ne sommes pas des pleureuses, mais notre indépendance finit par nous coûter cher ».

Locataire, ne supportant pas que les autres soient propriétaires, la C.G.C. lorgne sur les avantages, réels ou supposés, de ceux qui construisent.

« Nous cherchons un local et nous voulons connaître le coût exact de l'opération », explique-t-on en soulignant que des dons ont été placés dans cette éventualité. Quant à consacrer une part de la cotisation à un fonds immobilier, la question n'est pas encore à l'ordre du jour.

● C.G.T. : le prix du grandiose

Dominer la porte de Montreuil, à sa manière, telle est l'ambition, avec ses façades de verre et de brique, d'une « grande maison » de la C.G.T. s'impose d'emblée dans le gigantisme avec un rien de l'Élysée.

Les chiffres eux-mêmes sont éloquentes : 54 000 m² de surfaces construites, 40 000 m² pour loger les fédérations, 20 000 m² pour la confédération, 22 000 m² pour la presse...

Le coût final de l'opération est, lui aussi, astronomique puisque l'attribution de 330 millions de francs sans l'immeuble de la presse dont les fondations ont été, cependant, réalisées. Pour financer le tout, la C.G.T. a compté sur 110 millions d'apports propres, composés d'économies et de réalisations d'actifs telles que la vente des immeubles des fédérations ou du siège de la rue La Fayette, actuellement en cours. Pour 220 millions, la centrale ouvrière s'est procurée aux emprunts de toutes sortes et de toutes origines avec un délai moyen de quinze ans et un taux moyen de 11 %.

En attendant, les difficultés financières sont reconnues par la C.G.T., qui évoque l'absence de « frappe » pour le financement de Montreuil, en lui donnant un sens très politique. Ainsi, elle avait toujours refusé de payer - et de prévoir dans son budget - les 5,5 millions de taxes dus au titre de la création de mètres carrés de bureaux. Une subvention gouvernementale est venue, récemment, en compenser le règlement.

S'ajoute une difficulté juridique-financière. Le complexe de Montreuil appartient à une société civile immobilière (S.C.I.) de copropriétaires alors que, pour des commodités pratiques, les banques ont retenu la seule caution de la confédération.

Finalement, ce sont les adhérents qui paieront Montreuil. Il y a huit ans avait été créé un « fonds immobilier confédéral » alimenté par une augmentation de la cotisation. Sa part est actuellement fixée à 8,50 F par carte et à 0,23 F par timbre mensuel, sachant que, en moyenne, chaque adhérent n'acquiesce que huit timbres par an.

A. L.

La Bourse du travail, monument historique ?

En parle-t-on dans le monde du travail à Paris ? Non, mais les monuments historiques, c'est différent. En 1790, les monuments de la République ont été classés.

Peut-être, dans le monde du travail, l'institution ont pris depuis 1888. Lorsqu'on y pénètre, on se sent plus à l'aise qu'ailleurs.

Derrière la grande porte, on tonnerait les pères fondateurs - Fernand Pelloutier, Jean Jaurès, Louis Jouhaux - les banquettiers, les instituteurs, les militants, les syndicalistes, les hommes de la République.

Quant à la bibliothèque, que l'architecte a symboliquement placée au plus haut, elle est ouverte à tous. Les ouvriers qui viennent d'apprendre à lire et à écrire s'y précipitent pour y accéder. Le Capital, les occupants furent les syndicalistes et les militants, la Bourse du Travail, la Bourse du Travail, la Bourse du Travail.

être le P.C. de la lutte contre le capitalisme. Moins d'un an après son inauguration, l'édifice était fermé par la préfecture de police. Il ne devait rouvrir que trois ans plus tard.

Vient alors les grandes heures de la Bourse, celles des luttes et des conquêtes menées par une organisation unique, la Confédération générale du travail. Celles aussi de la culture ouvrière. Les bureaux étaient autant de salles de cours, la bibliothèque ne désemplissait pas et, sous la verrière, on donnait des opéras entre deux meetings. L'immeuble du boulevard Magenta devenu trop étroit pour les majorités de gauche pour se donner deux succursales : en 1934 au 85, rue Charlot (3^e) et en 1945 au 67, rue de Turbigo.

Puis le temps a fait son œuvre. Le secours mutuel s'est mué en Sécurité sociale, l'enseignement en éducation, la culture en loisirs. Quant à la culture elle-même, elle a regagné ses autres traditions.

La Bourse de Paris et ses annexes appartiennent toujours à la Ville de Paris. Celle-ci les met gratuitement à la disposition des syndicats de la capitale qui se répartissent à l'usage les trois cents bureaux et les trois cents salles de cours. Le fonctionnement de la Bourse - et les subventions qu'elle reçoit - est financé, en somme, par les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque.

La Bourse de Paris et ses annexes appartiennent toujours à la Ville de Paris. Celle-ci les met gratuitement à la disposition des syndicats de la capitale qui se répartissent à l'usage les trois cents bureaux et les trois cents salles de cours. Le fonctionnement de la Bourse - et les subventions qu'elle reçoit - est financé, en somme, par les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque.

La Bourse de Paris et ses annexes appartiennent toujours à la Ville de Paris. Celle-ci les met gratuitement à la disposition des syndicats de la capitale qui se répartissent à l'usage les trois cents bureaux et les trois cents salles de cours. Le fonctionnement de la Bourse - et les subventions qu'elle reçoit - est financé, en somme, par les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque.

La Bourse de Paris et ses annexes appartiennent toujours à la Ville de Paris. Celle-ci les met gratuitement à la disposition des syndicats de la capitale qui se répartissent à l'usage les trois cents bureaux et les trois cents salles de cours. Le fonctionnement de la Bourse - et les subventions qu'elle reçoit - est financé, en somme, par les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque.

La Bourse de Paris et ses annexes appartiennent toujours à la Ville de Paris. Celle-ci les met gratuitement à la disposition des syndicats de la capitale qui se répartissent à l'usage les trois cents bureaux et les trois cents salles de cours. Le fonctionnement de la Bourse - et les subventions qu'elle reçoit - est financé, en somme, par les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque.

La Bourse de Paris et ses annexes appartiennent toujours à la Ville de Paris. Celle-ci les met gratuitement à la disposition des syndicats de la capitale qui se répartissent à l'usage les trois cents bureaux et les trois cents salles de cours. Le fonctionnement de la Bourse - et les subventions qu'elle reçoit - est financé, en somme, par les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque.

La Bourse de Paris et ses annexes appartiennent toujours à la Ville de Paris. Celle-ci les met gratuitement à la disposition des syndicats de la capitale qui se répartissent à l'usage les trois cents bureaux et les trois cents salles de cours. Le fonctionnement de la Bourse - et les subventions qu'elle reçoit - est financé, en somme, par les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque.

La Bourse de Paris et ses annexes appartiennent toujours à la Ville de Paris. Celle-ci les met gratuitement à la disposition des syndicats de la capitale qui se répartissent à l'usage les trois cents bureaux et les trois cents salles de cours. Le fonctionnement de la Bourse - et les subventions qu'elle reçoit - est financé, en somme, par les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque.

La Bourse de Paris et ses annexes appartiennent toujours à la Ville de Paris. Celle-ci les met gratuitement à la disposition des syndicats de la capitale qui se répartissent à l'usage les trois cents bureaux et les trois cents salles de cours. Le fonctionnement de la Bourse - et les subventions qu'elle reçoit - est financé, en somme, par les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque, les cotisations de l'époque.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résident à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

Le Monde

SOCIAL

M. BERGERON A

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

« Il y a des déclarations »

Le Monde

économie

SOCIAL

M. BERGERON AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

« Il y a des limites à ne pas dépasser » déclare le secrétaire général de F.O.

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 22 mai, M. André Bergeron, secrétaire général du syndicat Force ouvrière (F.O.), a « solennellement » mis en garde le gouvernement contre le risque de tensions sociales et déploré l'insuffisance de la concertation. « Il y a des limites à ne pas dépasser », a-t-il déclaré. La politique conventionnelle est un élément d'équilibre dont aucun gouvernement ne saurait se priver, parce qu'on ne peut pas conduire une politique économique si l'on ne dispose pas d'un minimum de stabilité. Il faut mieux pressentir le danger avant qu'il n'apparaisse, plutôt que d'être contraint de faire face dans des conditions que nous avons connues dans le passé.

M. Bergeron, qui a regretté de ne pouvoir discuter vraiment avec le premier ministre, M. Pierre Mauroy, « de ce qui doit être discuté », a annoncé qu'il sera reçu, le jeudi 26 mai à 10 heures, par le président François Mitterrand. « Je lui dirai ce que j'ai sur le cœur de ce point de vue. Et je suis persuadé qu'il ne sera pas insensible à mon propos. » M. Bergeron s'est également déclaré très préoccupé de la baisse du pouvoir d'achat, et s'est demandé s'il ne valait pas mieux « admettre quelquefois un point d'inflation de plus que de courir le risque de tensions sociales qui peuvent devenir dangereuses (...). Je suis sûr, tôt ou tard, que ces tensions se produiront. Je ne le souhaite pas ».

En ce qui concerne la protection sociale, M. Bergeron, après s'être déclaré convaincu que le gouvernement ne retiendrait pas l'hypothèse

d'un moindre remboursement de certains actes chirurgicaux, ce que M. Mitterrand a confirmé (voir d'autre part), a rappelé que F.O. n'était pas favorable à une budgétisation qui, selon lui, devrait être accompagnée d'une réforme de la fiscalité, fût-ce de celle des salariés supportant des charges supérieures à ce qu'elles devraient être, comme c'est déjà le cas pour l'impôt sur le revenu.

Abordant ensuite la question du chômage, le secrétaire général de F.O. a estimé que l'on compterait 200 000 chômeurs supplémentaires à la fin de l'année. Selon lui, le déficit cumulé de l'UNEDIC devrait atteindre 10 à 12 milliards de francs en 1983.

« Je suis très inquiet pour le devenir du système d'assurance chômage dans la forme qui est la sienne aujourd'hui », a-t-il poursuivi. « Je redoute que, du fait des divergences qui existent entre les représentations syndicales et le patronat, on en vienne à un système qui ne sera plus du tout celui-là. Naturellement, on indemniserait encore les chômeurs. Mais comment, sous quelle forme, avec quel mécanisme ? Je n'en sais rien. »

Après avoir réaffirmé que le partage des revenus était « un rêve et une illusion », et ses craintes de voir les conseils d'atelier, dans les entreprises nationalisées, « pris en main par les hommes du parti communiste », M. Bergeron a déclaré que le P.C. « allait s'accrocher au gouvernement comme la misère au monde ».

LE FESTIVAL POUR L'EMPLOI DE LA J.O.C.-J.O.C.F.

M. Mauroy propose une « table ronde » des mouvements de jeunesse

Près de trente mille jeunes, aux dires des organisateurs, se sont rassemblés, samedi 21 et dimanche 22 mai à La Courneuve, pour participer au premier festival pour l'emploi des jeunes, organisé par la J.O.C. et la J.O.C.F. (Jeunesse ouvrière chrétienne).

Venant au lendemain de la « table ronde » de Matignon consacrée à l'insertion sociale et professionnelle des moins de vingt-cinq ans (le Monde daté 22-23 mai), cette manifestation a revêtu une importance particulière, avec la présence de M. Pierre Mauroy, lors de la séance inaugurale, et celle de M. Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, qui a participé à un débat avec les jeunes jockistes. Plusieurs ministères étaient également représentés à ce festival, où ont été accueillies des délégations du P.C.F., du P.S., de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

Dans la boue et sous les boursasques — avec quelques rares éclaircies le dimanche — des milliers de jeunes se sont ainsi rassemblés à La Courneuve pour ce festival pour l'emploi que la J.O.C.-J.O.C.F. préparait de longue date.

Samedi et dimanche, des cars, venus de toute la France, ont déversé des délégations joyeuses et déterminées qui se sont regroupées devant le podium central. Edifiées sur une colline gazonnée, une gigantesque main ouverte, symbolisant le chômage et la volonté de travailler, dominait la scène.

Par son ampleur, la manifestation a démontré la capacité de la J.O.C.-J.O.C.F. à mobiliser des jeunes touchés ou préoccupés par le chômage, mais capables aussi d'entendre les propos de responsables gouvernementaux venus s'adresser à eux.

Après le discours inaugural, samedi après-midi, prononcé à double voix par le président de la J.O.C.F., M. Sylvie Duclaux, et le président de la J.O.C., M. Alain Mahé, salué de cris et d'applaudissements, M. Pierre Mauroy s'adressa à la foule sous une pluie battante.

« La crise actuelle n'est pas la vôtre, mais elle n'est pas la mienne non plus », lança M. Mauroy, qui rappela que son gouvernement avait toujours souhaité une croissance forte pour résoudre le chômage.

« D'autres gouvernements, qui ne pensent pas comme nous, nous en empêchent en pratiquant la déflation. »

Indiquant que la seule riposte possible était, dans ces conditions, la guerre contre le chômage, M. Pierre Mauroy expliqua les résultats obtenus la veille, lors de la « table ronde » tenue à Matignon, sur le plan des seize-vingt-cinq ans. « Ce plan exceptionnel a pour objectif la formation et l'insertion professionnelle de huit cent cinquante mille jeunes et non pas de six cent mille », affirmait-il, assurant que le prochain objectif serait de « un million de moins de vingt-cinq ans en formation et en stages ».

« Ce plan sans précédent, poursuit-il, n'est pas seulement dirigé contre le chômage. Il doit aussi nous préparer à la mutation industrielle, à cette nouvelle société industrielle qui naît avec nous. »

En conclusion, le premier ministre proposa, sous les ovations, que se tienne rapidement, à Matignon, une « table-ronde » des mouvements de jeunesse « qui ont quelque chose à dire au gouvernement sur l'emploi et la formation ».

Cette proposition correspondait, en partie, au souhait exprimé par les représentants de la J.O.C.-J.O.C.F., qui avaient regretté que les mouvements de jeunesse n'aient pas été

associés à la « table ronde » sur le plan seize-vingt-cinq ans.

« Nous aurions eu des choses à dire », expliquèrent conjointement M. Sylvie Duclaux et M. Bruno Courtois, vice-président de la J.O.C. au cours d'une conférence de presse, dimanche après-midi, tout en considérant positivement certains des résultats obtenus, tels que « la priorité au développement de l'apprentissage et l'accent mis sur le rôle des missions locales ».

Insistant sur quelques-unes de leurs revendications essentielles — les « micro-jobs » et la mise en place de délégués de stage veillant au contenu et au déroulement des stages, — les responsables jockistes avouaient cependant qu'ils n'avaient pas d'appréhension sur la négociation qui s'ouvrira entre partenaires sociaux pour définir la formation en alternance. « C'est à étudier et à regarder de plus près », conclurent-ils.

A l'origine, il avait été prévu que M. Pierre Bérégovoy participe à un débat le dimanche après-midi. S'étant décommandé, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a proposé une rencontre, le 27 mai, avec les dirigeants de la J.O.C.-J.O.C.F. Ce sera une façon de tirer les conclusions d'une manifestation qui, au lendemain de la « table ronde » de Matignon, aura eu le mérite de montrer la sensibilité des jeunes aux problèmes de l'emploi et de leur formation. — A. L.

CONJONCTURE

BAISSE DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES

La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé, en avril par rapport à mars, de 1,1 %, selon les statistiques de l'INSEE. Mais la consommation a augmenté de 1,9 % sur la période mars-avril par rapport à la période janvier-février, elle-même en recul de 3,3 % par rapport à la moyenne de novembre-décembre 1982.

Malgré cette évolution en dents de scie, on peut estimer que cet indice (qui ne prend pas en compte la consommation des services), traduit une baisse des achats des ménages depuis le milieu de l'année dernière.

Cette évolution — cohérente avec la baisse de 1,2 % du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages au second semestre 1982 — est confirmée par la baisse de 0,5 % en volume de la consommation totale des ménages (services y compris) au cours du premier trimestre 1983, selon les comptes nationaux trimestriels de l'INSEE.

AFFAIRES

CRÉATION DU FONDS D'INTERVENTION SIDÉRURGIQUE

Décidé lors de la mise sur pied du plan acier, durant l'été 1982, le Fonds d'intervention sidérurgique a été créé par décret paru au Journal officiel, le 19 mai.

Ce Fonds sera géré par la Caisse des dépôts, qui assure déjà la gestion de la Caisse d'amortissement pour l'acier (CAPA). Cet établissement émettra des emprunts sur le marché financier et, après bonification par l'État, en répartira les produits entre Usinor et Sacilor, entreprises qui, étant donné leur mauvaise situation financière, seraient incapables d'emprunter ainsi par elles-mêmes. En échange, la Caisse des dépôts recevra des obligations convertibles émises par les deux groupes sidérurgiques.

Les sommes distribuées par le Fonds s'ajouteront aux dotations budgétaires de l'État (6,45 milliards de francs en 1983) sous forme donc d'aides indirectes, puisque le taux d'intérêt serait ramené au-dessous de 4,6 % par les bonifications.

LES MOTEURS LEROY-SOMER VEULENT RENFORCER LEUR IMPLANTATION AUX ÉTATS-UNIS

Les Moteurs Leroy-Somer, le plus gros constructeur français de moteurs électriques avec 70 % du marché, se préoccupent de renforcer leur implantation directe à l'étranger afin de lutter avec plus d'efficacité contre leurs concurrents General Electric, Siemens et Asea (Suède).

Leur effort principal porte sur les États-Unis, où ils fournissent déjà, entre autres, 15 % des moteurs d'ascenseur. La société, que préside M. Georges Chavanes, envisage de racheter un constructeur local disposant d'un vaste réseau commercial. Elle a également pour objectif d'élargir sa part de marché en Allemagne fédérale, où elle s'estime insuffisamment implantée. Là encore, il lui est nécessaire de disposer d'un réseau commercial local susceptible de diffuser ses produits.

L'UTILISATION DES CHÈQUES VOLÉS S'EST RALENTIE EN 1982

Avec une augmentation de 15 % en 1982, la progression du nombre de chèques volés s'est ralentie, non seulement par rapport aux années antérieures (20 à 30 % de plus d'augmentation chaque année de 1976 à 1980), mais également par rapport à l'accroissement du nombre total de chèques émis.

Ces données, fournies par l'Association française des banques (A.F.B.), ne concernent cependant que les plaintes déposées par les commerçants et ne rendent donc que partiellement compte du nombre d'infractions commises : 20 % des délits ont lieu en région parisienne, et c'est dans les boîtes à gants des voitures que les trois quarts des chèques ont été volés.

A ce propos, l'A.F.B. rappelle qu'un arrêt récent de la cour d'appel de Bordeaux a condamné la victime d'un vol de chèques, qui avait pourtant fait opposition, à payer les dépenses de son voleur.

La cour a en effet considéré que la victime avait fait preuve de négligence en laissant chèque et papiers d'identité dans la boîte à gants de son véhicule.

Une expérience-pilote d'équipes autonomes à l'usine Renault de Douai

Avec l'introduction des automatisations et de la robotique, l'usine Renault de Douai (Nord) — 9 000 salariés — est devenue l'une des usines d'automobiles les plus modernes d'Europe, sinon du monde. Elle est, aujourd'hui, le lieu d'une tentative de travail en équipes à la japonaise, qui a démarré au

printemps 1982. Après un an d'expérimentation, les dirigeants de l'établissement ont accepté de répondre aux questions des journalistes à l'occasion d'un voyage organisé par l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS).

« Produire vite et bien »

Douai. — C'est, après celle de Flins (Yvelines), la plus importante des usines de montage de la Régie : 350 hectares de terrain, 240 000 mètres carrés d'ateliers, 8 100 salariés, dont près de 7 000 ouvriers qui fabriquent 1 350 véhicules par jour. C'est cet établissement ultra-moderne qui a été choisi pour une expérience-pilote mise en place à l'occasion du lancement de la R-9 puis de la R-11 (le Monde du 22 mai).

Après l'introduction de robots plus perfectionnés au département de l'embouteillage, sur la chaîne des grosses presses, les carcasses des nouveaux modèles sont désormais fabriquées par des équipes autonomes de cinq ouvriers qui, chacun à leur tour, approvisionnement, contrôlent ou déchargent les pièces de carrosserie avant leur assemblage.

Ce sont d'abord des volontaires « sensibilisés aux nouveaux objectifs industriels » qui ont été choisis, en accord avec les syndicats et la maîtrise, en mars de l'an dernier. Puis le processus a été généralisé en décembre 1982 à l'ensemble des cent cinquante salariés du secteur. Seuls cinq de ces derniers ont refusé cette forme de travail en équipes et ont été affectés à d'autres départements de l'usine.

AGRICULTURE

La Confédération des planteurs de betterave demande que soient prises à l'automne des mesures de sauvegarde du revenu betteravier. La Confédération estime que l'augmentation du prix de la betterave, décidée pour 1983-1984 par le conseil des ministres de la C.E.E., « ne permettra pas de faire face à la croissance des coûts de production », et qu'elle est inférieure de 3 % au prix auquel la méthode objective du comité des organismes professionnels agricoles de la C.E.E. aboutissait.

**VOIX
ET
EXPRESSION**

PARLER AVEC ASSISE
SE FAIRE ÉCOUTER
MAINTENIR L'INITIATIVE
CONVAINCRE, DÉCIDER

Tous renseignements :
C.F.S.E.L.
24, rue Henri-Barbus - 75005
Tél. : 32-15-10-32-15-42

De notre envoyé spécial.

Vingt-sept équipes — sur vingt-sept chaînes de presses —, c'est-à-dire sur vingt-sept chaînes robotisées — ont donc été constituées. Chacune est composée de cinq « agents de production », appellation maison qui désigne les O.S., les ouvriers spécialisés. Les cinq salariés s'organisent entre eux et effectuent à tour de rôle les diverses tâches. En cas de problèmes, ils peuvent recourir à un régulateur, agent de maîtrise chargé de deux groupes d'ouvriers, ou à un chef d'équipe responsable de quatre lignes de presses. Après une période d'essai, les O.S. pourront devenir P-1 (ouvrier professionnel premier échelon).

L'intérêt de cette opération ? « Il s'agit, explique le directeur de l'usine de Douai, M. Edmond Pachere, d'améliorer la qualité de la fabrication, ainsi que la productivité pour mieux cerner les coûts d'exploitation et développer le sens des responsabilités individuelles et collectives du personnel. » Cette réorganisation visait, en fait, à créer un outil de travail « flexible », mieux adapté aux nécessités de l'heure, c'est-à-dire à l'obligation de « produire vite et bien » pour répondre aux demandes du marché intérieur, mais aussi extérieur : sur trois cents voitures vendues chaque année, cent cinquante mille sont réservées à l'exportation. C'est ce qu'on a réaffirmé à Douai en assemblant indifféremment les R-11 sur les mêmes chaînes de robots que les R-9. Les importants investissements consacrés à ce dernier modèle ont été de la sorte récupérés en grande partie, et la « facture » s'est trouvée réduite à 300 millions de francs.

« Ce n'est plus le baigne »

Avantage industriel, mais aussi humain : « Ce n'est plus le baigne comme avant, déclare un O.S. Le travail est devenu plus intéressant. Avant, on arrivait le tête basse, chaque homme sur la chaîne faisait toujours le même geste dix mille fois répété dans la journée — par exemple enfourner la tête dans la machine, presser sur un bouton, retirer la tête — et c'était épuisant. Aujourd'hui, on surveille la machine, qui fait le travail à notre place. En outre, on a la faculté de parler avec des camarades, pour d'autres types d'opérations. »

Selon la direction, les résultats se révèlent très positifs sur tous les plans : l'affectation des salariés à un groupe a créé un esprit d'équipe ; les

rapports avec la maîtrise se sont améliorés ; l'automatisation a transformé la nature même du travail, qui se résume le plus souvent à un contrôle de l'usinage. Gain de productivité enfin — n'était-ce pas le principal objectif ? — car la ligne fonctionne en continu, les coéquipiers se partageant les temps de pause ou de repos. Le processus, considéré par tous comme « irréversible », a eu pour effet de diminuer les temps morts, mais encore d'augmenter de 20 % la capacité de production du secteur. Quant à l'absentéisme, il passe de 10 % à 5 % environ.

« Une véritable révolution »

Commentaire d'un responsable C.G.T., syndicat majoritaire (50 % des voix aux dernières élections professionnelles) : « Quand nous avons accepté cette formule, on nous a accusés à la fois de collaboration de classes et de volonté de soumission. Aujourd'hui, la preuve est faite que l'on peut travailler autrement et que les ouvriers peuvent intervenir dans la gestion. Enfin, dans le domaine des qualifications, c'est une véritable révolution. »

La section C.F.D.T. (20 % aux élections) est plus critique et souligne le « danger de l'individualisation ». Qu'arrive-t-il quand un ouvrier se révèle incapable de suivre le rythme de ses coéquipiers ? « Il risque de se faire rejeter du groupe, dit un militant C.F.D.T. : d'autant que l'entreprise accorde des primes quand on dépasse l'objectif de production. Comment voulez-vous, après cela, que le syndicat puisse réclamer une baisse des cadences ? »

Dans un même ordre d'idées, la section F.O., tout en se déclarant favorable au processus, craint que ces groupes ne deviennent « des mini-syndicats pratiquant la cointeraction » y compris la contestation politique. La C.G.C., pour sa part, constate « une très nette amélioration des conditions de travail », et estime que les cadres « ne sont plus des gardes-chiourme », car ils peuvent « mieux se consacrer à des problèmes de fond, d'ordre technique, gestionnel, voire psychologique ».

En conclusion, la direction entend bien défendre l'expérience à d'autres secteurs. « Mais il faudra trouver des formes adaptées à chaque production », explique M. Pachere, qui se réjouit de l'absence de grèves depuis son arrivée en 1981.

JEAN BENOÎT.

Quand le ministre se fait l'avocat de l'A.N.P.E.

Curieux face-à-face. Sous un chapiteau, des centaines de jeunes, tour à tour attentifs et goguenards, portant jeans et bob de la JOC sur le tête, ont discuté avec un ministre en bras de chemise, M. Jack Ralite, très à l'aise au milieu de son public et volontiers gouailleur.

Au premier rang des accusés pour ces jeunes bannisseurs ou provinciaux, représentants authentiques des milieux populaires, l'A.N.P.E., cet organisme « déshumanisé » et « inefficace » qui ne permet pas de « trouver un boulot ».

« Il ne faut pas choisir un bouc émissaire, alors que les vrais coupables restent bien tranquilles dans leur coin », répliqua M. Ralite. Et d'expliquer, mettant en cause l'héritage, la situation « délicate de l'A.N.P.E. » et qui ignore l'informatique et ne dispose pas de tous les moyens

nécessaires pour lutter contre le chômage.

« Je prends devant vous un engagement non dérogatoire : c'est vrai que ça va changer », assura-t-il en rappelant que son ministère travaille sur un nouveau statut de l'A.N.P.E. et se prépare à signer un accord avec l'UNEDIC. « Il faut qu'il y ait plus d'offres d'emploi à l'A.N.P.E. et que son personnel devienne technicien de l'emploi », dira-t-il en conclusion.

« Il se défend bien », murmura l'assistance, confiante, qui avait pourtant vu le directeur général de l'A.N.P.E., également ministre de la C.G.T. et de la C.F.D.T., s'exposer à leur tour sur le sujet. Mais, pour les jeunes, la cause était entendue : « Ça va changer. »

(Publicité.)

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (S.O.N.E.D.E.)

23, rue Jawaher-Lal-Nehru, Montfleury - TUNIS

APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE JENDOUBA

La Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux lance un appel d'offres pour l'exécution des travaux afférents au recalibrage et à l'extension du réseau d'alimentation en eau potable de la ville de Jendouba.

Cet appel d'offres comprend deux lots :
LOT 1 : Pose de 19 300 mètres linéaires de conduites, dont :
— 13 720 m de conduites en amiant-ciment de diamètre compris entre 80 mm et 300 mm ;
— 5 580 m de conduites en béton de diamètre 400 mm et 600 mm.

LOT 2 :
— Construction d'un réservoir semi-enterré de 5 000 m³ avec chambre de vannes.

— Construction d'une station de reprise.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet partiellement financé par la Banque africaine de développement (B.A.D.).

Les entreprises agréées pour un montant de 200 000 dinars pour chacune des activités suivantes (H2 canalisations tout diamètre et H4 hydraulique ouvrage d'art) et qui désirent participer à cet appel d'offres peuvent se procurer le dossier auprès du Service préparation des marchés de la S.O.N.E.D.E. contre paiement de la somme de 50 dinars.

Les offres doivent parvenir à la S.O.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 24 juin 1983, à 10 heures, au 23, rue Jawaher-Lal-Nehru, Montfleury, TUNIS.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures

ENVIRONNEMENT

Polémique franco-allemande autour des déchets de Seveso

Alors que les quarante et un fûts de Seveso sont toujours gardés au camp militaire de Sissone (Aisne), une petite guerre de communiqués s'est déclenchée entre la France et l'Allemagne. Le quotidien *Die Welt*, qui a révélé la présence des fûts à Angoulême-le-Sart, près de Saint-Quentin, a accusé le gouvernement français d'avoir caché une information qu'il détenait dans le but de transporter secrètement les déchets à l'étranger.

Au secrétariat d'Etat à l'environnement, on précise que rendez-vous avait été pris « de longue date » pour le jeudi 19 mai — jour de la révélation — « avec les dirigeants d'Hoffmann-La Roche ». Ce serait seulement en apprenant, l'après-midi, par la voie officielle, la découverte des fûts à Angoulême-le-Sart que les dirigeants suisses et un fonctionnaire du secrétariat d'Etat à l'environnement ont pris la route pour Saint-Quentin. Un des fûts a été ouvert pour vérifier qu'il y avait un deuxième baril à l'intérieur et donc confirmer qu'il s'agissait bien des déchets de Seveso.

Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, en visite le 21 mai à Lan-

noy, près de Roubaix (Nord), a affirmé qu'il n'avait appris la découverte des fûts que jeudi après-midi. « J'en ai aussitôt informé M^{me} Huguette Bouchard », a précisé le premier ministre. Quant à la société allemande Mannesmann, dont la filiale italienne avait sous-traité le transport des déchets à M. Bernard Farinoux — toujours écorché à Saint-Quentin — elle a précisé, dans le journal *Bild am Sonntag* du 22 mai que, contrairement à certaines rumeurs, elle n'avait pas versé d'argent au transporteur français pour découvrir les déchets de Seveso. « Nos propres recherches pour retrouver les quarante-et-un fûts ont été couronnées de succès », s'est borné à dire le porte-parole de la firme, M. Klaus Germann.

Pendant ce temps, en Italie, le pape Jean-Paul II a survolé en hélicoptère la commune de Seveso, samedi 21 mai, à l'occasion d'une visite pastorale à Milan et dans sa région. Il s'est rendu notamment à Desio, bourg natal de Pie XI, une localité limitrophe de Seveso, elle aussi touchée par le nuage toxique de dioxine, en 1976.

PLUIE, NEIGE, GLISSEMENTS DE TERRAIN

Neuf morts en France et en Italie

Le mauvais temps exceptionnel qui persiste sur toute l'Europe a provoqué un certain nombre de catastrophes durant le week-end de la Pentecôte. C'est ainsi qu'une coulée de boue provoquée par trois semaines de pluie incessante a emporté le 22 mai, une partie du village italien de Tresenda-di-Teglio dans les Alpes lombardes. Sept habitants ont été tués ; six sont portés disparus, et dix autres ont été hospitalisés. A Val-di-Sotto, village voisin, la population a dû être évacuée.

Deux spéléologues ont trouvé la mort samedi 21 mai, dans la région Rhône-Alpes. Le premier, M. Laurent Roch, de Chambéry, était resté bloqué sous une cascade pendant six heures, dans une grotte située près du col de Leschaux (Haute-Savoie). Le second, M. Roger Herand, est mort étouffé par son harnais, à 400 mètres de profondeur, non loin de Jujurieux (Ain). Dans les deux cas, l'accident a été provoqué par les

pluies torrentielles de ces derniers jours.

Celles-ci causent d'importants dégâts aux cultures et aux chantiers de travaux publics. Dans la région du Beaujolais, les vignobles ont subi des dommages. La crue de la Saône a coupé la route nationale 6 à Chalon, et l'autoroute A6 reste impraticable entre Tournay et Mâcon. Dans l'agglomération lyonnaise, une tranchée creusée pour la prolongation du métro s'est effondrée.

Les agriculteurs bourguignons estiment que le maïs et les fourrages ont déjà pâti de l'excès d'humidité. La raréfaction du foin devrait provoquer une diminution de la production de lait.

Enfin on signale des chutes de neige inhabituelles pour la saison, dans la région de Foix (Ariège), ainsi qu'en Lozère sur les Causses et dans les Cévennes. — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter.)

L'aggravation des catastrophes naturelles en 1982 et 1983 pourrait entraîner un relèvement des primes d'assurances

Le coût total des catastrophes naturelles survenues en France pendant l'année 1982 sera, selon des estimations récentes, au moins deux fois plus lourd que prévu, selon le Centre de documentation et d'information de l'assurance (C.D.I.A.). Il pourrait s'établir à 2 ou 3 milliards de francs contre 1 milliard en année moyenne. On évalue à 750 millions de francs le seul coût des tempêtes du mois de novembre, et il faut y ajouter les inondations du Sud-Ouest en décembre.

Comme par un fait exprès, le rythme de ces catastrophes s'est accéléré depuis l'entrée en vigueur, le 14 août 1982, de la loi établissant une solidarité nationale pour l'indemnisation des catastrophes en question, et instituant, à cet effet, une surprime de 5,5 % sur le montant des contrats d'assurances

multirisques-habitation et de 9 % sur les garanties vol-incendie automobile (moins de 1 % du contrat total avec responsabilité civile). Dans ces conditions, le « risque » est devenu, dès le départ, très mauvais pour les assureurs, qui ont versé ou devraient verser deux fois en indemnité ce qu'ils ont perçu en prime, et la Caisse centrale de réassurance, établissement public qui réassure les compagnies, devra sans doute réclamer au Trésor un appoint temporaire. Comme l'année 1983 ne s'annonce guère meilleure, du fait des inondations dans beaucoup de régions, il est très probable que la surprime fixée en 1982 sera relevée, à moins que l'on ne considère comme exceptionnelle l'accumulation actuelle de catastrophes, ce qui n'est pas sûr.

De nouvelles bactéries sont découvertes à la station thermale de Bagnols-les-Bains (Lozère)

De notre correspondant

Mende. — L'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.-Lozère), présidée par Michel Galfré, vient de révéler la présence d'une nouvelle bactérie dans les eaux thermales de Bagnols-les-Bains. Il s'agit d'un germe tellurique : *pseudomonas putida*.

Depuis septembre 1978, les eaux thermales de cette station sont contaminées d'une manière intermittente par d'autres bactéries : *pseudomonas aeruginosa*. Cette situation, connue des autorités de santé, était totalement ignorée des curistes jusqu'à la publication, en novembre 1981, par l'U.F.C. Lozère d'un rapport officiel du service des mines.

Cette année, des analyses, effectuées en avril et restées confidentielles, ont révélé d'abord la présence des deux espèces de *pseudomonas* et ensuite celle des seuls *putida*. Selon les bactériologues, ces deux germes sont très souvent associés et les *pseudomonas aeruginosa* peuvent, à nouveau, réapparaitre.

Dans un communiqué laconique, la direction de l'établissement thermal a annoncé, le 2 mai, l'ouverture du service de rhumatologie et a précisé : « Compte tenu de la con-

plexité de la mise au point des nouvelles installations du secteur des voies respiratoires, la date d'ouverture en sera communiquée ultérieurement ».

De son côté, l'U.F.C. dénonce « la loi du silence » et s'étonne que « M. Jean Chassagne, commissaire de la République, se soit jusqu'à ce jour refusé à publier les résultats des analyses. Une telle attitude ne peut qu'être fort préjudiciable à la renommée de cette station ».

J.-M. G.

[Les *pseudomonas* sont des bactéries comprenant plusieurs espèces, dont la plus dangereuse pour l'homme est la *pseudomonas aeruginosa* ou bacille pyocyanique qui peut donner des manifestations pathologiques variées et reste résistant à la plupart des antibiotiques. Les *pseudomonas putida* sont moins répandues et moins dangereuses que le pyocyanique, ou d'autres *pseudomonas* comme le bacille de la morve ou celui de Whitmore qui fit des ravages il y a quelques années au Jardin des plantes. Tant en milieu hospitalier que dans la nature il est difficile de se débarrasser de ces bactéries qui ont une grande résistance dans les sols et les canalisations, notamment, et dégagent, en culture, une odeur putride particulière. — Docteur L.-L.]

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

ENTREPRISE NATIONALE
DE MATÉRIELS DE TRAVAUX PUBLICS
issue de la restructuration de la SONACOME

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL
N° 008/83/E.N.M.T.P.

Dans le cadre de son projet de réalisation d'une unité de fabrication de chariots élévateurs à Aïn-Smara (W. Constantine), l'E.N.M.T.P. lance un avis d'appel d'offres national et international pour l'acquisition de prestation d'assistance d'un bureau d'ingénieur-conseil.

Les bureaux d'ingéniering intéressés peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de 300 DA (trois cents dinars algériens) à l'adresse suivante :

E.N.M.T.P. 5, avenue de l'A.L.N. (Cinq-Maisons), EL-HARRACH, ALGER.

La date limite de retrait des cahiers des charges est fixée à trente (30) jours à partir de la date de parution du premier avis dans la presse.

Les offres, établies conformément à la réglementation algérienne et aux exigences du cahier des charges, devront parvenir à :

E.N.M.T.P., direction générale, zone industrielle (Aïn-Smara), B.P. 67 (W. Constantine).

Les soumissionnaires devront joindre à leur offre une lettre d'engagement de respecter les dispositions de la loi 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

La date limite de remise des offres est fixée à soixante-quinze (75) jours à partir de la date de parution du premier avis dans la presse.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant trois (3) mois à partir de la date limite de remise des offres.

*** LE MONDE — Mardi 24 mai 1983 — Page 19

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LOURDE

ENTREPRISE NATIONALE
DES EMBALLAGES MÉTALLIQUES

COMPLEXE D'EMBALLAGES MÉTALLIQUES
B.P. 93 - GUÉ DE CONSTANTINE - KOUBA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° H.02/83-EMB/C.E.M.

Un avis d'appel d'offres international est lancé par l'EMB/C.E.M. pour la fourniture de :

UNE LIGNE AUTOMATIQUE DE FABRICATION
DE BOÎTES - HALWA - EN FER-BLANC

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'EMB, Complexe d'emballages métalliques, gué de Constantine, B.P. 93, Kouba, ALGER, au Service central achats.

Les soumissions doivent être établies en huit exemplaires, accompagnées des documents réglementaires et placées sous double pli cacheté et anonyme. L'enveloppe extérieure portera la mention :

• APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° H.02/83
EMB/C.E.M. -

CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR -

La date de clôture de cet appel d'offres est fixée à quatre-vingt-dix (90) jours à partir de sa première parution dans la presse.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de cent vingt jours.

QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.



LE REMARQUABLE PETIT SYSTÈME DE GESTION: BURROUGHS B20

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs.

Ce n'est pas forcément vrai.

Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus écolofis du marché.

Avec son puissant processeur 16 bits et jusqu'à 640 K octets de mémoire RAM dans chaque poste de travail, le

Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance, les bases de données et la mémoire associées auparavant uniquement à de grands systèmes.

Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son travail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le débiller, le brancher *, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue — et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Burroughs Resource Control Center. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes — qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur. Mais plutôt de sa qualité.

Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS
DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND,
MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

RENDEZ-VOUS AU STAND BURROUGHS
Mercredi, 13 Avril — Mercredi, 20 Avril

Hannover
Messe '83

*L'unité de mémoire de masse B22 doit être installée par un technicien qualifié de Burroughs.

Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom: _____
Fonction: _____
Société: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____

A envoyer à: Direction du Marketing
Système B20
S.A. Burroughs
95015 — Cergy-Pontoise Cedex

LM5233

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. CATHOLICISME : « Entre l'institution et le prophétisme », par Alain Copin ; « La réflexion théologique en péril », par Roger Malt ; « Une Église populaire », par M.-D. Chenu.

ÉTRANGER

3. EUROPE
- CHYPRE : le président Kyprianou va plaider à Paris la cause de Nicosie.
3. DIPLOMATIE
4. AFRIQUE
4. AMÉRIQUES

POLITIQUE

5. La préparation du congrès du P.S.
6. Le voyage de M. Lamoune en Polynésie.

SOCIÉTÉ

7. Les remous provoqués par le projet de loi antisuicide.
8. RELIGION : liberté religieuse et droits de l'homme dans les pays de l'Est.
- ÉDUCATION.
- DÉFENSE.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

9. L'Église, la rigueur, la solidarité.
10. Le rapport Merin sur l'habitat à Paris.
11. Les syndicats japonais de plus en plus sur la défensive.

CULTURE

12. THÉÂTRE : les Estivants, de Gorki, au Français.
- MUSIQUE : Marion Lescaut, à l'Opéra de Paris.
- ÉDUCATION : le débat sur la réforme de l'enseignement.

SPORTS

15. TENNIS : les Internationaux de Roland-Garros.
- VOLLEY : le Tournoi en double.
- AUTOMOBILISME : Alain Prost en tête du championnat du monde des pilotes.

RÉGIONS

16. ÎLE-DE-FRANCE : les syndicats ont pignon sur rue.

ÉCONOMIE

17. SOCIAL : le Festival pour l'emploi de la J.O.C.-J.O.C.F.
18. ÉTRANGER : en Grande-Bretagne, l'inflation est revenue à 4 % l'an.
19. ENVIRONNEMENT.

RADIO-TÉLÉVISION (14)
INFORMATIONS
- SERVICES (14) :
- Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
Programmes des spectacles (13).

UN COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA SIBÉRIE À PARIS

Un colloque international sur la Sibirie se tient à Paris du mardi 24 au vendredi 27 mai, afin d'étudier ce que furent les quatre siècles de colonisation qui couvrirent les portes de l'Asie à l'empire russe. Il s'agit de mieux connaître la Sibirie moderne, où la technologie la plus avancée coexiste avec des modes de production et de pensée totalement archaïques, d'en saisir les enjeux humains, les enjeux stratégiques et les perspectives.

Ce colloque est organisé conjointement par le laboratoire de slavistique de l'Institut national d'études slaves (INES) ; le Centre d'études sur l'U.R.S.S. ; l'Europe orientale et le domaine des langues et civilisations orientales avec le concours financier du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et la collaboration scientifique de plusieurs organismes spécialisés.

La séance d'ouverture du colloque se tiendra de 10 h à 13 h au C.N.R.S., 15, quai Anatole-France, (Paris-7) et celle de clôture, consacrée le vendredi 27 mai à l'enjeu stratégique, aura lieu à l'École normale supérieure, 45, rue d'Ulm, de 14 h à 18 h. Les cent quarante participants au colloque se partageront entre-temps en quatre groupes : conquêtes et découvertes ; cultures, ethnies, religions ; la Sibirie dans le contexte de l'U.R.S.S. et enfin et camps, littérature.

Les séances de travail par groupe se tiendront à l'INES, 9, rue Michel, (Paris-6), sauf pour le troisième groupe, qui étudiera mardi et mercredi le développement régional au C.N.R.S., 15, quai Anatole-France (Paris-7), avant de rejoindre jeudi et vendredi les autres à l'INES pour la suite des travaux.

Le mercredi 25 mai, au C.N.R.S., M. Olli Alho présentera le film tourné en 1919 en Tchoukotka par Sakari Palis, un explorateur finlandais.

A B C D E F G H

DANS UN APPEL À L'IMAM KHOMEINY

Le président Reagan demande la clémence pour 22 bahais condamnés à mort

Le président Reagan a lancé, dimanche 22 mai, un appel à la clémence à l'adresse de l'imam Khomeiny et des autorités iraniennes en faveur de vingt-deux bahais de la communauté religieuse bahaï récemment condamnés à mort à Téhéran. Le président américain demande aux autres dirigeants dans le monde de se joindre à son appel en faveur de « ces personnes innocentes », qui, écrit-il dans une déclaration publiée par la Maison Blanche, n'ont « commis aucun crime politique, n'ont pas conspiré pour renverser le régime et ne sont responsables de la mort de personne. Le seul souhait est de vivre selon leur conscience ». « Épargner leur vie serait un pas en avant pour l'Iran et pour le monde », ajoute le président américain.

A Téhéran, l'imam Khomeiny, dans un discours radio-télévisé, a

lancé un avertissement à un groupe politique islamique qu'il n'a pas nommé, « proche de l'Occident et des États-Unis », en lui demandant de « cesser de comploter ». Sans nommer explicitement personne, il a dénoncé les « quelques poignées d'hommes » qui, « s'ils le peuvent, utilisent la prière du vendredi et le Parlement pour prêter les mêmes paroles qui sortent de la bouche des États-Unis et de l'U.R.S.S., affirmant que rien n'a été fait pour le peuple ». « Réveille-toi, je vous mets en garde, sans quoi la liste de vos membres sera publiée et vous irez là où les « hypocrites » sont allés », avertit l'imam.

Les « hypocrites », c'est ainsi qu'on appelle officiellement les Moudjahidin khaleq, groupe islamique qui a été impitoyablement réprimé par le régime. — (A.F.P.)

En Afghanistan

« Une paix complète » règne dans tout le pays affirme Kaboul

Kaboul a qualifié de « propagande impérialiste » les accusations rendues publiques, vendredi 20 mai, par le département d'État américain, selon lequel les forces afghano-soviétiques auraient tué de nombreux civils, en particulier au cours de bombardements d'une « rare intensité » de la troisième ville du pays, Hérat. La situation à Hérat est « tout à fait normale », a annoncé, samedi, un porte-parole officiel afghan, ajoutant qu'il y régnait une « paix complète, comme dans le reste du pays ».

Washington avait affirmé que les bombardements de Hérat et de zones situées au nord et à l'ouest de Kaboul étaient « intolérables et indignes d'un comportement civilisé » ; ils auraient fait des centaines et peut-être même des milliers de victimes civiles « au cours des dernières semaines ». « Il semblerait, poursuit le département d'État, que l'U.R.S.S. pense que le monde soit

ignoré, soit ne se préoccupe plus de ce qu'elle fait en Afghanistan et que, désespérant de soumettre la majorité des Afghans, qui souhaitent recouvrer leur liberté, elle soit prête à employer la violence la plus brutale. Nous ne pouvons rester silencieux devant ces massacres. »

D'autre part, alors que le ministre pakistanaï des affaires étrangères a quitté, samedi, Islamabad pour une tournée dans cinq pays afin de trouver une solution politique au problème afghan, les sept partis islamiques regroupés dans l'Alliance se sont donné un nouveau président pour deux ans.

Il s'agit du professeur Abdurab Rasool Sayyaf, ancien professeur de théologie à l'université de Kaboul. Son principal opposant, M. Yunus Khalis, chef du Hezbi Islami, n'a obtenu que onze voix sur soixante. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

En Thaïlande

PRÉSENTANT SON NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le général Prem Tinsulanond insiste sur le « rôle important » que les militaires doivent jouer

De notre correspondant

Bangkok. — Le général Prem Tinsulanond, premier ministre, a présenté au Parlement, vendredi 20 mai, le programme de son nouveau gouvernement. Il a insisté sur le « rôle important » que les forces armées doivent jouer dans le système démocratique, tout en soulignant la nécessité de rendre « plus crédible » le système parlementaire. Il a, d'autre part, confirmé qu'il fallait, comme dans le passé, combattre la subversion communiste par des moyens politiques plutôt que militaires.

Des dossiers d'actualité, mis en sommeil depuis plusieurs mois, attendent sur les bureaux ministériels : négociation du prix du gaz naturel du golfe de Thaïlande, sur lequel les autorités fondent beaucoup d'espoir pour relancer l'économie ; gestion de Bangkok, métropole de quelque 5,3 millions d'habitants. Le gouvernement accepterait-il de se plier aux recommandations de la Banque mondiale qui prône la « vérité des prix » des services publics ? Reste, enfin, puisque le développement rural est la priorité des priorités, à remettre sur l'ouvrage un projet de réforme agraire, dont le précédent Parlement n'eut pas à débattre compte tenu des dissensions qu'il créa au sein de la coalition gouvernementale.

Le nouveau gouvernement aura-t-il assez de cohésion pour conduire à bien toutes les tâches ? Certes, il dispose à l'Assemblée nationale d'une confortable majorité de 208 sièges sur 324. Mais, fruit d'un compromis entre civils et militaires, cette alliance est pour le moins équivoque. Ne rassemble-t-elle pas, d'une part, le Parti d'action sociale (SAP) de M. Kukrit Pramoet et le parti démocrate de M. Pichai Rattakul, qui, dans le précédent Parlement, ont mené avec acharnement le combat contre la dictature militaire, et, d'autre part, le Parti des citoyens thaïs (T.C.P.) de M. Samak Sundaravej et le parti de la démocratie nationale (N.D.P.) du général Kriangsak Chamanand, qui défendaient les thèses de l'armée de terre ?

Les militaires, qui avaient tenté, sans succès, de faire avorter le précédent Parlement une réforme constitutionnelle favorable au maintien de leurs pouvoirs, ont-ils repartir en guerre pour obtenir gain de cause ? D'aucuns ont déjà évoqué la possibilité d'interpréter la Constitution à la majorité simple au lieu de l'amender à la majorité absolue. Il ne semble pas que les milieux « activistes » de l'armée, jusqu'alors assez mal inspirés, veuillent sans tarder croquer le fer. Peut-être préfèrent-ils voir à l'œuvre la coalition gouvernementale qu'ils ont contribué à mettre sur pied.

JACQUES DE BARRIN.

LA COMPOSITION DU CABINET

Voici la liste du gouvernement :
Premier ministre, ministre de la défense : général Prem Tinsulanond ;
Vice-premiers ministres : général Prachuan Suntharangkoon, MM. Boontheng Thongsawasdi (SAP), Pichai Rattakul (dém.), amiral Sonthi Boonyachai (T.C.P.) ;
Agriculture : M. Narong Wongwan (SAP) ;
Commerce : M. Kosol Kairitkh (SAP) ;
Communications : M. Samak Sundaravej (T.C.P.) ;
Éducation : M. Chuan Leekpai (dém.) ;
Finances : M. Sommai Huntekul ;
Affaires étrangères : maréchal de l'air Suthi Savetsila (SAP) ;
Industrie : M. Ob Vassaratna (N.D.P.) ;
Intérieur : général Suthi Jirarote ;
Justice : M. Phipop Assisarat (T.C.P.) ;
Santé publique : M. Marut Bunnag (dém.) ;
Science, technologie et énergie : M. Damrong Lathapitak (dém.) ;
Affaires universitaires : M. Froda Pathanathabur (SAP).

En Egypte

LES NÉGOCIATIONS SUR L'OCTROI DE FACILITÉS MILITAIRES AUX ÉTATS-UNIS ONT ÉTÉ SUSPENDUES

Les négociations égypto-américaines sur l'octroi par l'Égypte aux États-Unis de « facilités » militaires dans la base aéronavale de Ras-Banas, sur la mer Rouge, ont été reportées sine die.

Les divergences entre les deux pays portent notamment sur le contrôle de cette base qui, du point de vue du Caire, devrait être assurée totalement par l'Égypte. Les États-Unis souhaitent de leur côté un accord d'utilisation en bon et due forme qui, selon les mêmes sources égyptiennes, équivaudrait à un « bail » inacceptable à leurs yeux.

Le ministre égyptien des affaires étrangères a annoncé, sans explication, une communication qu'il devait faire sur cette question samedi 21 mai. À la suite de la déclaration de M. John Hughes, porte-parole du département d'État, qui reconnaissait que les négociations sur la question financière avaient été suspendues.

M. Hughes avait toutefois affirmé que le gouvernement égyptien serait toujours prêt à mettre cette base à la disposition de la force américaine d'intervention rapide, en cas de crise dans la région du Golfe. — (A.F.P.)

Des hélicoptères allemands ont ouvert le feu, samedi 21 mai, sur un appareil de tourisme ouest-allemand, entré sans autorisation dans l'espace aérien de la R.D.A. L'avion avait décollé sans autorisation d'une piste située près de la ville de Cottbus. Le pilote n'a pas été identifié. Il a réussi à revenir en R.F.A.

M. Jiri Granat, joueur de tennis professionnel tchécoslovaque de vingt-deux ans, a demandé, samedi 21 mai, l'asile politique à la Suisse.

Léger remaniement gouvernemental en Turquie. — M. Bulent Ulusu, premier ministre turc, a nommé, samedi 21 mai, deux nouveaux ministres à des postes dont les titulaires ont renoncé à leurs fonctions pour adhérer à un nouveau parti politique. Ancien gouverneur de la banque centrale, M. Cafer Tayyar Sediklar devient ministre des douanes et des monopoles, en remplacement de M. Ali Bozer. L'ancien procureur général, M. Kazim Akdogan est nommé ministre de la justice à la place de M. Rifat Bayazit. — (Reuter)

UN AVERTISSEMENT DU F.L.N.C.

A TROIS SEMAINES DE LA VISITE DU CHEF DE L'ÉTAT

Trente et un attentats par explosif en Corse

Trente et un attentats par explosif, auxquels s'ajoutent six tentatives, ont été commis en Corse-du-Sud et en Haute-Corse dans la nuit du 22 au 23 mai, et tous revendiqués par le F.L.N.C. Les dégâts causés par ces actions, dont sept à Bastia, deux à Ajaccio, quatre à l'Île-Rousse et quatre à Corte, qui ont visé aussi bien des villas que des magasins, des restaurants, des études de notaires ou le siège de la Banque de France à Bastia, sont importants. En outre, une personne, qui pourrait être l'auteur d'une des explosions, gravement blessée à Corte, a été hospitalisée à Bastia.

Dès la matinée du lundi 23 mai, les gendarmes ont interpellé plusieurs personnes, dont M. Jean-Pierre Santini, connu pour ses idées nationalistes, et effectué une série de perquisitions dans les deux départements de l'île.

« Selon les milieux nationalistes, cette « nuit bleue », la plus importante depuis l'entrée en fonctions de M. Robert Broussard, commissaire de la République, constituerait un « avertissement » du Front de libération nationale de la Corse avant la visite officielle en Corse de M. Mitterrand, prévue pour les 13 et 14 juin. Dans les tracts signés du F.L.N.C. et retrouvés sur les lieux de chacune des explosions, le mouvement dissout se réclame d'un statut particulier, le mouvement dissout, et surtout, par la mise en œuvre d'une campagne de diffamation et de criminalisation du F.L.N.C. L'État français tente de cacher le danger qui pèse sur l'avenir de notre peuple, minoritaire sur son sol et bien sûr totalement assimilé par la culture française (...) Le F.L.N.C. restera tant qu'il restera au peuple corse un souffle de vie. »

Dans un autre communiqué, publié la semaine dernière, la même organisation parlait déjà d'une « réapparition de la répression » et d'une « brutalité que le pouvoir de droite lui-même avait hésité à employer ».

Une réplique au commissaire Broussard

Correspondance

Bastia. — La nouvelle « nuit bleue » dans l'île apparaît comme une réplique aux coups de boutoir du préfet chargé de la police en Corse. Depuis février, en effet, la pression exercée sur le mouvement clandestin, manifestement déstabilisé à la suite des nombreuses arrestations et des révélations sur sa pénétration par le « milieu », laisse penser que le F.L.N.C. ne pouvait rester longtemps sans réagir. Après une série d'attentats sur le continent — douze au total à Paris, Marseille et Aix-en-Provence — la fin du mois d'avril — qui avaient entraîné plusieurs arrestations et le démantèlement partiel du « réseau » parisien, l'organisation indépendantiste a voulu frapper en Corse même pour prouver qu'elle en avait encore les moyens.

De tous ces attentats, vingt ont été commis en Haute-Corse, dont sept à Bastia, Ajaccio, en revanche, à cause sans doute d'une assez forte présence policière, on ne relève que deux plastiques, alors que Portofino et Propriano, deux localités touristiques, ont été aussi frappées. Ce sont encore une fois les cibles traditionnelles du F.L.N.C. qui étaient visées, essentiellement des commerces appartenant en majorité à des contingents ainsi que des véhicules de particuliers. La précédente « nuit bleue » dans l'île remonte au 20 août 1982, veille de l'élection du président de l'assemblée de Corse. Cent dix attentats avaient alors été commis.

Sur les lieux des différents attentats, des tracts signés F.L.N.C. ont été retrouvés. Ils rappellent les « mesures urgentes de décolonisation » proposées par les clandestins lors de leur conférence de presse du 27 janvier dernier. Le F.L.N.C. demande notamment la dissolution de l'actuelle assemblée de Corse et l'élargissement de ses compétences avant l'élection des nouveaux membres.

Immédiatement après la vague d'attentats, une opération de police et de gendarmerie a été déclenchée, et plusieurs interpellations ont été opérées, mais, lundi matin la police se refusait à préciser le nombre et l'identité des personnes interpellées.

DOMINIQUE ANTONI.

L'enquête sur l'accident de Beaune conclurait à un non-lieu général

L'enquête judiciaire sur l'accident survenu le 31 juillet dernier sur l'autoroute A-6 près de Beaune, au cours duquel périrent cinquante-trois personnes dont quarante-quatre enfants, est terminée, et, selon des rumeurs émanant du palais de justice de Dijon, elle pourrait déboucher sur un non-lieu général.

Certaines causes possibles auraient ainsi été éliminées par le magistrat instructeur dijonnais, M. Jean-François Perrin. En particulier, aucune infraction aux conditions de travail n'aurait été relevée à l'encontre des deux conducteurs de car impliqués dans l'accident ni de la société Bouvier, de Saint-Jean-de-Maurienne (Haute-Savoie), qui les employait. L'état technique des deux véhicules ne semblerait pas non plus en cause. La commission d'enquête constituée par le ministre des transports le 3 août 1982, et confiée à M. René Vaquer, président du Conseil supérieur des transports, avait aussi reconnu qu'il était pas possible « de mettre en cause l'état des véhicules », mais elle renvoyait à l'enquête judiciaire le soin de déterminer si la réaction de l'un des freins de l'un des deux cars avait pu avoir une incidence sur les conditions de freinage du véhicule.

Les conditions d'exploitation de l'autoroute n'entraînent pas davantage un motif de poursuites. Le rétrécissement de l'autoroute de trois à deux voies à l'endroit de l'accident — le fameux « entonnoir » de Beaune — ne constituerait pas, pour le juge d'instruction, un élément plus déterminant que d'autres dans le processus de l'accident. La signalisation aurait été jugée suffisante, comme elle le fut déjà par la commission d'enquête du ministère des transports.

La vitesse, ralentie par la densité de la circulation, ne semble pas avoir joué un rôle essentiel dans l'accident : à en croire la commission Vaquer, aurait constaté que, quoiqu'elle fût élevée, l'allure des véhicules demeurait « dans les limites réglementaires ».

Le dossier d'instruction admet prudemment l'éventualité d'une responsabilité plus précise du conducteur du second autocar. Mais, même au cas où la faute de conduite serait établie, l'action publique serait éteinte du fait de la mort de son auteur présumé.

Ainsi donc, la justice réduirait au rang d'accident local cette catastrophe qui endeuilla les dernières vacances et créa dans la population un choc que les pouvoirs publics exploiteront pour lancer une campagne de renforcement de la sécurité routière. Pour M. Perrin, il s'agit « d'une conjonction de circonstances réunies en ce lieu et en cette heure ». Le parquet de Dijon donne cinq raisons qui ont transformé l'ordinaire en drame :

— Un car rempli d'enfants s'est trouvé sur l'autoroute le jour de plus fort trafic de l'année, circonstance qui ne se reproduira plus, un arrêté du 27 avril dernier interdisant la circulation des autocars dans les périodes de pointe ;
— Le deuxième autocar était le plus ancien, et, si l'ordre des deux véhicules avait été inversé, la collision aurait pu être évitée, on en tout cas revêtir une moindre ampleur ;
— La chaussée était mouillée, ce qui a influé sur les conditions de freinage. On sait qu'une décision du ministre des transports impose désormais une réduction générale de la vitesse par temps de pluie.

— Le second autocar, qui n'avait subi que des dégâts minimes, a entièrement brûlé en quelques minutes, avec des matériaux ignifuges et des issues de secours mieux aménagées, le nombre des victimes aurait certainement été moins élevé ;

— L'encombrement du rond-point de Beaune aux périodes de pointe entraîne, pour le moindre incident de trafic, des conséquences énormes. Un de ces incidents, en aval du lieu du drame, a pu jouer un rôle dans la collision, mais les enquêteurs n'en ont identifié aucun qui paraîsse significatif.

« S'il n'y a pas de responsable, si le destin a frappé le long de cette autoroute, nous vous le dirons... »

avait promis le premier ministre. Il semble bien que l'explication officielle du drame de Beaune doive se résumer à une certaine fatalité. Mais avant même qu'elles soient effectivement rendues publiques, les conclusions de l'enquête judiciaire suscitent des réactions, notamment celle du mouvement Autodéfense qui s'élève « de la probabilité d'un non-lieu général ». Autodéfense distingue, pour sa part, deux fautes : « celle du directeur de la société des autocars Paris-Rhin-Rhône, en raison de la longueur insuffisante du pivot de rétrécissement » et « surtout celle des directeurs de la réglementation du ministère des transports directement responsables de l'absence de réglementation sur les matériaux de garniture des cars, qui n'interdit pas aux constructeurs d'utiliser des produits dégageant, à la combustion, des gaz mortels, le chlore et l'acide cyanhydrique provoquant une élévation foudroyante de la température, rendant toute tentative de sauvetage illusoire ». Pour Autodéfense, « on ne peut que déplorer de voir la justice pénale systématiquement renoncer à engager des responsabilités des hauts qu'elle mettrait en cause de hauts fonctionnaires, pas plus que l'on ne peut accepter que l'imprévoyance et l'incompétence soient discutées au nom de la fatalité et du destin ».

Le numéro de « Monde » daté 22-23 mai 1983 a été tiré à 439 730 exemplaires.

83

U.S.A.

NEW-YORK

à partir de 2 850 F A/R

سكان العرب